

cahiers

LEON TROTSKY



- Bruno Guigue** Chronique d'une révolution annoncée
Gary Tennant L'Opposition communiste de Cuba (1930-33)
Tico Jossifort Le premier groupe trotskyste bulgare
Agustin Guillamón Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull

71

septembre 2000

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*
par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 71

Septembre 2000

Présentation	3
Bruno Guigue	
— Chronique d'une révolution annoncée	5
Gary Tennant	
— L'Opposition communiste de Cuba (1930-1933)	19
Tico Jossifort	
— Le premier groupe trotskyste bulgare	45
Agustin Guillamón	
— Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull	61
Boris Karlinsky	
— Quand la presse russe parle de Trotsky	79
Pierre Broué	
— Témoins et acteurs : camarades français de Trotsky, Yvan Craipeau et Fred Zeller	83
NOTES POLÉMIQUES	
Pierre Broué	
— Notes sur des éléments nouveaux de l'histoire de l'IC	97
Michel Wattignies	
— Terreur rouge et terreur blanche (Finlande 1919)	101

DOCUMENTS

- Lettre de Trotsky à Bordiga : la situation en Allemagne en octobre
1923 105

COMPTES RENDUS DE LECTURE

- Hall Greenland, *The story of Balmain's revolutionary Red Hot. The
Life and Time of Nick Origlass.* 109
- Antony Beevor, *Stalingrad.* 111
- Eric J. Hobsbawn, *L'Age des Extrêmes : Histoire du Court XXe
siècle.* 114

COURRIER 121

LES DÉPARTS

- Camille Januel 127

Photo de couverture : Affiche du POUM
durant la Révolution espagnole

Présentation

Ce numéro des **Cahiers** est particulièrement riche, du fait de l'initiative de nos lecteurs qui sont de plus en plus nombreux à revendiquer et à mettre la main à la pâte.

Bruno Guigue, dans sa réflexion, nous donne pile un article anniversaire : il y a cette année 83 ans, la Révolution d'Octobre.

Nous publions — pour un certain temps encore — le travail de **Gary Tennant** sur les trotskystes cubains et espérons obtenir un numéro final-bouquet avec des participations diverses.

Tico Jossifort poursuit l'éclairage du passé des trotskystes bulgares dont la correspondance avec Trotsky vient d'être rééditée.

Agustín Guillamón nous autorise à reproduire son étude, tirée de *Balance*, sur Josep Rebull, et la partie documentaire suivra sur ce militant que nous découvrons théoricien original.

Pierre Broué, pour répondre à des demandes, rend compte de certaines lectures.

Merci de nous aider... Et rappelons au chroniqueur anonyme de *BLEMR*, qui, apparemment, ne lit qu'à grand peine, que ce n'est pas la lourdeur de la charge qui nous interdit les numéros thématiques, mais les tarifs postaux et leur règlement et que, quand on écrit qu'un sommaire est un « patchwork d'articles inégaux », on doit au moins de faire semblant de le justifier, voire de montrer ses propres lettres de créance. Il n'est pas vrai que la critique soit aisée.

Attention, nos frais augmentent en traductions et frappes. Aidez-nous et réabonnez ou abonnez-vous. Lisez-nous surtout et ne vous contentez pas de lire ce que disent de nous ceux qui ne nous lisent pas ! A vos chèquiers, merci, c'est la meilleure réponse aux agressions anonymes.

Dans les prochains numéros :

L'article dont nous retardons la parution sur les mémoires de Fred Zeller et Yvan Craipeau. Le dernier article de **Bruno Guigue** dans sa série sur 1917 et

nous. La suite des articles sur les trotskystes cubains de **Gary Tennant** et d'autres sur le même sujet. Les écrits de **James Connolly** sur la question militaire dans la révolution. Des documents de **Josep Rebull** sur le programme ouvrier. Un article d'**Aleksei Goussev** sur l'Opposition de gauche en URSS dans le début des années 30. Des études et documents sur le « centre **Rakovsky-Wolfson** » de l'Opposition de gauche clandestine. Un dossier sur le groupe **Ivan Nikititch Smirnov**, des « trotskystes ex-capitulards », sur les décistes de **T.V. Saprionov** et **V.M. Smirnov**. Des articles sur le Comité de Défense de la Race Nègre des années 20, et le communiste sénégalais **Lamine Senghor**, sur **Karl Radek**, sur **Mohamed Ali** et la grève des dockers qui créa la CGT tunisienne, sur les JS qui firent scission contre Guy Mollet.

Bruno Guigue

Chronique d'une révolution annoncée

Retour sur Octobre 1917

Telle une butte témoin du Moyen Age, la Russie des Tsars se dressait de façon anachronique à l'aube du XXème siècle. Mais elle incarnait, simultanément, la pointe avancée du développement industriel moderne. Cette monarchie de droit divin où une caste de propriétaires fonciers règne en maître, avec la bénédiction des popes, est aussi le théâtre d'une expansion capitaliste qui concentre dans les grandes villes un prolétariat surexploité. C'est pourquoi elle constitue à l'époque, aux yeux des révolutionnaires, un tissu de contradictions plein de promesses.

Ces contradictions sont liées à l'exploitation féodale d'un peuple de paysans que les réformes de Stolypine ont contribué à désagréger un peu plus. Ce sont, surtout, les contradictions explosives liées à l'exploitation capitaliste d'une classe ouvrière très fruste, et dont les conditions de vie sont les pires de toute l'Europe. Ce sont celles, enfin, qui résultent de l'asservissement colonial des nations allogènes.

C'est cette accumulation inouïe, exaspérée par la guerre mondiale, qui fait de la Russie « le maillon le plus faible » de la chaîne des Etats impérialistes. Et elle constitue ce maillon le plus fragile précisément parce qu'elle réunit et exaspère toutes les contradictions possibles en un seul Etat.

« Si la révolution a triomphé si vite, c'est uniquement parce que, en raison d'une situation historique d'une extrême originalité, des intérêts de classe absolument hétérogènes, des tendances sociales et politiques absolument opposées se sont fondues avec une cohérence remarquable. »¹

Cette situation contribue, face à la crise du régime, à désarmer les classes dominantes. Car celles-ci sont profondément divisées. La lutte s'exaspère en leur sein avec autant de violence qu'entre les dominants et les dominés. L'aristocratie terrienne se cramponne au régime de droit divin tandis que la bourgeoisie libérale réclame des garanties constitutionnelles. Hésitante et versatile, la petite bourgeoisie oscille entre le réformisme démocratique des « Cadets » et le populisme révolutionnaire des « SR ». Du coup, classes possédantes et classes qui aspirent à le devenir, en s'entre-déchirant, rompent le consensus qui faisait depuis des siècles la force du régime.

Secrète alchimie d'une situation pré-révolutionnaire : les antagonismes politiques n'opposent pas seulement les masses prolétarisées de la ville et de la campagne à des classes possédantes arrimées à leurs privilèges. En exaspérant les querelles qui déchirent les couches dominantes, l'extraordinaire confusion de la scène politique interdit la formulation d'un intérêt commun à l'ensemble des possédants.

Or, il est clair qu'une telle accumulation de contradictions eût été impossible dans un pays qui ne fût, comme la Russie des Tsars, en retard séculaire sur le reste du monde capitaliste et, en même temps, à son avant-garde. De façon singulière, le cumul d'un retard et d'une avance a créé les conditions objectives et subjectives de la révolution. Mieux encore : la concentration du prolétariat d'usine dans les grandes villes lui fournit tout à la fois sa base sociale et son avant-garde politique. Car le développement du prolétariat urbain témoigne, à sa manière, de l'originalité de la situation russe. Le développement accéléré d'une industrie de pointe, en effet, y recourt à des capitaux à forte majorité étrangère. Financée par les banques occidentales, l'industrialisation de l'Empire des Tsars au début du siècle reflète l'inégalité de développement entre l'Europe développée et la Russie arriérée. Les capitalistes occidentaux y font main basse sur une économie en voie de développement qui, de ce fait, associe la technologie la plus avancée et l'état social le plus rétrograde.

1. Lénine, *Lettres de loin*.

Ainsi, c'est la profonde arriération de la Russie qui favorise la formation rapide d'une classe ouvrière que ses conditions d'existence, dramatiquement aggravées par la guerre, vont jeter dans les bras de la révolution. Providentielle pour tous les révolutionnaires, c'est l'apparition tardive du prolétariat urbain qui procure à la révolution sa masse de manœuvre. Mais par l'effet d'un second paradoxe, le retard de la Russie offre aussi à la révolution son état-major.

Condamnée par la répression tsariste à la déportation ou à l'exil, l'élite de l'opposition a eu l'occasion d'y mûrir sa conscience révolutionnaire. Dans la déportation en Sibérie, elle a aiguisé sa haine des classes dominantes et forgé une détermination sans faille. Contrainte à l'exil en Europe, elle y a recueilli l'héritage de la tradition démocratique occidentale et acquis une culture internationale dont elle saura tirer profit. De là vient que le parti bolchevique avant 1917, selon Lénine, « *dépassait en conscience et en organisation tous les partis socialistes occidentaux* » et constituait tout naturellement « *l'élite professionnelle* » de la future révolution.

Aux origines du centralisme démocratique

Rien qui permette, pour autant, d'attribuer la conception léniniste du parti à une obscure volonté de domination et l'idée d'un centre de l'action oppositionnelle à un fantasme de toute-puissance. Conséquence inévitable d'un régime absolutiste et policier, le « centralisme démocratique » n'est dicté, en vérité, que par l'arriération politique de la Russie.

On en comprend mieux la nécessité, au demeurant, si l'on se remémore l'origine des soviets. Surgis des décombres d'un tsarisme agonisant, ils en révèlent eux aussi, *a contrario*, le profond archaïsme politique. Organisation spontanée des masses ouvrières et paysannes, ils occupent l'espace laissé vacant par l'effondrement d'un régime d'oppression ancestral. Leur apparition ne résulte nullement, en 1917 pas plus qu'en 1905, d'un plan concerté dont les organisations révolutionnaires auraient maîtrisé le déroulement.

Autonome et incontrôlé, le phénomène soviétique manifeste une irruption soudaine des couches populaires sur la scène politique. Il irrigue tous les domaines de la vie collective à la faveur de l'effondrement d'un système issu des ténèbres médiévales. Ce n'est donc pas un hasard si les anciennes classes dominantes se trouveront prises, après Octobre, entre le marteau du parti et

l'enclume des soviets : l'un et l'autre sortent tout droit des puissantes forges de l'autocratie.

Et contrairement à une légende tenace, où la pensée bourgeoise épouse le dogme stalinien, le « parti de révolutionnaires professionnels » n'est pas le fruit de l'imagination bolchevique. A l'instar des soviets, il n'a rien d'une théorie, mais relève d'une nécessité pratique.

Encore faut-il interpréter *Que faire ?* en s'affranchissant de la tentation d'un jugement rétrospectif. Entre le parti léniniste et le parti stalinien, il existe une différence de nature dont la perception historique est brouillée, le plus souvent, par l'ombre portée du second. Mais sauf à entériner cet anachronisme, la distinction s'impose. Lorsque Lénine écrit son essai, en 1902, l'opposition socialiste en Russie n'a pas le choix entre l'action à visage découvert et l'action clandestine : la première lui est tout simplement interdite par la police tsariste. S'il préconise la création d'un parti clandestin, professionnel et centralisé, c'est parce que les conditions objectives de la lutte politique ne lui laissent aucune autre possibilité. Aussi les traits de l'organisation révolutionnaire sont-ils fixés par l'instinct de survie, et non par la volonté de puissance.

Sinon, comment expliquer le fait indéniable que le parti bolchevique, en dépit de la clandestinité, n'était pas une organisation monolithique ? Qu'il ait été à plusieurs reprises le théâtre d'âpres discussions, tant avant la révolution que durant son cours ? Que son chef ait toujours mis un point d'honneur à y obtenir une majorité, quitte à mettre en jeu sa démission lorsque le différend revêtait une importance décisive ?

L'organe de la révolution, sous Lénine, n'a jamais admis le culte de la personnalité, ni le dogmatisme idéologique, ni les procès en sorcellerie intentés aux opposants. Ce sont là, en revanche, les ingrédients essentiels du parti totalitaire dans lequel s'incamera le stalinisme quinze ans plus tard. Et si le parti-Etat forgé par ce dernier se prévaut d'une filiation bolchevique, sa définition même implique une profonde rupture avec les pratiques antérieures.

Une longueur d'avance révolutionnaire

En faisant de la conception du parti l'alpha et l'oméga du bolchevisme, le discours anticommuniste ne se contente pas de pratiquer un amalgame qui fait

bon marché de la chronologie et récuse toute mise en perspective historique. Il s'emploie, au surplus, à occulter l'essentiel.

Car le débat sur l'organisation politique révèle une opposition plus fondamentale : celle qui oppose les deux tendances du marxisme russe à propos de la révolution à venir. Pour les mencheviks, la situation de la Russie impose l'accomplissement d'une révolution bourgeoise. Pour les bolcheviks, cette révolution bourgeoise est grosse d'une révolution prolétarienne. Pour les uns, la bourgeoisie conserve le monopole de l'initiative politique. Pour les autres, elle est disqualifiée dans l'accomplissement de sa propre révolution. Incapable d'assumer ses tâches historiques, elle cédera la place à une classe ouvrière promue, *de facto*, à la tête d'une révolution indissolublement démocratique et prolétarienne.

Ainsi, la supériorité de Lénine sur ses rivaux révolutionnaires ne tient pas seulement à l'efficacité de l'organisation bolchevique, mais surtout à l'exactitude de son pronostic sur la révolution future. Car il a compris que la guerre impérialiste ne pouvait manquer de précipiter la crise du tsarisme. Et dans l'embrasement d'août 14, il voit le signe avant-coureur d'une révolution inédite. Avec la guerre, dit-il, Nicolas II a fait son plus beau cadeau à la révolution. Mais c'est parce qu'elle exaspère ces contradictions dont Lénine a su déceler la formidable accumulation.

Aussi, là où les mencheviks voient les prémices d'une révolution bourgeoise, Lénine entrevoit la promesse d'une révolution socialiste. Ils conçoivent les soviets comme un contre-pouvoir destiné à équilibrer l'influence de la bourgeoisie, alors qu'il y discerne le poste avancé d'un prolétariat voué à conquérir le pouvoir. Quand ils se rallient à l'union sacrée, en août 1914, Lénine dénonce leur trahison : non seulement par aversion pour le chauvinisme, mais en vertu d'une prescience de l'avenir. Ses adversaires ont les yeux rivés sur l'immédiat, tandis que Lénine voit loin. Ils s'affligent de l'horreur présente, quand il y décèle les signes du futur. C'est pourquoi, face à la tourmente révolutionnaire de 1917, les mencheviks se contentent de suivre le mouvement, tandis qu'il l'anticipe. Au cœur de la mêlée d'Octobre, il est actif, tandis que ses adversaires sont réactifs. Le génie propre de Lénine, c'est cette longueur d'avance dont il bénéficie sur l'Histoire par la grâce de son intelligence politique.

Au lendemain de la révolution avortée de 1905, les mencheviks considèrent qu'il faut s'abstenir de toute initiative prématurée et se contenter d'aider la bourgeoisie à accomplir sa révolution. A l'inverse, Lénine dénie à la bourgeoisie russe, trop faible et dépendante de l'étranger, la capacité de créer une république démocratique en lieu et place du Tsar de droit divin. Mais le plus remarquable, c'est qu'il assigne au prolétariat, à l'aube du siècle, une tâche historique que seules les conditions exceptionnelles créées par la crise impérialiste, en définitive, rendront possible. Avec « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », son mot d'ordre des années d'avant-guerre, Lénine suggère la nécessité d'une fusion entre les deux étapes du processus révolutionnaire : l'étape démocratique et l'étape socialiste. Autrement dit, avant même que la situation révolutionnaire n'eût disqualifié les tenants d'une révolution bourgeoise, le dirigeant bolchevique pressentait que l'Histoire serait amenée, par la force des choses, à brûler les étapes.

Suicide de la bourgeoisie

Ce pressentiment, la crise mondiale ouverte en août 1914 le confirme avec éclat. En soumettant à l'épreuve du feu les partis révolutionnaires, elle scelle le sort d'une démocratie bourgeoise incapable d'accomplir sa tâche. Car si la révolution bourgeoise ne dure que six mois, de février à octobre 1917, c'est d'abord parce que ses propres dirigeants l'ont condamnée. En poursuivant la guerre aux côtés des Alliés, le gouvernement provisoire s'est mis dans l'obligation suicidaire d'ajourner les réformes réclamées par les masses. Porté au pouvoir par une révolution populaire, il commet l'erreur d'opposer une fin de non-recevoir à ses revendications les plus pressantes : le partage des terres pour les paysans, la fin de la répression patronale pour les ouvriers, la paix immédiate pour les soldats. Lorsqu'il mène une nouvelle offensive militaire contre l'Allemagne, le « socialiste » Kérénsky donne le coup de grâce à la révolution démocratique, comme le « libéral » Milioukov, deux mois plus tôt, s'était fait le fossoyeur de la révolution bourgeoise.

Si Octobre est la première révolution prolétarienne victorieuse, c'est aussi par l'effet d'un suicide collectif : celui de la bourgeoisie russe. En prétendant incarner la continuité au moment où le peuple attend une rupture avec la politique tsariste, elle a orchestré sa propre disparition. Or, ce retard de la

bourgeoisie sur la conscience des masses lui sera d'autant plus fatal que les « thèses d'avril », au même moment, mettent le bolchevisme au diapason de ce que seront les exigences populaires six mois plus tard : la paix immédiate et non la guerre impérialiste, le partage des terres et non le maintien des privilèges, le contrôle ouvrier et non l'arbitraire patronal. La paix pour les soldats, la terre pour les paysans, le pain pour les ouvriers : avec un tel programme, Lénine avait toutes les chances de transformer sa longueur d'avance politique en un plébiscite révolutionnaire.

On ne s'étonnera pas que la suite des événements, de juillet à octobre 1917, ne fasse dès lors que traduire le divorce inexorable entre le gouvernement et les masses : l'exaspération populaire, qui conduit aux journées de juillet à Petrograd où les bolcheviks eux-mêmes sont débordés par leurs troupes ; la répression policière immédiate qui s'abat sur eux, Lénine contraint à l'exil, Trotsky emprisonné et la *Pravda* interdite ; le putsch avorté du général Kornilov, qui discrédite le gouvernement et réhabilite les bolcheviks dont la résistance au coup d'Etat militaire a sauvé la révolution. Mais surtout, en arrière plan de la trame des événements, la bolchevisation spontanée des soviets de députés ouvriers et soldats, Trotsky à nouveau président du soviet de Petrograd, le mouvement des comités d'usine dont les militants adhèrent au radicalisme bolchevique, la révolte populaire dans les campagnes où les paysans, en s'emparant des grands domaines, agissent en bolcheviks et, sans le savoir, appliquent leur programme, enfin l'éveil grandissant des nationalités opprimées auxquelles seul Lénine reconnaît le droit de sécession.

A défaut de cette puissante lame de fond qui traversait les masses, la prise du pouvoir par les bolcheviks eût été manifestement impossible. C'est elle qui explique, en tout cas, le prodigieux renversement de situation qui se produit entre juillet et octobre : mis au ban de la société par la répression au lendemain des journées de juillet, les bolcheviks sont majoritaires, dès septembre, dans les soviets de Petrograd et de Moscou.

C'est qu'entre temps, mettant à profit la décomposition de la société d'ancien régime, l'avant-garde prolétarienne s'est incarnée dans les comités d'usine, les comités de quartier et les gardes rouges. Reprochant aux soviets eux-mêmes leur inféodation aux partis de gouvernement, la classe ouvrière a créé ses propres organisations dont les militants, obscurs sans-grade de la révolution, se battent pour les huit heures, pour le contrôle ouvrier, pour la fin de la guerre et

de la répression : mouvement spontané qui, depuis les grandes villes, fait écho à cette occupation des terres dont la radicalisation, dans les campagnes, conduit à l'affrontement violent avec les grands propriétaires.

« La crise est mûre »

Mais encore faut-il souligner le rôle crucial joué par les soldats dans la phase finale de la révolution d'Octobre. Kérenski comptait sur le soutien de l'armée, alors que les bolcheviks misaient pour le moins sur sa bienveillante neutralité. Or à l'heure fatale, et contre toute attente, des pans entiers de l'armée ont basculé dans le camp révolutionnaire. Ralliés à l'insurrection par la propagande bolchevique, les régiments de Petrograd prennent d'assaut le Palais d'hiver tandis que les Cosaques, indifférents au sort du gouvernement, se murent dans leurs casernes.

Du coup, on comprend pourquoi, plus tard, Trotsky reconnaîtra à Lénine le mérite d'avoir plaidé pour l'insurrection dès le mois de septembre : seul entre tous, leur chef a compris que le mouvement paysan se radicalisait à l'extrême et que l'exaspération des soldats, eux-mêmes paysans sous l'uniforme, était parvenue à son paroxysme. Différer plus longtemps la prise du pouvoir, dès lors, eût été priver le mouvement populaire de son issue politique en laissant les bolcheviks se discréditer, à leur tour, aux yeux des masses. Si Lénine refuse d'attendre le IIème congrès pan-russe des soviets pour déclencher l'insurrection, c'est bien parce que la crise est mûre. Et c'est pourquoi il exige avec tant d'insistance que soit fixée à l'avance la date de l'insurrection. Elle ne saurait dépendre de celle du congrès, puisque le moindre retard pris par sa convocation aurait pour effet de différer la prise du pouvoir et rejaillirait, aussitôt, sur le prestige des bolcheviks. Là encore, sa lucidité politique lui vaut une longueur d'avance sur ses camarades : il sait, lui, que le parti est majoritaire dans la classe ouvrière, que les soldats sont prêts à le rejoindre, et que les paysans en réalisent déjà le programme.

Qu'une telle position n'allait pas de soi, cependant, Kaménev et Zinoviev en fournirent la démonstration en allant jusqu'à la dénoncer par voie de presse, alors même que Lénine avait fini par obtenir, au comité central du 10 octobre, une majorité de dix voix contre deux en faveur de l'insurrection. C'est un bel exemple de démocratie que ce débat public sur la stratégie d'un parti

révolutionnaire dont le chef, à cette période, est encore dans la clandestinité.

C'est un cinglant démenti du procès en monolithisme intenté par les détracteurs de l'organisation bolchevique. Car cette contestation des thèses léninistes par deux illustres dirigeants du parti montre l'attachement des bolcheviks à la discussion interne. Mais elle révèle aussi la pertinence d'une stratégie qui ne connut le succès qu'après avoir été soumise à l'épreuve de cette discussion.

Il n'est jusqu'au singulier chassé-croisé avec Trotsky, enfin, qui n'atteste en ces heures dramatiques le sens politique de Lénine.

Nouveau venu dans le cénacle bolchevique depuis juillet 1917, Trotsky y a rapidement acquis une stature de premier plan. C'est lui, à la tête du soviet de Petrograd, qui crée le « comité militaire révolutionnaire », futur état-major de l'insurrection, à la veille du comité central du 10 octobre. Mais il plaide, simultanément, en faveur de la légitimité soviétique et suggère d'attendre la convocation du congrès pan-russe pour s'emparer du pouvoir. Ce faisant, Trotsky paraît à égale distance de Lénine, favorable à l'insurrection immédiate, et de ses opposants, Kaménev et Zinoviev, qui rêvent d'une Assemblée constituante leur remettant démocratiquement les destinées de la Russie. Il prépare la prise du pouvoir par la force, mais veille à sa légitimité prolétarienne. C'est pourquoi au moment de l'action, il assume mieux que tout autre les visées du chef bolchevique, et en accomplit la stratégie en organisant l'insurrection. *« Dans cette discussion dramatique, c'est Lénine qui avait entièrement raison : on ne dispose pas à son gré d'une situation révolutionnaire »*, avouera-t-il dans son *Histoire de la révolution russe*. Et l'on discerne sans mal, dans cette reconnaissance de dette qui lie l'ancien menchevik au chef bolchevik, l'aveu qu'il en fut consciemment le bras armé, l'instrument volontaire grâce auquel le bolchevisme s'acquitta de sa tâche historique.

Octobre, révolution démocratique

Car on connaît la suite des événements : lorsque le congrès des soviets entame ses travaux, le 25 octobre 1917, c'est dans le tumulte de l'assaut donné au Palais d'hiver par les gardes rouges et les soldats révolutionnaires. Or, si un tel dénouement répond aux visées du soviet de Petrograd, il n'advient qu'après les injonctions répétées de Lénine. Entre la réunion du congrès pan-russe où les bolcheviks sont majoritaires, et la prise du pouvoir par les armes, il y a une

simultanéité qui réconcilie Lénine et Trotsky à l'instant même où elle vaut légitimation populaire du coup de force. Minoritaires, avec 105 délégués sur 820, au premier congrès des soviets réuni en juin 1917, les bolcheviks obtiennent la majorité absolue au deuxième congrès qui se tient fin septembre, avec 343 délégués sur 675. Traduisant la poussée bolchevique au sein des organes de la représentation populaire entre l'été et l'automne 1917, ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

L'insurrection d'Octobre est donc, en même temps, une opération préventive contre la réaction (Kérénsky projetait d'écraser les bolcheviks) et la manifestation d'une majorité nouvelle dans le pays (le congrès pan-russe élit Kaménev à sa présidence). Elle est, tout à la fois, un coup de force destiné à déjouer un complot militaire et l'irruption du prolétariat sur la scène politique. Elle marque « l'intervention des masses dans le règlement de leurs propres destinées » (Trotsky) tout en consacrant l'efficacité de l'organisation bolchevique. Elle associe un art consommé de l'insurrection et un profond assentiment populaire.

Impossible, par conséquent, de nier le caractère démocratique de la révolution d'Octobre. Comment feindre d'ignorer que les bolcheviks ont conquis la majorité au sein des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats de toute la Russie ? Et qu'une bonne partie des délégués socialistes-révolutionnaires au congrès pan-russe étaient favorables à l'insurrection, ce dont témoigne la participation active des « SR de gauche » au comité révolutionnaire de Petrograd ?

C'est sur cette majorité ouvrière et paysanne que repose la légitimité de l'insurrection. C'est elle qui porte au pouvoir le Conseil des commissaires du peuple présidé par Lénine. C'est elle qui acclame, aussitôt après la prise du pouvoir, les décrets qui viennent honorer la promesse du bolchevisme : le décret sur la paix, le décret sur la terre, le décret sur le contrôle ouvrier. Il est tout aussi vain, dès lors, d'attribuer le mérite exclusif du succès insurrectionnel à l'action d'un parti que l'on se plaît à décrire sous les traits d'une organisation de « type militaire » régie par une « discipline de fer ». Car on passe délibérément sous silence le fait que la poussée populaire a joué un rôle infiniment plus important, on l'a vu, qu'une organisation dont s'affichaient publiquement les dissensions à la veille du combat décisif. En débordant sur leur gauche les soviets eux-mêmes,

la bolchevisation spontanée de l'avant-garde ouvrière, conjuguée à la profonde exaspération des soldats, a constitué le principal ressort de la révolution.

Si Lénine appelle à l'insurrection dès septembre 1917, ce n'est donc pas en vertu d'un obscur privilège consenti au parti, mais parce qu'attendre davantage, dans de telles conditions, eût été fatal à la révolution ; parce que le complot militaire ourdi avec la complicité de Kérénsky menaçait les conquêtes révolutionnaires ; parce que, compte tenu de la situation internationale (la révolte des marins allemands), le sort de la révolution européenne en eût été compromis ; parce que le mouvement d'occupation des terres enfin parvenu à sa maturité eût été privé de la consécration que le décret sur la terre allait lui donner ; parce que la bolchevisation des comités ouvriers eût débouché sur une immense déception devant l'irrésolution du parti ; parce que la formidable exaspération de toutes les contradictions de la Russie exigeait d'agir sans plus tarder, sous peine de perdre le bénéfice d'une situation inédite.

L'ère des révolutions annoncées

En se livrant à cette brève restitution de l'histoire de la révolution d'Octobre, l'on perçoit, en tout cas, à quelle philosophie de l'action se rapporte la politique de Lénine. Que ce dernier n'appartienne pas à la catégorie des utopistes, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais l'on n'épuise pas pour autant le sujet, à l'inverse, en créditant Lénine de ce réalisme ordinaire dont se prévalent les hommes d'Etat. Car aussi bien, le « réalisme » eût dicté une prudence dans l'opposition dont les bolcheviks furent singulièrement exempts. Plus subtilement, il eût pu revêtir l'aspect d'une action politique conduite à distance de ceux qui étaient destinés à en percevoir le bénéfice : une conspiration occulte conforme à la tradition du populisme russe, ou inspirée du modèle blanquiste de la « prise d'armes » révolutionnaire.

Que la politique de Lénine ait ignoré de telles références, aussi importantes fussent-elles dans l'histoire du mouvement ouvrier, paraît en revanche éminemment significatif. Car Lénine incarne un type révolutionnaire radicalement nouveau, dont on aurait bien du mal à rapporter l'origine à une tradition antérieure. Ni blanquisme, ni jacobinisme, sa praxis politique n'en reproduit ni les fins ni les méthodes. Pleinement éclairante, à cet égard, serait la comparaison entre Lénine et Robespierre à l'aube de la Révolution : là où le

premier prévoit avec exactitude la tourmente révolutionnaire, le second en pressent tout juste l'avènement. Quand le premier s'érige lui-même en chef d'une révolution à venir, l'autre s'improvise républicain sous la pression des circonstances. Lorsque Lénine anticipe l'événement, Robespierre l'accompagne.

Le plus remarquable, avec Lénine, c'est donc qu'il inaugure l'ère moderne des révolutions annoncées. Il n'est aucun exemple, avant lui, de politique ayant fait succéder l'acte révolutionnaire à l'analyse réfléchie de ses conditions, à avoir tiré une puissance accrue du savoir de ce qui la détermine ; à avoir ainsi capté, dans le frémissement des choses, les signes de ce qu'il veut accomplir. Mais encore faut-il souligner que l'impératif d'une action organisée ne ranime pas chez lui, pour autant, le mythe volontariste. Elle n'accrédite pas l'idée d'une volonté absolue dont le sujet politique n'aurait qu'à accueillir les effets.

Lorsqu'il condamne l'irrésolution de ses camarades ou vitupère la belle âme des pacifistes, Lénine nous suggère plutôt que l'action se règle sur l'intelligence de ce qui la définit. En démêlant, par une opération qui relève de la connaissance, l'écheveau des contradictions de la Russie, Lénine sait ce qui le détermine et le veut parce qu'il le sait. L'action révolutionnaire est inséparable d'un pessimisme qui pousse à l'anticipation des obstacles pour mieux les surmonter. « *Dans la réalisation de ses desseins les plus audacieux, observe Trotsky, Lénine calcule toujours selon les prémisses les moins favorables.* » Aussi, ce qui commande l'acte révolutionnaire, ce n'est ni l'arbitraire de la volonté, ni le fantasme de l'idéologie, mais la conscience de sa nécessité, l'enchaînement répertorié des causes et des effets dont le marxisme lui donna les clefs.

Le parti, un pas seulement devant le prolétariat

Or cette relation singulière qu'entretient Lénine avec l'action politique a une autre conséquence, entrevue précédemment lorsque nous en notions l'irréductibilité à un avatar moderne du blanquisme. C'est qu'à l'instant où il repère les déterminations de l'acte révolutionnaire, il n'en conçoit le sujet que sous une forme collective. L'opération par laquelle il en perçoit la nécessité ne s'effectue pas à distance de ceux qui sont appelés à l'incarner dans l'histoire.

C'est d'un même élan qu'il donne figure humaine à la révolution du prolétariat et qu'il repousse les frontières du possible. Sans le mouvement

paysan, les soldats révolutionnaires et les comités ouvriers, le bolchevisme fût resté un chapitre quelque peu insolite de l'histoire des idées. Chez Lénine, le seul privilège consenti à l'intelligentsia est celui de l'antériorité dans la formulation de la théorie. Et s'il considère que les intellectuels apportent du dehors au prolétariat la conscience de son rôle historique, du moins juge-t-il qu'ils n'y réussissent qu'à la condition de s'être identifiés à sa cause. Invariablement, il affirme que les bolcheviks ont à apprendre leur tâche auprès de l'homme du peuple, car il sait vraiment ce que l'intellectuel croit savoir.

Que le prolétariat de Petrograd eût suivi les mencheviks, et *Que faire ?* eût donc été réduit à la modeste dimension d'un événement éditorial. Si Lénine est connu pour sa critique du spontanéisme, « *celle-ci vise, relève Louis Althusser, non pas la spontanéité, les ressources, l'invention, le génie des masses populaires, mais une idéologie politique qui, sous le couvert d'une exaltation verbale de la spontanéité des masses, l'exploite pour l'engager dans une politique erronée.* »¹ C'est pourquoi le parti révolutionnaire, selon lui, ne doit être ni derrière le prolétariat, ni à côté : il doit être devant, mais d'un pas seulement.

Aussi, on comprend mieux à quoi tient, malgré la pression d'un régime absolutiste, la vie démocratique au sein de l'organisation révolutionnaire. Si la discussion interne y est possible, c'est parce qu'elle est inséparable de l'opération par laquelle le sujet de l'Histoire tente de s'en approprier le sens. Si, en dépit de circonstances dramatiques, une contestation ouverte peut s'y déclarer, c'est en vertu d'une exigence fondamentale : l'adhésion du prolétariat à des fins qui sont les siennes, à des raisons qu'il peut comprendre, à une ligne dont il doit avoir l'intelligence sous peine de voir resurgir le clivage entre dominants et dominés. Ce qui fait obstacle au monolithisme du parti, à l'époque de Lénine, c'est cette identification du sujet de la théorie avec celui de l'action, la visée d'un parti dont tous les militants, comme le dira Gramsci, en deviennent les « intellectuels organiques », le projet d'une extinction de toute domination à l'instant même où s'instaure celle du prolétariat.

1. Louis Althusser, *Lénine et la philosophie*, François Maspéro, 1982, p. 32.

Gary Tennant

L'Opposition communiste de Cuba (1930-1933)

Cet article trace les racines des dissensions à l'intérieur du Parti communiste de Cuba (PCC) en 1932-1933. Bien qu'elle ne fût pas à sa fondation un groupe trotskyste déclaré, l'OCC fut le premier groupe organisé à Cuba à établir des liens avec le mouvement trotskyste international. L'idée centrale est qu'alors que le principal conflit de l'OCC portait sur la nature de la révolution cubaine et la stratégie à employer, les Oppositionnels revendiquèrent au début le retour à la politique de la Deuxième Période d'avant-novembre 1930. À sa fondation, l'OCC était tout à fait pour la poursuite d'une révolution anti-impérialiste démocratique large, et rejetait l'insistance de Trotsky que seule une révolution prolétarienne anti-impérialiste pouvait réaliser une véritable libération nationale. Un tournant vers une stratégie plus identifiable de révolution permanente, qui cherchait à mettre l'avant-garde prolétarienne « dans une permanente compétition » avec le nationalisme petit-bourgeois pour la direction des masses urbaines et rurales, se développa seulement au milieu de 1933 sous l'influence d'un groupe de membres du centre de l'OCC qui voulaient

*orienter l'Opposition Communiste Cubaine vers le mouvement trotskyste international*¹.

Formation, composition et activité de l'OCC

Après l'assassinat de Mella en janvier 1929, les relations entre le PCM et les communistes cubains militant dans l'ANERC commencèrent à se tendre. En juin 1929, pendant la première Conférence Latino-Américaine à Buenos-Aires, un échange entre un délégué mexicain, **David Alfaro Siqueiros** dit **Suárez**² et **Sandalio Junco** dit **Juárez**, un des délégués cubains et futur secrétaire de l'OCC³, conduisit ce dernier à accuser le PCM de faire tout son possible pour saboter le travail des communistes cubains en exil⁴.

A cette conférence, Junco porta aussi à l'attention des délégués ce qu'il considérait comme une question d'une extraordinaire importance à Cuba, à savoir la possibilité d'une alliance avec la gauche du mouvement nationaliste bougeois cubain, dans la lutte contre **Machado**. Alors que des divergences sur cette question allaient plus tard dans une large mesure définir l'Opposition à l'intérieur du PCC, pour l'instant, Junco notait qu'en dépit d'objectifs lointains très différents des nationalistes et du PCC, la possibilité imminente que les premiers déclenchent une révolution ne pouvait pas être ignorée. Junco informa la Conférence que, tandis que le Partido Unión Nacionalista avait tourné pour rechercher le soutien américain pour abattre Machado et avait ainsi rendu la collaboration impossible, une autre aile nationaliste pouvait encore organiser une révolte. Excluant la coopération, à l'intérieur de tels mouvements, Junco, sans développer la forme et le contenu d'un travail en commun ou d'une alliance,

1. Trotsky utilise l'expression suggestive de « compétition permanente » quand il dit que, pour que la classe ouvrière prenne la tête du processus révolutionnaire des pays coloniaux et semi-coloniaux, elle doit avoir une position politiquement indépendante vis-à-vis de la bourgeoisie nationale, à tout moment.

2. **David Alfaro Siqueiros** (1896-1974), peintre, un stalinien enragé, participa à deux attentats contre Trotsky en 1940.

3. **Sandalio Junco** (1894-1932) dirigeant anarcho-syndicaliste, Noir, membre du PC en 1928, était proche de Mella et eut un contact avec Nin à Moscou.

4. *El Movimiento Revolucionario Latinoamericano. Versiones de la primera conferencia...* p. 185. L'ANERC, fondée par Mella, préparait un débarquement armé au Mexique.

nota cependant que le PCC continuait à se poser la question cruciale de comment prendre avantage de ce mouvement nationaliste de gauche¹.

Dans le milieu communiste cubain, la question du rôle du mouvement nationaliste de gauche dans la révolution fut au centre d'une décision ultérieure, après octobre-novembre 1930, quand le Parti Communiste Cubain adopta la ligne radicale de la Troisième Période. Le PCC abandonna son orientation de conspiration avec des forces non-prolétariennes, considérant l'opposition nationaliste bourgeoise comme contre-révolutionnaire. Les syndicats réformistes et anarcho-syndicalistes furent de même étiquetés « social-fascistes ». Toute possibilité de quelque alliance que ce soit avec le secteur révolutionnaire du mouvement nationaliste cubain dans la lutte contre Machado fut ainsi exclue et, en tant que telles, les idées exprimées par Junco au nom du parti à la Conférence Syndicale Latino-Américaine, furent formellement rejetées ; Mella lui-même fut critiqué ultérieurement par le Bureau des Caraïbes de la Comintern pour avoir cherché à placer le mouvement de la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie².

L'adoption par le PCC de la ligne tactique Troisième Période de la Comintern provoqua initialement des dissensions dans le milieu syndicaliste et étudiant du PCC. La première opposition interne coordonnée, organisé en juillet 1931 sous la direction de **Pedro Varela** dit *Magón*, rejeta la ligne syndicale du PCC pour un Front unique seulement à la base³. Le mois suivant, le PCC dut faire face à un nouveau désaccord interne dans la fraction de l'Ala Izquierda Estudiantil (AIE) parce que les communistes officiels avaient insisté pour la neutralité politique pendant la révolte d'août 1931 lancée par le Partido Unión Nacionalista⁴.

C'est à ce moment que les idées du trotskysme commencèrent à être un peu connues par un nombre limité de militants communistes opposants. Le véhicule pour ces idées fut **Juan Ramón Breá**, un Cubain exilé en Espagne, qui, après être entré en contact avec Nin et d'autres trotskystes, avait lui-même été

1. *Ibidem*, pp. 26-7.

2. E. Martínez Villena, *Poesía y prosa*, II, La H. 1978, pp. 512-14.

3. CC del POC, *El Partido Comunista y los problemas de la Revolución en Cuba* (n. d. avant août 1932).

4. PCC, *Draft Resolution sobre la posición en el Partido* 1. XI. 1932, p. 7.

convaincu par les idées de Trotsky¹. Il envoya de la littérature trotskyste en Espagne à un certain nombre de militants à Cuba. Selon **Charles Simeón Ramírez**², dirigeant du Partido Bolchevique Leninista à la fin des années 30, ces journaux et revues provenant du groupe trotskyste espagnol, particulièrement la revue **Comunismo**, influencèrent beaucoup ce groupe d'opposition relativement isolé à Cuba.

Comme la répression dirigée contre le mouvement révolutionnaire s'aggravait au début de 1932, il y eut de plus en plus de militants emprisonnés dans les mouvements communiste et étudiant. C'est alors, dans les débats qui se déroulèrent dans les prisons entre les communistes détenus, que les Oppositionnels commencèrent à agir comme un groupe et que le contenu du désaccord commença à prendre forme³ ; tandis que **Carlos González Palacios**, **Marco García Villareal**, **Gastón Medina Escobar**⁴ et **Juan Pérez de la Riva** étaient quelques-uns des principaux agitateurs au cours de ces événements, la contribution de Breá à ces débats, cette fois de l'intérieur d'une prison cubaine, leur donna une coloration nettement trotskyste.

Il semble cependant que ce fut Junco, qui, après son retour d'Union soviétique, agit comme catalyseur en donnant un peu de structure organisationnelle aux désaccords originels dans le PCC⁵. Déjà bien connu nationalement, Junco était le dirigeant du syndicat des ouvriers boulangers (Sindicato de Obreros Pañaderos) et avait une position dirigeante dans le PCC. Tandis que des rapports sans indication de sources assurent « *qu'il avait été gagné à l'Opposition de gauche pendant [...] son séjour à Moscou par Andrés Nin en personne, alors secrétaire de la Profintern [...] et, à peine convaincu, avait utilisé l'occasion d'une réception officielle pour interpellier violemment Staline sur la persécution de Trotsky et de ses camarades* »⁶.

1. G. Roche in M. Low & J. Breá, *Carnets de la Guerre d'Espagne*, 1997, pp. 213-14.

2. Manuscrit C. Simeón (Archives Alexander).

3. *El PC y la Revolución en Cuba*, p. 8.

4. **Gastón Medina Escobar** (1909-1938), fils de paysan, autodidacte, au PC en 30, responsabilités à la Défense ouvrière et la FOH. Membre de l'OCC, il devient l'un de ses dirigeants, secrétaire général du PBL et de la FOH en 1935. Mort tuberculeux.

5. *Alguos Apuntos sobre la Vida de Gastón Medina Escobar* (inédit).

6. L. Trotsky, *Œuvres*, Paris 1978, p. 161, n. 11.

Ce qui est étayé par des sources documentaires, c'est qu'à son retour d'Union soviétique au début de 1932, Junco fit les premiers pas pour regrouper les divers groupes oppositionnels à l'intérieur du PCC. Ayant initialement été affecté à diverses tâches dans le PC, « *Junco se détacha complètement du parti à la fin de mars 1932* »¹. Arrêté par la police entre le début et la moitié de l'année 1932, après sa mise en liberté, il eut une rencontre avec le Comité central du PCC et l'informa que la question ne portait pas sur le travail auquel il avait été affecté en tant que tel, mais sur ses désaccords avec la ligne du PCC lesquels remontaient à 1930, la date à laquelle le PCC avait adopté la ligne tactique de la Troisième Période.

C'est alors, en août 1932, que les dirigeants oppositionnels dans le le PCC prirent l'initiative de fonder l'Opposition communiste cubaine (OCC) comme une organisation distincte dans les rangs du PC². Selon **Carlos M. Padrón Ferrer** qui devait très rapidement devenir l'un de ses dirigeants, l'OCC fut en réalité organisée à une réunion à laquelle participaient quatre membres de l'AIE, **Marcos García Villareal, Luis Busquet, Roberto Fontanilla, Charles Simeón** et un certain nombre de membres de la Federación Obrera de La Havane (FOH)³, dont sans aucun doute Junco. La formation de l'OCC coïncidait aussi avec des initiatives de la direction du parti pour exclure les dirigeants oppositionnels des rangs du parti. Il n'est cependant pas évident que le Comité central du PCC ait vraiment su que l'OCC s'était organisée de façon plus formelle. De toute façon, quand la direction du PCC se réunit pour exclure du parti le premier oppositionnel, Garcia Villareal, le 24 août 1932, la résolution ne mentionnait certainement pas la fondation de l'OCC⁴.

Quand la fraction communiste dans l'AIE refusa d'accepter la décision d'exclure Villareal, exigeant en revanche que la question de la ligne politique et syndicale du PCC fasse l'objet d'une conférence ou d'un congrès national⁵, le Comité central du PCC prit de nouvelles initiatives pour briser l'autonomie de la

1. *Draft resolution, op. cit.* p. 14.

2. Lettre du PBL à SI de la LCL, 20 mars 1935, p. 7.

3. Carlos Padrón à R. Soler Martinez, Miami, 7 XCI 396.

4. CC C du PCC, Resolución sobre el c. / Gómez-Villar 24 08 1932.

5. Fracción comunista de AIE al CC del PCC, La JH. 5 &O ; 1932.

Liga Juvenil Comunista, et ses dirigeants **Miro** et **Reyes** furent écartés de leurs responsabilités¹.

Cependant, dans cette première étape, il ne fut pas facile pour la direction du PC d'isoler les premiers oppositionnels. Fondamentalement, c'était parce que le parti, après avoir attiré des militants divers à la FOH, l'AIE et le PCC lui-même, pendant la longue Deuxième Période des communistes officiels, commença brusquement à rejeter le mouvement de libération nationale au moment même où les revendications de libération nationale étaient posées avec une vigueur grandissante dans le cours de la montée d'une situation révolutionnaire. Aussi, lorsque la vague révolutionnaire commença à grossir les rangs des groupes oppositionnels dans l'arc-en-ciel politique, l'OCC initialement agit comme un pôle d'affectation pour des variétés différentes de militants qui avaient adhéré au PC et à ses organisations frontistes avant octobre-novembre 1930 et qui rejetaient maintenant la ligne tactique sectaire du PCC, en croyant qu'elle maintenait le PC dans une position marginale par rapport aux événements. Bien que les Oppositionnels aient eu des partisans dans toutes les organisations satellites du PCC, ils étaient au début les plus forts dans l'AIE². Sous la direction de Marcos García Villareal, dit **A. Gómez Villar**, le directeur du journal de l'AIE *Lima*, les Oppositionnels réussirent à influencer, sinon contrôler réellement, l'AIE dans les principaux centres à travers Cuba. Finalement, cependant, l'AIE ne rompit pas en masse avec le PCC. En fait, ce que les trotskystes appelèrent plus tard « la tendance capitularde », engloba ceux qui restèrent en définitive avec la direction du PCC et s'avéra la plus forte dans l'AIE. Selon Gastón Medina :

« A l'exception de la section de Matanzas, d'une partie de la section de Santiago de Cuba et d'une toute petite minorité à l'Institut de La Havane, la plus grande partie de l'organisation, y compris la section de l'Université, passa sous l'influence stalinienne »³.

L'Opposition tira aussi son soutien initial de la Défense ouvrière internationale (DOI), une autre organisation auxiliaire du PCC. Ayant bénéficié

1. BP di PCC, Resolución sur la Liga Juvenil Comunista, la H ; 9 sept. 1932. *Draft...*, *op. cit.* p. 13.

2. PBL à SI de LCI, 20 mars 1935. *Ibidem*, pp. 8-9.

3. *Ibidem*, pp. 8-9.

d'une période de développement important surtout à la Havane, du fait de l'affluence d'anciens *apristes*, la DOI était une organisation hétérogène dont les origines remontaient avant tout à la politique de front anti-impérialiste multi-classiste de la Deuxième Période de la Comintern. Comme le PBL le reconnut après coup, « ceux qui avaient gonflé les rangs de la DOI constituaient dans une large mesure un courant spontané né de la lutte populaire contre une dictature féroce »¹ De nouveau, ceux qui voulaient rompre avec la ligne sectaire de la Troisième Période de la direction du PCC suivirent deux voies différentes. Le premier secteur, dirigé par d'anciens *apristes*, alla vers la petite bourgeoisie, tandis que le second rejoignait l'OCC et s'apprêtait à soutenir les luttes syndicales de la FOH².

Les principaux dirigeants de la DOI, cependant, y compris Gastón Medina, son secrétaire national en 1931, Busquet, Fontanilla, Juan Pérez de la Riva, **José Antonio Díaz Ortega** et **Andrés Vargas**, petit-fils de **Maximo Gómez**, le général en chef de l'Armée de Libération pendant la guerre de 1895-1898, tous se rangèrent du côté de l'Opposition et la rejoignirent³. Ce faisant, ils présentèrent leurs arguments aussi à la réunion du Comité exécutif national dans la deuxième moitié de 1932⁴.

L'OCC fut aussi soutenue par la majorité de la FOH, la fédération syndicale de La Havane qui, en 1932, avait été « un centre de ralliement de tous les courants syndicalistes qui combattaient la "ligne" du PC »⁵. Tandis que ce mélange hétérogène assurait aussi la préservation de l'influence des anarcho-syndicalistes dans la FOH, de façon très significative, le plus important des syndicats de la Fédération, le Sindicato General de Empleados de Comercio de Cuba, passa aussi sous le contrôle de l'Opposition. Ce syndicat, fondé en 1931, organisait les travailleurs des hôtels, restaurants, bars, boutiques et imprimeries et, en janvier 1934, revendiquait 7000 membres à La Havane⁶, dont un fort pourcentage étaient Espagnols. Selon le PBL, tandis que la majorité des

1. *Ibidem*, p. 7.

2. *Ibidem*, p. 9.

3. *El PC y las Problemas*, p. 43.

4. PBL à SI LCI, p. 9.

5. SGECC F rente al IV Congreso nacional, 12 janv. 1934, p. 8.

6. Secrétariat LCI à PCC, 29 juin 1933.

syndicats de La Havane étaient sous son contrôle au milieu de 1933¹. L'argumentation de Mella à Moscou et sa lutte à l'intérieur du PCM sur la question de l'expédition armée à Cuba avait aussi été avant tout dirigée contre les droitiers, la moitié de ses membres dans la capitale étaient employés dans le secteur commercial et en tant que tels appartenaient donc au Sindicato General de Empleados de Comercio de Cuba.

L'hétérogénéité de la base de l'OCC à sa fondation se reflétait également dans sa première direction faite d'une grande variété de militants sortis des rangs étudiants ou ouvriers. Alors qu'un certain nombre d'entre eux avaient une expérience internationale, y compris Junco à Moscou, Breá en Espagne et Padrón dans le Parti communiste français, un rapport du PBL a révélé le mélange en termes de directions de l'OCC, de ses centres d'activité, de l'âge et de l'expérience. En dehors de Junco, militant syndicaliste expérimenté approchant de la quarantaine, et de García Villareal, étudiant dans ses premières années vingt, la direction initiale était composée de **Mario González**, étudiant de collège qui avait 19 ou 20 ans et aucune expérience politique réelle avant la formation de l'OCC, **Maurín**, un vieux syndicaliste qui avait rejoint l'OCC avec le déclin de l'anarcho-syndicalisme mais en avait été exclu pour son opposition à la ligne syndicale du Parti, **R. Gómez**, lui aussi provenant du courant syndicaliste pré-PC, exclu du PCC bien avant l'organisation de l'OCC et **Marcial**, un avocat qui avait milité auparavant à Santiago de Cuba et les provinces entourant La Havane². L'hétérogénéité des premiers membres et de la première direction reflétaient la faiblesse des lettres de créance des trotskystes à sa fondation. A la différence d'autres groupes d'opposition communistes apparus en Amérique Latine au début des années 30, l'Opposition communiste cubaine était un courant large qui s'était entièrement formé sur la base de raisons locales. Cependant avec le temps, l'OCC, à l'initiative d'un petit groupe de membres dirigeants, s'est orientée vers le trotskysme et l'Opposition de Gauche internationale. Alors que le principal canal pour l'explication des idées trotskystes avait d'abord été Breá, le plus éminent de l'Opposition de gauche cubaine pendant les années 32-33 a été García Villareal³. L'alignement

1. SI de LCI, 29 juin 1933.

2. PBL à SI LCI, p. 3.

3. *Ibidem*, p. 5.

organisationnel de l'OCC sur l'Opposition de Gauche Internationale, par l'opposition à l'Opposition de Droite, beaucoup plus hétérogène, fut également facilité par les mauvais souvenirs des Oppositionnels sur leurs rapports avec les représentants de la droite dans le PCM et la Profintern¹. Les arguments de Mella à Moscou et sa lutte dans le PCM sur la question de l'expédition armée à Cuba avait été principalement dirigés contre les droitiers.

Sous l'influence du noyau des membres qui avaient quelque sympathie pour les positions défendues par Trotsky dans le mouvement communiste international, l'OCC établit son premier contact collectif avec l'Opposition de Gauche en Europe par une lettre adressée à Nin en Espagne en mars 1933. Signalant qu'il existait une opposition à l'intérieur du PCC, cette lettre demandait du matériel politique à l'Opposition communiste espagnole et notait que l'Opposition communiste cubaine, bien qu'en désaccord sur une ligne internationale, « n'est pas et ne peut pas être exclusivement nationale »². Dans l'échange ultérieur de lettres entre les sections française et espagnole de l'Opposition de Gauche internationale et de l'OCC, les Oppositionnels cubains répétèrent encore qu'ils étaient isolés des luttes théoriques qui se déroulaient au niveau international, demandaient de façon pressante la prise en considération de leur proposition d'établir des liens et répétaient leur demande de matériaux³.

En termes d'expansion géographique, l'OCC a fondé initialement des comités de district à La Havane, Matanzas et Santiago de Cuba dans la province d'Oriente, les endroits où l'AIE avait décidé, partiellement ou en totalité, de rompre avec le PCC. A Matanzas, une majorité de jeunes de l'AIE rejoignirent l'OCC. Elle gagna aussi l'Espagnol **Miguel Busto García**, dirigeant de l'Union des Ouvriers boulangers, et membre du PCC, créa la Fédération ouvrière de Matanzas avec des liens directs avec la FOH à La Havane. A Santiago de Cuba, les membres de l'OCC à l'origine, qui venaient aussi de l'AIE, l'aile gauche du puissant mouvement étudiant de la ville, comme de la Ligue des Jeunesses communistes, de la Défense Internationale et du PCC lui-même.

1. S. Junco; Fuera Careta ... Havana, janvier 1934, p. 7.

2. Lettre Juan López à Andrés Nin, La H. 31 mars 1933.

3. Gómez Villar à la section française n. d., juillet 1933 ? En fait il semble que le SI censurait les documents espagnols du fait du conflit entre la section espagnole et Trotsky.

Parmi ses principaux dirigeants se trouvaient l'avocat **Carlos Martínez Sánchez**, qui avait été membre de l'exécutif du PCC en Oriente, un autre avocat, **Carlos González Palacios** et Padrón, **Ruben Martí** et **Augustina Arce**. C'est l'une des filles d'Augustina Arce, **América Lavadi Arce** qui, ayant rejoint l'OCC par l'organisation de défense internationale, devint la première martyre trotskyste, abattue par la police au cours d'une manifestation à Cuba le 1^{er} août 1933¹.

A leur tour, les Oppositionnels de Santiago de Cuba imitèrent la formation de sections dans d'autres villes d'Orient et parmi étudiants et syndicalistes mécontents de la ligne tactique du PCC. Les centres principaux dans lesquels furent formés ces comités de section comprenaient Holguin, Puerto Padre, Victoria de las Tunas et Guantanamo. Des branches plus réduites furent aussi établies dans divers centres ruraux de production de sucre en Oriente comme Gibara, Bayama et Palma Soriano². A Victoria de las Tunas, l'OCC attira directement aussi le district de l'AIE tout entier ainsi que nombre d'autres membres du parti. Le secrétaire général du Comité de Section de l'OCC, **Roberto Pérez Santiestebán**, venait directement du PCC³.

Le succès le plus notable en termes de force numérique et d'influence sur le mouvement révolutionnaire était celui de son comité de section de Guantánamo. **Eusebio Mujal**, dit *Chapovolov*, qui avait été recruté au PCC dans le mouvement étudiant en octobre 1932, commença par semer à Guantánamo des germes de discorde avec la ligne du PCC alors que nombre des dirigeants locaux étaient emprisonnés. Lorsque l'un d'eux, **Manuel Tur Lambert**, fut relâché fin 1932, on convoqua une réunion des fractions OCC et pro-CC du parti. **Anibal Escalante**, dit *Cid*, représentait la direction centrale et Junco et Breá participaient au nom de la direction nationale et régionale de l'OCC. Si l'on en croit le compte rendu de Tur, après presque deux jours de débats, 38 membres votèrent pour la ligne de l'OCC — et huit restèrent avec le PCC⁴. Parmi les cadres du PCC que les Oppositionnels attirèrent au début il y avait plusieurs

1. «América Lavadi Arce», Cuba Ibrera août 1941 ; Roa, *op. cit.* p. 481.

2. Interview de Luis Miyares, archives Soler Martínez.

3. Interview de Pedro Verdecie Pérez, *id.*

4. M. Tur Lambert, *Esbozo Histórico de la Coriente Política Trotskista a Guantanamo*, nd pp. 4-10 (inédit).

fondateurs de la branche. Parmi eux, **Rafael Sebastian** qui avait été le premier secrétaire de la section du PCC pour les affaires paysannes, **Pedro Torres**, **Gustavo Fraga Jacomino**, **Ramón Cesar**, **Gilberto Goliat**.

Au cours de 1933, les Oppositionnels en vinrent à dominer le mouvement ouvrier et révolutionnaire dans la région. Tandis que nationalement la politique du PCC de conclure un accord avec Machado et son appel à retourner au travail pendant la grève générale d'août 1933 servirent efficacement d'agent recruteur nationalement à l'OCC, les événements autour de la grève confirmèrent simplement le rôle dirigeant des Oppositionnels. Le PCC n'était pas représenté au comité local de grève¹ et, selon **Cuza**, membre du PCC qui avait rejoint l'OCC, le parti communiste officiel « *avait perdu son prestige [...] du fait de la pauvreté de la tactique décidée par ses dirigeants : l'Opposition contrôle tout et est l'unique force* !² » Selon le même rapport, sur les 48 membres de la section du PCC à Guantánamo, 42 avaient rejoint l'OCC. Et il y avait dans les rangs de l'OCC **Isidro López Suárez**, le premier Secrétaire général de la section du PC à Guantánamo.

Comme l'OCC se consolida en 1933 sous la forme d'une fraction distincte dans le milieu communiste cubain et développa des liens avec l'opposition trotskyste internationale, de même ses Statuts, publiés en juin 1933, établissaient formellement les principes d'organisation et les codes de discipline qui reflètent fidèlement ceux de leur modèle, le parti léniniste de 1917³. Disant nettement que l'OCC se considérait comme une fraction du PCC, les Statuts soulignaient le fait que l'OCC avait l'intention de régénérer le parti officiel de façon à empêcher la destruction du mouvement communiste à Cuba. Les Statuts soulignaient aussi l'intention du PCC de former des fractions dans toutes les organisations de la classe ouvrière et de la paysannerie, depuis les syndicats et les associations d'étudiants jusqu'aux organisations satellites du PC. En pratique pourtant, étant donné que les rapports entre l'OCC et le PCC étaient dans une large mesure limités à des manifestations d'hostilité mutuelle, chacune accusant l'autre d'inciter la police à attaquer leurs centres d'organisation de l'autre et à briser

1. Informe del Comité seccional de Guantanamo al CC del PC, 3 nov. 1933.

2. Cité par une lettre de José Calvo au Bureau des Caraïbes de la Comintern, 12 novembre 1933.

3. CC de l'OCC, Estatutos de la OCC, la H. 30 juin 1933.

leurs réunions, et, là où les Oppositionnels communistes ne contrôlaient pas l'AIE ou la Défense Internationale, ils mettaient sur pied des organismes parallèles.

Le caractère plus indépendant que fractionnel de l'OCC était encore renforcé par l'esquisse dans les Statuts des principes d'organisation interne de l'Opposition communiste. Les unités de base de l'organisation étaient les cellules locales, à leur tour liées aux comités de secteur sur le plan local. Ces comités de section étaient groupés dans un étage supérieur de l'organisation, en comités de district. Alors que l'autorité suprême était le congrès national, auquel participaient les délégués des cellules de base du parti, le Comité central élu par un Congrès était l'organisme suprême entre deux congrès. Les Statuts prévoyaient aussi la tenue d'une conférence nationale au cas où le congrès n'aurait pu avoir lieu. La conférence, au lieu d'être composée de délégués des cellules comme le congrès, était composée de délégués des comités de section. Un Bureau politique élu par le Comité central, dirigeait l'organisation entre deux réunions du Comité central. Alors que les Statuts ne font aucune mention de la formation de fractions pour coordonner les arguments en vue d'un débat politique interne précis, ils lient l'OCC aux principes du centralisme démocratique. C'est-à-dire qu'au lieu d'insister sur la démocratie interne la plus large possible, alors qu'en même temps, ils exigeaient l'action dans une totale unité pour exécuter les décisions d'action prises à la majorité par la direction. L'OCC assurait que cela garantirait l'unité du groupe.

A l'origine, alors, l'Opposition communiste cubaine était un groupe hétérogène de militants anti-Machado et anti-impérialistes qui s'opposaient à ce qu'on impose les directives sectaires de la Troisième Période de la Comintern au PCC et à ses organisations auxiliaires. Cependant, à l'initiative de ses principaux dirigeants qui avaient de la sympathie pour le mouvement trotskyste international, il s'orienta vers l'Opposition de Gauche internationale. Alors que l'OCC créait des branches dans tout le pays et avait l'intention de régénérer le PCC en tant que parti d'avant-garde capable de diriger la Révolution socialiste, en pratique, elle prenait de plus en plus le caractère d'un parti en dehors du PCC. En fait, exactement comme l'OCC organisait des groupes oppositionnels en parallèle aux organisations auxiliaires du PCC, de même elle avait adopté

formellement en juillet 1933 une structure de parti centralisée sur le modèle bolchevique.

L'OCC et la stratégie révolutionnaire : d'une perspective de révolution démocratique à la révolution permanente

Quoique l'OCC ait adopté les principes bolcheviques d'organisation et se soit fixée la tâche de régénérer le parti communiste officiel, cette régénération qu'elle visait a revêtu au début l'aspect d'une lutte pour le retour du PCC à sa deuxième période d'avant 1930. C'est-à-dire qu'en dépit de l'accusation du PCC selon lequel le programme de l'Opposition était le même que celui de « la plateforme contre-révolutionnaire de la Révolution permanente » du trotskysme¹, les Oppositionnels n'ont pas insisté initialement sur le caractère prolétarien de la révolution anti-impérialiste.

Au lieu de cela, ils ont largement adhéré à la perspective d'une révolution démocratique anti-impérialiste multiclassiste, pour la réforme agraire et l'indépendance nationale, ce qui équivalait à un rejet de fait de l'affirmation de Trotsky selon laquelle seule une révolution anti-impérialiste conduisant directement au pouvoir de la classe ouvrière et à des mesures contre les droits du Capital pouvait réaliser une authentique libération nationale. L'OCC ne rejeta sa perspective initiale d'une révolution anti-impérialiste démocratique qu'à la deuxième moitié de 1933, soit neuf mois après sa fondation formelle. Ce changement qualitatif était le résultat de l'influence du noyau des membres de la direction de l'OCC qui avait développé une perspective internationale.

Le mécontentement dans le PCC et ses organisations auxiliaires contre la politique de la Troisième Période adoptée après octobre 1930, était centré sur quatre questions étroitement reliées entre elles. Ces quatre points de discordance se classaient dans les catégories suivantes : premièrement, le rôle de la classe ouvrière dans la révolution à Cuba, deuxièmement, le rôle de l'opposition bourgeoise au processus révolutionnaire, troisièmement, la ligne syndicale du

1. *El PC y los Problemas* ; *op. cit.* p. 22.

PCC et quatrième ment la question de la participation aux élections. Avant de montrer comment en 1933 la dissension de l'OCC sur la ligne syndicale du PCC s'est développée en une thèse reconnaissable sur la révolution prolétarienne anti-impérialiste, cet article indique en gros comment l'OCC a épousé au début une critique de la ligne tactique Deuxième Période du PCC sur la base des désaccords sur ces quatre points.

En premier, sur la question du rôle de la classe ouvrière dans la révolution et le caractère réel de cette révolution, les Oppositionnels rejetèrent la caractérisa-tion par le PCC de la révolution cubaine comme une révolution anti-féodale et anti-impérialiste dont le moteur principal était la classe ouvrière. En fait, ils résistaient au PCC sur la « prolétarianisation » de la lutte et, en insistant sur le potentiel révolutionnaire de la petite-bourgeoisie à Cuba, agitaient ouvertement en faveur d'une révolution démocratique anti-impérialiste. Pour les premiers Oppositionnels, le PC avait adopté de manière acritique une orientation qui correspondait à un pays capitaliste moyennement développé où existait un prolétariat industriel solide et bien formé. Le résultat, disaient-ils, c'est que le Comité central du PCC a surestimé le rôle du prolétariat et sous-estimé celui des paysans et des petits bourgeois des villes et des campagnes.

Aussi bien Junco, dans *El Obrero panadero*, le journal des Ouvriers boulangers, que García Villareal exprimaient l'idée qu'à Cuba il n'existait qu'un minuscule prolétariat avec une conscience de classe faible. García Villareal était ainsi cité pour ce qu'il écrivait dans une lettre à l'AIE après son exclusion du PC, que, dans la mesure « où le prolétariat industriel est à un niveau très bas et n'a qu'une très faible conscience de classe, on ne peut pas parler d'un mouvement ouvrier révolutionnaire comme de quelque chose d'immédiat et de réalisable. A la place, nous parlons d'un mouvement des ouvriers industriels et agricoles ; des paysans pauvres et moyens, de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, c'est-à-dire de tous les secteurs exploités et opprimés de la nation, sous l'hégémonie du prolétariat industriel »¹.

Ainsi, tandis que, comme Trotsky, les voix initiales de l'Opposition dans le PC rejetaient le renvoi ultra-radical par les communistes officiels de tout ce qui n'était pas communiste, les Oppositionnels cubains étaient plutôt ambigus sur la

1. Cité dans *Draft...* p. 5.

véritable nature de leur révolution. Ils tendaient à minimiser le potentiel révolutionnaire immédiat de la classe ouvrière, et comme Mella, insistaient sur la validité du projet révolutionnaire multi-classes de la Deuxième Période. Sans accorder d'attention à la théorie de la Révolution Permanente de Trotsky, nulle part dans leur analyse, les Oppositionnels ne prenaient en compte le besoin de la classe ouvrière d'être placée en compétition avec l'opposition bourgeoise afin de devenir le leader de la nation en développant un programme d'action anti-impérialiste nettement prolétarien. Au lieu de faire cela, ils se dérobaient en se prononçant pour une révolution démocratique multi-classiste.

Sur la question de l'opposition bourgeoise à Machado, la direction du PCC au début des années trente commença à dire que les tentatives d'insurrection contre Machado n'étaient que des épisodes de la lutte pour le pouvoir entre deux secteurs de la bourgeoisie, également dépendants de l'impérialisme américain. La lutte nationaliste bourgeoise était donc considérée comme opposée aux intérêts des classes travailleuses et le PCC soutenait qu'il fallait s'abstenir de participer à une insurrection contre Machado.

Mais les Oppositionnels dans le PCC qualifièrent d'abord cette politique comme du « gauchisme infantile »¹, assurant que c'était une grosse erreur que de mettre dans le même sac toutes les oppositions non-PCC à Machado. Les premiers Oppositionnels soulignaient que le mouvement d'opposition bourgeois n'était pas une entité homogène servant exactement comme Machado les intérêts de l'impérialisme. Faisant la différence entre une aile de la bourgeoisie nationale embryonnaire qui était associée au capital financier nord-américain, et une autre plus liée au marché national, l'Opposition éclaira les différentes racines et trajectoires des groupes comme, d'une part, l'ABC, et de l'autre le Partido Union nacionalista.

On citait les Oppositionnels du PCC qui avaient écrit :

« Le Comité central [...] du PCC considère que le mouvement ABC est le même que celui des caudillos bourgeois, dissimulé sous ce nom pour abuser les masses [...] Nous disons que l'ABC est l'aile radicale des fractions bourgeoises d'opposition, et que sa base est constituée par des éléments mécontents qui aspirent à lutter effectivement contre la dictature de Machado »².

1. *Ibid.* p. 6.

2. Cité dans *El PC y los problemas de la R en Cuba, op. cit* ; p. 9, sept. 1932.

Reconnaissant ainsi la nature contradictoire du premier programme de l'ABC, les Oppositionnels disaient que les *abecedarios* essayaient de prendre la lutte au-delà d'un retour à la légalité constitutionnelle de 1901 [...] :

« Ils parlent des conditions d'esclavage dans lesquelles se trouve la colonie, ils parlent du monopole dont disposent quelques compagnies impérialistes, et tout cela démontre les possibilités de développement de cette organisation ».¹

Sur la base de cette analyse, qui opérait à juste titre une distinction entre les divers courants du mouvement d'opposition bourgeois, les Oppositionnels disaient qu'il fallait participer à toute insurrection armée que déclencherait les nationalistes bourgeois. Cependant, continuant dans une large mesure la ligne défendue par Mella à l'égard de l'ANERC et de l'expédition projetée sur le Mexique, tout en rejetant le refus ultra-gauchiste du PCC de tous les plans nationalistes bourgeois de révolution, ils ne tenaient pas compte de l'insistance de Trotsky que l'indépendance politique de la classe ouvrière peut être maintenue dans tout travail à l'intérieur d'un front anti-impérialiste. Cette position non critique à l'égard d'une insurrection déclenchée par l'opposition bourgeoise à Machado fut la ligne défendue par l'Opposition pendant la révolte d'août 1931 dirigée par le Partido Unión nacionalista. Ainsi, pendant cette insurrection-là, bien que le PCC ait maintenu une position ultra-gauchiste de neutralité passive, les communistes officiels avaient quelque justification pour accuser les Oppositionnels de « putschisme opportuniste », d'être à la remorque de la bourgeoisie, de se transformer en « une autre brigade de choc de l'opposition latifundiste, « auxiliaire » de gauche de la gauche de l'ABC². Les oppositionnels, représentés par la fraction communiste de l'AIE, dans un article intitulé « Le Camarade Mauser a la parole », appelaient les masses à grossir les rangs de la révolution en soutenant cette révolte³. Les Oppositionnels opposaient ainsi à l'attitude ultra-gauchiste du PCC à l'égard du nationalisme petit-bourgeois une attitude non critique et opportuniste, identique à celle que Trotsky avait critiquée pendant la révolution chinoise au milieu des années 20.

1. *Ibid.* p. 29.

2. *Draft*, p. 11.

3. *Op. cit.* p. 7 ; cet article a été attribué à Raul Roa, resté à l'écart du PCC et de l'OCC jusqu'après 59 où il devint ministre de Castro.

Les premiers Oppositionnels rejetaient aussi la ligne syndicale du PCC mise en place depuis novembre 1930. Ils considéraient que la politique consistant à remplacer la tactique du front unique au sommet par celle du front unique à la base était un tournant sectaire. Ils étaient opposés au mouvement de création de syndicats « rouges » strictement communistes et disaient que le premier congrès du syndicat des travailleurs du sucre, la SNOIA, devait inclure tous les syndicats déjà existants¹. Les Oppositionnels assuraient aussi que les grèves et les manifestations de rue (« participer et courir » *pisa y corre*) organisées par le CCC depuis 1930 avaient provoqué la destruction de nombreux syndicats et incité les masses à tourner le dos aux communistes. Ils disaient que, du fait que ces manifestations ne faisaient que faciliter la répression et faire d'inutiles victimes, le PCC avait vu chuter son prestige et son influence². Selon les Oppositionnels, le contrôle exercé réellement par les communistes dans le mouvement syndical était resté superficiel, à un niveau d'où aucune politique communiste ne pouvait filtrer jusqu'à la base. Comme le notait la fraction communiste dans l'AIE :

« Les prétendus syndicats rouges, c'est-à-dire ceux que le parti contrôle parce qu'ils suivent notre direction, sont dans une large mesure des syndicats éclatés, sans syndiqués. Et dans ceux d'entre eux qui abritent des masses d'ouvriers, le contrôle obtenu par le parti est ni réel ni sérieux, et n'a pas été gagné par un travail de masse systématique et consciencieux. C'est un travail de contrôle au sommet de la direction »³.

Le quatrième point sur lequel les Oppositionnels dans le PC divergeaient initialement de la direction du Parti portait sur la participation aux élections convoquées par Machado. L'essence de l'argumentation des Oppositionnels était que ces élections proposées ne servaient qu'à renforcer et consolider le gouvernement de Machado, et qu'ainsi, en tant que tels, les révolutionnaires ne devaient pas y participer. Ils justifiaient cette position par une référence à la Russie en 1905 et la position de Lénine de ne pas participer à des élections quand la révolution était une possibilité immédiate. Le Comité central cependant maintenait que les Oppositionnels confondaient les luttes en Russie en 1905,

1. *El PC y los Problemas, op. cit.* p. 39.

2. *Draft...* pp. 9-9a ; *Fuera Caretas. op. cit.*, p. 11.

3. AIE al CC del PCC, p. 2.

dans laquelle ils voyaient dans la classe ouvrière l'acteur principal, avec la situation de Cuba au début des années 30 où toute insurrection immédiate ne pouvait être que celle de l'opposition des bourgeois et grands propriétaires. Pour le PCC, après tout, il n'existait pas de situation révolutionnaire dans laquelle la question de « *quelle classe va gouverner* » serait immédiatement posée. Selon la direction du PC, l'abstentionnisme aux élections était le même genre de ballast des origines anarchistes des dirigeants de l'Opposition et révélait à quel point ces derniers ne se posaient pas la question de comment promouvoir une stratégie de classe indépendante¹.

Les quatre points de désaccord entre les Oppositionnels et la direction du PCC en 1932 ont été repris dans le premier document publié par l'OCC, le manifeste programmatique du Bureau de l'Opposition communiste à Santiago-de-Cuba en janvier 1933². D'un côté, ce document de l'Opposition communiste maintenant constituée en Oriente raffina et aiguisait la critique de l'analyse historique et politique du PCC. Cependant, conformément à la stratégie révolutionnaire de Mella, il soulignait aussi que l'OCC était décidée à se tourner vers le potentiel du mouvement nationaliste radical, d'un point de vue qui n'insistait pas sur l'indépendance politique du prolétariat en compétition avec la bourgeoisie nationale. C'est-à-dire que ce document démontrait que l'attachement de l'Opposition cubaine à une lutte qu'à partir de ce moment ils appellèrent désormais « Révolution agraire populaire anti-impérialiste », plutôt qu'à une perspective de révolution, prolétarienne et anti-impériakliste sans équivoque, comme l'avait défendu Trotsky.

En ce qui concerne l'élaboration de leur critique de l'analyse historique du PCC, les Oppositionnels de Santiago de Cuba assuraient avec pénétration qu'il n'y avait aucune alliance entre une oligarchie traditionnelle de grands propriétaires et l'impérialisme, comme l'assurait le PCC, depuis que la classe de propriétaires indigènes avait été détruite dans la Guerre d'Indépendance de dix ans de 1868 à 1878. La guerre suivante de 1895 à 1898, disait l'OCC, avait pris un caractère démocratique bourgeois avancé avec la paupérisation des éléments

1. *Draft...* pp. 11-12.

2. Un autre manifeste publié en janvier 1933 ; daté du 15, signé Buro de Oposición Comunista, s'en prenait à Juan Arevalo et à l'Unión Federación Obrera Nacional, accusés de travailler avec « les collaborateurs de l'ennemi ».

conservateurs indigènes et l'apparition d'une nouvelle classe ouvrière. Cependant la montée parallèle de l'impérialisme US l'emportait sur l'idéologie démocratique de l'insurrection et la révolution démocratique bourgeoise avait en réalité avorté. Avec beaucoup de pénétration, l'OCC assurait que la pénétration du capital financier US avait empêché qu'une classe indigène forte de capitalistes émerge pour prendre entièrement le contrôle du nouvel Etat.

« La pénétration à grande échelle du capital US et par conséquent son interférence politique, en d'autres termes l'impérialisme yankee, ont interrompu tout développement autonome et la consolidation d'une bourgeoisie indigène comme classe dirigeante. Cela a signifié qu'à Cuba la classe dirigeante n'a pas suffisamment développé sa base économique pour acquérir un contrôle absolu de l'Etat. L'absence de contrôle de la bourgeoisie indigène sur l'Etat explique la conduite politique et économique de nos gouvernements. Ils sont toujours obligés d'agir dans l'intérêt des banquiers US, même si cela nuit aux intérêts de la bourgeoisie indigène »¹.

Soutenant qu'une bourgeoisie nationale historiquement faible serait toujours du côté de l'impérialisme, les Oppositionnels cubains, comme Trotsky, ont insisté sur le fait que la bourgeoisie nationale, à l'époque de l'impérialisme, était incapable de diriger une révolution nationale bourgeoise. Ils prévoyaient que l'opposition bourgeoise à Machado trahirait en définitive les masses travailleuses avec des phrases pseudodémocratiques sur la liberté et les droits, tout en ne s'en prenant jamais au problème fondamental de l'impérialisme. Comme l'avaient fait les premiers Oppositionnels, l'OCC opérait cependant une distinction entre deux secteurs qui exprimaient des sentiments nationalistes. Tout en décrivant le secteur définitivement compromis de la bourgeoisie nationale incarné par **Mendieta** et **Menocal**, et les bureaucrates de gouvernement qui vivaient aux dépens du budget de l'Etat et qui, dans la profonde crise économique de l'époque avaient été déplacés, les Oppositionnels santiagueros mettaient aussi en lumière une manifestation radicale de l'indignation nationale. Ce secteur était représenté par l'ABC, d'orientation nationaliste, qui, selon l'OCC, démontrait l'impuissance de la petite bourgeoisie qui, incapable de mener à bien quelque type de révolution, avait recours au terrorisme individuel.

1. *Manifiesto programa del Buro de Oposición Comunista de Santiago de Chile*, janvier 1933, p. 3.

L'OCC cependant ne rejetait pas le potentiel de ce secteur nationaliste révolutionnaire et critiquait le PCC de ne faire aucune tentative pour regrouper des membres de base de l'ABC sur un programme clairement anti-impérialiste¹.

Basant leur analyse de la situation du moment à Cuba sur cette compréhension du rôle de l'opposition nationaliste bourgeoise et petite-bourgeoise à Machado, les Oppositionnels cubains, dans leur premier programme achevé, concentraient leur attention sur ce qu'ils appelaient « *la Révolution anti-impérialiste agraire populaire* »² comme l'unique solution réelle et immédiate pour les masses opprimées. Les conditions qui lui étaient favorables, selon l'OCC, étaient les luttes spontanées menées à la campagne par les petits planteurs de canne et la petite bourgeoisie contre les expropriations capitalistes, les luttes des petits commerçants et de la population en général contre les compagnies impérialistes d'électricité et de téléphone, et leur coût, aussi bien que celles des ouvriers dans l'agriculture et l'industrie pour défendre leurs salaires.

Critiquant le PCC parce qu'il ignorait ces luttes populaires, l'OCC montrait comment des explosions de ressentiment pouvaient être poussées en avant, étant donné que trois options étaient offertes à l'opposition bourgeoise. Insistant sur sa certitude que la bourgeoisie nationale trahirait en définitive les masses au bénéfice des intérêts de l'impérialisme, les Oppositionnels affirmaient que, premièrement, si le secteur nationaliste bourgeois allait aussi loin que le début d'une révolte armée, les masses prendraient les armes pour la transformer en Révolution Agraire Populaire anti-impérialiste.

Si cependant, dans le second cas, la bourgeoisie arrivait à un accord avec Machado, alors les ouvriers de l'agriculture et de l'industrie, les petits paysans, l'armée massive des chômeurs, les étudiants et ceux des ouvriers qui souffraient de la faim devraient faire un front unique avec ceux qui pouvaient mener à bien la Révolution agraire populaire anti-impérialiste »³.

Si, dans le troisième cas, cela précipitait une intervention militaire US, l'insurrection, disait l'OCC, ne pourrait pas être abandonnée. Devant un tel

1. *Ibid.* pp. 4-6.

2. *Ibid.* p. 6.

3. *Ibid.* pp. 7-8.

événement, « *une fois de plus la Sierra Maestra et le camarade Mauser [c'est-à-dire le fusil ; CLT] prenaient la parole* »¹.

Ainsi, bien que la première déclaration programmatique de l'OCC reconnût clairement que la bourgeoisie nationale était incapable de diriger avec succès une révolution anti-impérialiste pour réaliser les tâches minimum de la démocratie bourgeoise, comme les premiers Oppositionnels, elle appelait à former une alliance populaire pour poursuivre une révolution démocratique agraire. L'affirmation de Trotsky que la révolution devait être prolétarienne de caractère, même poursuivie en alliance avec la paysannerie pauvre, ou bien battue, n'entraînait pas dans leurs schémas de 1933. Ils tendaient au contraire à limiter le but immédiat à une révolution anti-impérialiste et démocratique des masses, et, ce faisant, liaient la destinée du mouvement ouvrier au destin de la petite bourgeoisie.

Cependant, comme les Oppositionnels cherchaient à établir un contact formel avec l'Opposition de Gauche Internationale pendant la première moitié de 1933, il devint évident que l'OCC avait affiné son analyse et ses perspectives pour y intégrer l'essence de la théorie de Trotsky de la Révolution permanente. C'est-à-dire, bien que les Oppositionnels aient continué à mettre en avant le mot d'ordre de Révolution anti-impérialiste agraire et populaire, ils insistaient que la révolution ne pouvait avancer que sur une base prolétarienne, et soulignaient que la question centrale immédiate était pour le prolétariat d'établir son indépendance politique et de gagner la direction des paysans et de la petite bourgeoisie révolutionnaire dans les villes.

Le fait que l'OCC avait en théorie adopté une perspective de Révolution permanente était évident dans la brochure *En el Camino de la Revolución*, publiée par le Comité central de l'Opposition en mai 1933. Publiée sans recourir à un congrès ou une conférence nationale et juste au moment où la direction de l'OCC essayait de prendre contact avec le mouvement trotskyste international, les Oppositionnels révisaient formellement leur perspective d'insurrection immédiate tracée dans le programme-manifeste de janvier 1933 par le Buro de la Oposición Comunista à Santiago de Cuba. L'OCC, basée sur sa nouvelle compréhension, sur la perception que les diverses fractions de la bourgeoisie

1. *Ibid.* p. 8.

nationale avaient capitulé devant le désir de l'impérialisme de remplacer pacifiquement le gouvernement de Machado par un « gouvernement provisoire neutre ». En termes stratégiques et tactiques, à la lumière de cette nouvelle situation, l'OCC continuait de rejeter la ligne du PC d'avancer de façon ultra-gauchiste le mot d'ordre de Gouvernement Ouvrier et Paysan si un tel « gouvernement provisoire neutre » arrivait au pouvoir.

Cependant, dans une formulation qui ressemblait à celle qu'avaient défendue Lénine et Trotsky en 1917, les Oppositionnels disaient aussi que leur tâche serait de dévoiler le caractère anti-démocratique et anti-neutre de ce que serait un « gouvernement provisoire ». L'objectif était de transcender l'étape démocratique bourgeoise temporaire, très vite. Selon l'OCC, cette lutte particulière visait à gagner la direction de la paysannerie et des autres secteurs opprimés et mécontents du pays et constituerait la phase préliminaire avec la venue au pouvoir d'un gouvernement ouvrier distinct¹.

Au lieu de cela, en mai 1931, les Oppositionnels cubains ont, sans équivoque, mis toute leur insistance sur le fait qu'il était nécessaire pour le prolétariat de conduire le mouvement révolutionnaire. Ils disaient que la tâche immédiate pour le prolétariat était d'unir derrière lui non seulement les secteurs hétérogènes de la classe ouvrière, mais aussi les masses rurales. Pour l'OCC, la question immédiate n'était pas une lutte pour prendre le pouvoir, mais plutôt une lutte pour gagner les masses, dans laquelle on ne pouvait permettre aucun compromis politique. Comme ils l'écrivaient :

« Le mot d'ordre central ferme et résolu doit être "intransigeance de l'avant-garde du prolétariat, lutte politique indépendante, action bien déterminée et audacieuse face au déroulement des événements" »².

Avec les Oppositionnels considérant que la venue au pouvoir d'un « gouvernement provisoire neutre » était probable dans un avenir proche, leur lutte pour la direction des masses n'incluait pas de traiter tous les groupes de l'opposition de « social-fascistes » et de « laquais de l'impérialisme ». Pour l'OCC, cette stratégie du PCC servait seulement à isoler la classe ouvrière de tous les autres secteurs opprimés. Au contraire, l'OCC insistait que, pour combattre l'influence de l'opposition bourgeoise essentiellement organisée

1. CC OCC *El Camino...*, pp. 2-3.

2. *Ibid.* p. 5.

autour du mot d'ordre « A Bas Machado ! », il fallait avancer ce qui revenait à un programme de revendications de transition qui entraîneraient les masses derrière le prolétariat dans une lutte pour réaliser et dépasser les tâches démocratiques par celles qui étaient ouvertement socialistes¹.

Révisant leurs objections initiales à participer aux élections à l'Assemblée constitutive, organisées par Machado, les Oppositionnels réclamaient le suffrage universel à 18 ans, pour hommes et femmes. Reconnaisant cependant que toute assemblée qui serait réunie le serait pour chercher la conciliation et la pacification, l'OCC déclara que son but était d'éviter d'isoler l'avant-garde prolétarienne des masses qui nourrissaient des illusions en une telle assemblée démocratique. Selon la nouvelle perspective de l'OCC, ils y arriveraient « en brisant l'influence du libéralisme bourgeois sur la classe ouvrière et les pauvres des campagnes, et en attirant en même temps femmes et jeunes à la cause du prolétariat »².

Dans leur programme d'action où ils répondaient au souci de Trotsky de lancer le prolétariat dans une compétition permanente avec le nationalisme bourgeois pour la direction des masses, les Oppositionnels développaient une série de revendications conçues aussi bien pour la classe ouvrières que pour les pauvres des campagnes. Ils proposaient de susciter une lutte contre tous les restes des contrats féodaux et contre les restrictions sur la production du sucre de canne dans la campagne. Les points qu'ils indiquaient à la classe ouvrière elle-même comprenaient des revendications d'allocations de chômage, la journée de travail de sept heures, le droit de grève et, ce qui comptait le plus, l'unité d'action du mouvement ouvrier.

L'OCC élevait aussi des revendications directes contre l'impérialisme, des appels, par exemple, à la suppression des amendements Platt et au non-paiement de la dette extérieure. Au-delà de ces revendications démocratiques minimales, les Oppositionnels cubains avaient aussi élaboré une série de revendications plus militantes destinées à diriger la lutte, des revendications démocratiques immédiates à celles du socialisme et d'un gouvernement prolétarien. Elles comprenaient la confiscation sans indemnité des terres arables possédées par les

1. *Op. cit.* pp. 12-13.

2. *Ibid.* pp. 13-14.

grands monopoles, la nationalisation des chemins de fer et des services publics, le contrôle ouvrier de l'industrie et la régulation d'Etat de l'économie¹.

Dans cette perspective, tout ce qui subsistait de la stratégie originelle de l'OCC, à deux étages, qui voyait dans la révolution anti-impérialiste démocratique une étape distincte dans le processus révolutionnaire, était contenu dans une référence à une « révolution agraire anti-impérialiste »². En dépit de cette description cependant, la formulation par l'OCC de sa stratégie révolutionnaire à la mi-1933 était remarquablement semblable à ce que défendait Trotsky. A la différence du manifeste-programme publié en Orient en janvier 1933, l'OCC ne liait plus le destin du mouvement ouvrier à celui de la petite bourgeoisie en limitant ses objectifs immédiats à ceux de la révolution démocratique anti-impérialiste. Au contraire, elle considérait toute révolution démocratique anti-impérialiste comme seulement une phase temporaire dans la révolution prolétarienne plus profonde. De fait, leur document programmatique *En el Camino de la Revolución*, publié en mai 1933, persuada le Secrétariat international de l'Opposition de Gauche internationale que l'Opposition cubaine s'était donnée « une plateforme à un niveau national en accord avec les principes généraux de l'Opposition de gauche »³.

Si les éléments de preuve ne sont que circonstanciels, la raison de ce changement qualitatif dans la stratégie des Oppositionnels cubains apparaît comme résidant dans l'évolution politique de la direction de l'OCC à la lumière d'une aggravation de la situation révolutionnaire. C'est-à-dire que l'adoption par l'OCC d'une stratégie distincte de Révolution permanente fut une décision que les Oppositionnels cubains ont prise eux-mêmes, sans intervention ou décision d'un organisme international, qu'elle était tout à fait une décision venant du sommet de l'organisation, pas une pression pour un changement venant de la base de l'OCC ou des divers comités de section ou de district. Comme nous le soulignerons plus tard, dans la période d'après mai 1933, il y a eu une série d'inconsistances dans l'application pratique par ces trotskystes cubains de leurs perspectives avancées dans la brochure *El Camino de la Revolución*, ce qui suggère que la base n'avait pas totalement abandonné la critique originelle du

1. *Ibid.* pp. 14-15.

2. *Ibid.* pp. 14-15.

3. SI de l'OGI à Opposition communiste de gauche cubaine, 29 juin 1933.

style Seconde Période de l'OCC à l'égard du PCC et du processus révolutionnaire.

Conclusion

Donc, en somme, les Oppositionnels initialement composés d'un assortiment de rebelles gauchistes imprégnés d'un esprit de militantisme révolutionnaire depuis la fin des années 20, n'ont pas éludé la perspective de se rebeller contre le communisme officiel quand le bureau des Caraïbes a enjoint au PC d'aller ailleurs que dans les syndicats déjà constitués, de ne pas prendre part aux élections, de se détourner du soutien d'insurrections armées lancées par des partis et groupes du nationalisme petit bourgeois.

Ces politiques, dans une large mesure la poursuite de celle qu'avait commencée, Mella avait des traits d'anarcho-syndicalisme et de nationalisme révolutionnaire que la politique de Seconde Période du PCC n'a pas été capable d'intégrer. De façon générale, bien que Mella, Junco et Breá soient entrés en contact avec le trotskysme et les idées trotskystes avant la formation de l'OCC en août 1933, en rejetant le tournant sectaire du PCC au début des années 1930, l'OCC avait à l'origine développé une critique Deuxième Période du stalinisme de la Troisième Période. Plus important encore, les Oppositionnels n'ont pas développé une critique de la position d'avant octobre 1933 de former des blocs anti-impérialistes avec les partis nationalistes bourgeois qui ressemblent au Guomindang.

Bien que la marque de naissance de la tendance au compromis avec le nationalisme petit-bourgeois ait pu imposer sa marque au développement du trotskysme à Cuba dans les années 30 et 40, à la mi-32, sous l'influence d'un certain nombre de dirigeants au cœur de l'Opposition qui étaient décidés à établir des liens avec l'Opposition de gauche internationale, le CC de l'OCC a adopté une stratégie qui coïncide largement avec les thèses de Trotsky sur la Révolution permanente. C'est-à-dire que, tandis que l'OCC à Santiago de Cuba avait manifesté une tendance à mener une politique de formation de larges blocs démocratiques anti-impérialistes avec les forces du nationalisme révolutionnaire afin de réaliser une révolution démocratique anti-impérialiste, le Comité central installé à la Havane démontra plus tard, qu'au moins en théorie, l'OCC partageait l'insistance de Trotsky sur le caractère prolétarien de la révolution

anti-impérialiste ». Le résultat fut que l'Opposition cubaine développa un programme qui visait à mettre l'OCC, avant-garde prolétarienne, en compétition avec les nationalismes petits-bourgeois pour la direction des masses urbaines et rurales. Bien que leur principal document programmatique ait continué à faire référence à une révolution agraire anti-impérialiste et ne développe ni critique de l'Union soviétique ni de questions internationales, ils insistaient sur l'indépendance politique du prolétariat dans la révolution cubaine. En conséquence, en ne liant pas la destinée de la révolution au destin de la bourgeoisie petite-bourgeoise radicale, l'OCC a recueilli l'approbation de la direction du mouvement trotskyste international en juin 1933.

Tico Jossifort

Le premier groupe trotskyste bulgare

Nous avons mentionné dans un article précédent la publication en bulgare par les soins de Kanéva Damianova de la correspondance entre Trotsky et les militants communistes bulgares qui publièrent Osvobodjenié (Libération), qui avait été le titre du premier journal des marxistes russes émigrés, de 1930 à 1933. L'article ci-dessous est consacré à l'histoire du groupe trotskyste à travers cette correspondance mise à jour récemment, mais dont une copie avait été préservée dans les Papiers de Trotsky à Harvard.

Stephan Manov

La correspondance commence entre Trotsky et Stephan Manov. Ce dernier, né en 1879, juriste, s'était formé en France au cours de la Première Guerre Mondiale, et écrivait déjà alors dans les journaux socialistes. Après la guerre, il avait ouvert un cabinet d'avocat et adhéré au Parti ouvrier social-démocrate bulgare, qu'il quitta pour le parti communiste. C'est en 1930 qu'il fonda le groupe trotskyste, qu'il anima jusqu'à la fin de 1932.

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, il se consacra à la défense des militants antifascistes. Il fut nommé juge et exerça ces fonctions pendant les

années 1944-1945, subit la répression « pour activités ennemies » en 1949. En 1957, peu avant sa mort, il avait été réintégré dans le Parti communiste.

Dans ses premières lettres, il ne cache pas la forte impression exercée sur lui par les œuvres politiques de Trotsky. Dans toutes ses lettres, il affirme sa haute estime et considération pour l'homme de conviction et d'action. Subjugué par le tranchant acéré de son esprit, sa rigueur intellectuelle, l'inébranlable rectitude de ses principes, il l'appelle professeur et éducateur.

C'est au cours de l'année 1930 qu'il annonce à Trotsky la fondation du groupe ouvrier marxiste *Osvobodjenié* qui n'a à ses débuts que dix membres. Pour marquer l'événement, il publie un manifeste à l'adresse des anciens membres du Parti communiste et de « tous les ouvriers marxistes ».

Il se définit par sa critique de la politique du Parti communiste bulgare dans les années écoulées depuis que le coup d'Etat de la droite a renversé le gouvernement légal du leader paysan Stamboliisky, le 10 juin 1923.

Un contexte historique particulier

Comme les autres partis social-démocrates, le parti bulgare s'était scindé en deux fractions opposées, qui, ici, ont très tôt agi comme de véritables partis autonomes : la gauche des « *tesniatsi* » et la droite.

Les *tesniatsi* étaient hostiles à la guerre de 1914-18, autant que les bolcheviks. Les deux partis n'agissaient pas cependant dans un contexte identique. Alors qu'en Russie il y avait une situation prérévolutionnaire, les contradictions étaient loin d'avoir acquis en Bulgarie un tel degré d'acuité. Là, à l'usure des deux guerres balkaniques était venu s'ajouter l'effondrement militaire dans la nouvelle guerre, contre l'Entente cette fois. Tout l'édifice du pouvoir en fut ébranlé.

Le leader paysan, devenu chef de l'Etat, apparaissait comme l'ultime recours pour sauvegarder le compromis élaboré à grand peine lors de la mutinerie des soldats de Radomir. Mais les *tesniatsi*, devenus le Parti communiste après la victoire d'Octobre n'avaient pas bougé à Radomir et ne voulaient d'aucune façon soutenir Stamboliisky. Le conflit entre ouvriers et paysans radicalisés allait coûter cher à la masse du peuple bulgare et compromettre son existence même, tout au long du siècle dernier.

Sentant la fragilité du pouvoir paysan, auquel, de toute façon, elle ne faisait pas confiance, inaugurant un scénario qui allait faire école, la bourgeoisie bulgare jeta dans la balance la partie de l'armée, sa garde prétorienne, utilisable pour des tâches de répression et de guerre civile. Le Parti communiste restant passif, la majorité paysanne étant désarmée ; le coup d'Etat l'emporta, malgré des résistances sporadiques.

Le succès du coup d'Etat était une démonstration de la faiblesse, non seulement du PC mais de l'Internationale elle-même. Mais le redressement de la ligne politique fut élaboré dans la précipitation : ce fut l'échec de la révolte de septembre 1923 [et les coups terribles portés au PC et aux syndicats de gauche].

Il semble bien que les principaux responsables du double échec de juin et septembre 1923 ont été les deux dirigeants du PC d'alors, Giorgi Dimitrov et Vasile Kolarov. Telle est la thèse du premier groupe fondateur trotskyste bulgare animé par Stephan Manov et Dimitar Gatchev. Ces deux événements historiques ont été les points d'ancrage du conflit qui a nourri tout au long du siècle dernier les tumultueux rapports entre trotskystes et staliniens.

Si juin et septembre sont les mois fatidiques qui marquent la postérité et déchaînent luttes, conflits et passions inexpiables, les noms de Giorgi Dimitrov et de Vasil Kolarov, quant à eux, désignent deux personnalités appelées à compter avant et après l'établissement du stalinisme en Bulgarie. Du fait pourtant de la longueur de leur séjour en URSS, il n'est pas dit que les lauriers tressés pour leur image ne seront pas ternis par les détails sur leur rôle véritable dans les destinées du PC bulgare, ainsi que celles des nombreux Bulgares émigrés en Russie à partir de 1923. Ainsi, commencée dès le début de 1930, la correspondance entre Manov et de ses camarades se poursuit à des intervalles irréguliers malgré la vigilance de la censure policière.

L'appel-manifeste d'*Osvobodjenié*

L'appel-manifeste du groupe fait une mise au point approfondie sur la situation politique du pays. Le texte commence par un rappel du coup d'Etat et se poursuit par l'énumération de ses conséquences.

Du fait du caractère accidenté du sol bulgare, la terre cultivée est partagée en de multiples parcelles, ce qui donne une agriculture morcelée, avec la charge de nourrir une paysannerie nombreuse. Dans le jeu subtil qui opposait la

monarchie et la classe dominante, d'un côté, au peuple ouvrier et paysan, de l'autre, la bourgeoisie a tenté, non sans succès, de séparer les paysans des ouvriers.

Or, pour éviter à la classe ouvrière le « solo funèbre » dans sa lutte contre le pouvoir, il fallait un Lénine pour élaborer et appliquer une ligne juste et dans les circonstances qui commandaient alors l'évolution des événements, les choses n'étaient pas si simples.

Le « grand-père » Blagoïev, dont le prestige était immense n'était nullement convaincu par les arguments de Lénine, notamment ceux qu'il avançait sur l'imminence de la révolution russe. De culture russe, il était bien au fait des débats qui agitaient les deux ailes de la social-démocratie russe. Mais son cœur penchait pour les thèses de Plékhanov, très connu en Bulgarie. Or l'ascendant du « grand-père » sur les chefs du parti social-démocrate bulgare, toutes tendances confondues, était considérable et dès lors, la cause même de la révolution était compromise.

Alors que, du côté russe, Lénine sentit très tôt l'imminence de la révolution et s'employa à y préparer le parti par tous les moyens à sa disposition, même si les bolcheviks et Trotsky lui-même ne partageait pas toutes ses analyses, ils ne pouvaient échapper à l'emprise de ses ondes de choc qui rayonnaient du désir de la révolution.

De sorte que si, à l'intérieur de la social-démocratie européenne, bolcheviks et *tesnjaki* étaient alliés dans la lutte contre la guerre, seuls les premiers étaient révolutionnaires, pas les seconds. Contre la guerre, les *tesnjaki* étaient des bolcheviks, mais, sur la révolution, ils avaient la position des « mencheviks », alors que, en Russie et Europe orientale, la guerre attisait le conflit jusqu'au point de rupture entre les classes. L'Etat ne pouvait tenir debout que sous l'hégémonie de l'une des deux classes — le prolétariat ou la bourgeoisie. Le drame de la Bulgarie fut que la guerre en Russie et en Europe orientale attisa le conflit au point de provoquer la rupture entre les classes, le drame de la Bulgarie fut que le parti des *tesnjaki*, ne voulant pas le pouvoir associé avec les paysans, a été contraint de subir celui de la bourgeoisie, et sous la forme la plus contraignante.

La ligne politique de la bourgeoisie s'avéra finalement payante. Paniquée au départ par la révolte des soldats en 1919 à Radomir, elle misa sur le chef

paysan Stamboliisky, lui permettant, ainsi de calmer le jeu et d'essayer de remettre les choses en ordre par la suite. Ce qui arriva à peu près comme elle l'avait voulu, mais coûta beaucoup de sang et de souffrances aux ouvriers et paysans.

L'appel souligne ensuite découragement et désarroi dans les rangs de la classe ouvrière, avec ce geste de désespoir de l'attentat terroriste meurtrier dans la cathédrale Sveta Nédélia en avril 1925, attribué par le groupe à des éléments incontrôlés du PC, interdit après septembre 1923.

Faisant le bilan de toutes les fautes, hésitations et errements du groupe dirigeant du PC, les amis de St. Manov en attribuent les causes à la composition sociale insuffisante du PC dont les membres seraient en majorité des artisans, alors que les ouvriers d'industrie y sont beaucoup moins nombreux ! Bien entendu, les amis de Manov n'omettent pas de relier l'état déplorable du « parti ouvrier » nouvelle appellation légalisée de l'ex-PC, à la ligne politique de l'Internationale après l'exil de Trotsky et l'arrestation de Khristian Rakovsky dont le sort est suivi avec anxiété par le groupe *Osvobodjenié*.

Un mois plus tard, dans sa lettre du 10 novembre [1932], Manov informe le Centre de son intention d'éditer *La Révolution permanente*, qu'il a traduite. On sent sa passion pour les idées. Comme si, impatient de résultats obtenus par le groupe, il attribuait aux écrits le pouvoir démiurge de transformer les esprits et les hommes. Cette initiative concernant très justement une des **Œuvres** capitales de Trotsky, va être suivie de bien d'autres.

On apprendra plus tard que Manov a traduit à ses frais plusieurs œuvres du grand théoricien de la Révolution qu'il déposera dans les archives du Parti ouvrier. On ne peut s'empêcher de penser aux moines du siècle des Lumières en Bulgarie et à la passion qui les animait pour des écrits, dans lesquels ils reconnaissaient une des garanties de la sauvegarde de la conscience nationale.

Répondant au désir de ses correspondants exprimés dans la lettre du 29 novembre, Trotsky leur fait part de ses observations sur les textes et lettres antérieurement reçus. Il revient sur l'attentat à la cathédrale de Sofia. A cet effet, il renvoie à la correspondance Marx-Engels échangée à l'occasion des attentats terroristes contre Bismarck, Napoléon III et autres.

Une autre observation traite de la différence qu'il faut respecter quant aux rôles joués respectivement par un social-démocrate de droite (Krestyiu

Pastiouhov) dans le mouvement syndical et celui de Georgi Dimitrov, le premier visant à soumettre le mouvement à la bourgeoisie, alors que le deuxième cherche à s'y opposer, mais, en définitive, par sa mauvaise démarche, contribue au succès du premier.

Dans sa lettre suivante, datée du 7 mars 1931, Trotsky s'arrête plus longtemps sur le cas de deux militants, l'un l'austro-allemand Kurt Landau, l'autre, bien connu en France, Pierre Naville. De son exil, notre correspondant ne leur pardonne pas leurs travers d'« *intellectuels - journalistes, capables de saisir rapidement des questions de principe, de les formuler sur papier, mais totalement dépourvus d'expérience dans une organisation prolétarienne.* »

Leurs rapports se baseraient sur des liens de copinage étroit et finalement assez fermé. Dans le cadre de ce cercle, on se pardonnerait tout, mais, sorti de là, on devient « *mesquinement méticuleux* ». Dans ces conditions, toute tentative de redressement de l'organisation révolutionnaire serait taxée par eux de mise au pas et de violation de la souveraineté individuelle. Serait-ce un verdict résumant tous les travers qui ont déchiré les coteries, petites ou plus grandes, du mouvement trotskyste, en France et ailleurs, avant et après la guerre ? « *La bureaucratie de la Comintern a dépravé aussi l'opposition, lui apprenant à résoudre mécaniquement tous les conflits.* »

La lettre suivante de Trotsky (15 avril 1931) traite des problèmes d'ordre international touchant à l'URSS, l'Allemagne et l'Italie. Le groupe *Prometeo* se réclamant d'Amadeo Bordiga, qui vit en exil, ce qui expliquerait ses penchants sectaires ; Bordiga a laissé des traces [...] de son influence dans l'extrême-gauche italienne, longtemps après la guerre mondiale.

Une des lettres suivantes de Stephan Manov contient des analyses qui ne sont pas dénuées d'intérêt ; elle est datée du 23 octobre 1931 :

« *En Bulgarie, pays petit-bourgeois, dans le prolétariat, les instincts moutonniers et la vieille croyance en ce que tout ce qui vient de Russie, quel que soit son label, fût-il du tsar ou de la fraction stalinienne à présent, était et est toujours adopté sans esprit critique* », écrit Manov, pour justifier la lenteur dans la diffusion des écrits de Trotsky et ses conséquences sur la conscience des ouvriers bulgares.

La même lettre signale la pénétration du journal trotskyste dans les prisons, les disputes qu'il a provoquées parmi les prisonniers politiques, allant

jusqu'à des rixes dans lesquelles il semble qu'on aurait remarqué le trotskyste Gatchev sur lequel nous reviendrons.

Par ailleurs, Manov évoque l'opinion courante selon laquelle la ligne politique de l'opposition marxiste aurait un caractère russe. Il en déduit le souci du groupe trotskyste de trouver la méthode nécessaire à la diffusion et à l'assimilation de ses idées par les ouvriers bulgares. Dans la correspondance suivante (27 octobre), Manov note la décision de son groupe de soigner le recrutement des nouvelles recrues, compte tenu des méthodes des adversaires politiques de porter les attaques systématiquement sur le plan personnel plutôt que sur le débat d'idées.

L'année qui s'achève donne l'occasion à St. Manov d'évoquer un vice du parti ouvrier toutes tendances confondues, qui n'arrêtera pas de ronger et d'empoisonner le PC, tout au long du siècle, durant toutes les époques, avant et après son arrivée au pouvoir tout au long du siècle, durant toutes les époques avant et après son arrivée au pouvoir. Il s'agit des membres persécutés par la police, passés par les prisons et les camps, victimes et militants soupçonnés d'être devenus « corbeaux », agents rapporteurs et complices.

Cette maladie grave, contagieuse, éminemment publique, travers national perfectionné par les bourreaux de Staline dépêchés d'urgence pour exécuter certaines missions spéciales (affaire Kostov) avant et après la dernière guerre, aura traversé tous les régimes, tout le long du siècle. Déjà sont nombreux les livres-biographies, autobiographies, souvenirs, qui narrent les dégâts et les horreurs que la « soupçonnite » et l'« espionnite » ont infligés, durant de longues années, aux familles bulgares qui avaient la chance de survivre après leur passage par les geôles inquisitoriales de la police et de la milice, voyaient s'abattre sur eux une nouvelle épreuve irrémédiable du soupçon pendant leur vie. Il est possible que les dégâts moraux causés par ce fléau à la vie publique aient été bien plus graves que les dégâts matériels infligés aux personnes. Il est certain que ces épreuves n'ont pas épargné non plus les militants trotskystes.

Dans les lettres qui suivent, Manov fait état de la décision du groupe de lancer un nouvel hebdomadaire sans pour autant abandonner la publication du journal *Osvobodjenié*.

Le courrier suivant voit Manov se pencher de nouveau sur le délicat problème paysan, qui a été le casse-tête du mouvement ouvrier bulgare (sans

d'ailleurs que cela soit un problème qui lui soit propre). La politique stalinienne bulgare, selon lui, se résumait à promouvoir un parti ouvrier-paysan ce qui rendrait superflue toute organisation paysanne autonome. Pour eux, l'Union de Stamboliisky devait être réduite à n'être qu'une base élargie de la bourgeoisie et ses membres adhérents seraient devenus des agro-fascistes.

Et Manov de donner son avis. Il pense que la période entre le 9 juin 1923 et avril 1925 a bénéficié de l'alliance tacite conclue entre les organisations des ouvriers et des paysans. En-dehors de cette période, la guerre ayant mis en crise le pouvoir de la bourgeoisie, celle-ci a essayé non sans succès de se servir des paysans comme masse de manœuvre et comme rempart contre la classe ouvrière.

Ceci étant, constatant l'instabilité fondamentale des paysans, en tant que classe, à agir politiquement, il fallait chercher à gagner leur confiance, ce qui ne semble pas avoir été le souci premier du PC officiel. Manov va jusqu'à comparer cette phase ultra-gauchiste des partis staliniens à celle qu'ont pratiquée leurs hommes de l'Ouest vis-à-vis des ouvriers sous la coupe des dirigeants social-démocrates. Et Manov de demander l'avis de Trotsky sur cette question.

Suivant les conseils de Trotsky, le gourou *Osvobodjenié* s'est penché plus sérieusement sur les problèmes quotidiens des ouvriers bulgares. Manov souligne la grosse impression produite par le journal grâce à cette initiative ; de même, l'enthousiasme soulevé chez les sympathisants, évoque toutefois le « talon d'Achille » du groupe, ses liens ténus avec l'étranger utiles pour l'échange d'expériences et d'idées. Manov déplore le manque de soin de la part des camarades correspondants dans l'acheminement de leurs voisins, compte tenu des obstacles et notamment de la censure.

Dans sa réponse, Trotsky fait état d'une union des trotskystes à Dantzig agressée par un commando de recrues staliniennes.

Dans sa lettre suivante, il émet, à l'occasion d'une conférence internationale des marxistes de gauche, les recommandations suivantes, « *afin que ceux-ci ne retombent pas à l'état de secte* » :

« La critique interne ouverte mais ferme est gage non seulement de la réussite mais de l'existence du courant marxiste [...], clarté et précision dans les idées et les mots d'ordre sont indispensables pour gagner le noyau prolétarien de la Comintern ».

Ceci étant, une telle démarche dans l'éducation des jeunes n'a rien de commun dans les rapports avec ceux qui ont déjà prouvé l'aboutissement du stade de leur formation mais qui, par leur façon de penser, n'ont rien de commun avec l'opposition de gauche, et dont le drapeau leur sert seulement à dissimuler leur phraséologie ou leur laxisme anarchiste associé à un laissez-aller d'intellectuels.

Dans cet ordre d'idées, les groupes *Mahnruf* (Autriche), Landau, Rosmer ne se sont séparés ni par hasard ni vite. Des mois entiers de discussions ont été jugés nécessaires à la recherche d'un accord, mais sans résultat. Et il en a été de même du groupe italien *Prometeo* sous influence bordiguiste.

Dans sa correspondance suivante, Trotsky donne son idée sur la distinction qu'il y a lieu de faire entre parti et fraction. Il établit une nette différence entre ces deux configurations politiques. Le parti peut tolérer des nuances de pensée. C'est le *statu quo* qui assure l'unité dans l'action. Alors que la fraction impose une bien plus grande cohérence dans les idées dont l'évaluation est déterminée par des critères plus stricts.

A cette époque, Trotsky admettait donc une cohabitation avec des adversaires politiques — au sein du même parti — mais naturellement pas au sein de la même fraction. De sorte que la fraction s'est avérée une forme originale d'organisation politique. Elle donne une illustration concrète de ce qu'on appelle un parti d'avant-garde. Les organisations staliniennes n'ont jamais toléré l'existence des fractions, courants au sein de partis ou des syndicats.

Dans la correspondance qui suit, Trotsky fait état de son projet d'écrire sur la situation politique en Bulgarie et parvient à obtenir des informations statistiques grâce aux services de Manov. Dans la lettre du 30 septembre 1932 signée de ce dernier apparaissent quelques signes qui permettent de pressentir des changements au sein du groupe trotskyste. Il est fait état de la cooptation au sein de la rédaction de quelques collaborateurs qui devraient alléger la tâche de Manov et même d'impulser un élargissement de l'organisation, soulignant sa lenteur et le nombre insuffisant d'ouvriers.

Dans sa réponse, Trotsky approuve l'appui donné par la fraction au Parti ouvrier officiel dans la campagne pour les municipales. Mais, par lettre du 5 octobre, est annoncé le remplacement de l'ancien secrétaire du groupe,

D. Semnaliev, par Dimitar Gatchev. Et c'est l'annonce d'un conflit grave qui va provoquer la dissolution du groupe.

Dans sa lettre du 6 octobre, Trotsky, qui ignore l'imminence du danger, souligne le lien organique qu'il faut concevoir dans le rapport entre la conquête du pouvoir par le prolétariat en Bulgarie avec la révolution dans les Balkans. Et cette révolution dépend de ce qui se passe en Allemagne et en France. Or la politique erronée de la Comintern affaiblit l'influence du PC dans ces deux pays. La conjoncture internationale crée ainsi des conditions qui ne jouent pas en faveur de la révolution bulgare :

« C'est pourquoi notre lutte contre la direction bureaucratique des héritiers des "tesnjatsis" est intimement liée à la lutte contre la politique de la fraction dirigeante de la Comintern ».

La réponse qui suit est signée de Gatchev. L'esprit et la lettre dénotent un caractère très différent de celui de Manov. Le contenu très sec de cette correspondance est divisé en dix parties brèves et numérotées. Gatchev souligne la nécessité d'une conscience, fermeté et discipline bolcheviques. A la fin de sa lettre, Gatchev demande à Trotsky s'il serait possible d'obtenir des informations concernant le sort des Bulgares émigrés en URSS qui sont, en tant que membres de l'opposition, victimes des persécutions.

Dans sa lettre du 13 octobre 1932, Trotsky s'étend quelque peu sur l'expression « gouvernement ouvrier et paysan ». Il admet son emploi, bien que non scientifique, à condition de ne l'utiliser qu'avec précaution. Il serait légitime en tant que pseudonyme de la dictature du prolétariat

« Dans les pays où la paysannerie domine, le gouvernement ouvrier et paysan serait la seule réalisation légitime et possible de la dictature du prolétariat ». [...]

Dans sa réponse du 27 novembre, Gatchev approuve les précisions apportées par Trotsky à la formule de « *dictature du prolétariat* », mais critique la ligne du parti ouvrier officiel dit « *ouvrier-paysan* » sur cette question. Il a profité de sa nouvelle appellation nécessaire à sa légalisation pour impulser une forme concrète de la ligne du « *front uni* ».

Dans une profession de foi très « bolchevik-léniniste », Gatchev s'étend sur le cas Rosmer-Mill et, après une véritable admonestation, approuve, au nom du groupe, leur exclusion des rangs de l'Opposition de gauche internationale.

Suivent les noms des cinq Bulgares émigrés en Russie pour lesquels Gatchev sollicitait des informations.

Dans sa lettre du 19 décembre, adressée cette fois à Manov, Trotsky dément le bruit sur la mort de Rakovsky et donne des précisions sur son voyage imminent à Copenhague. Il console Manov qui, dans une lettre précédente, donnait des signes de découragement face à un travail de rédaction du journal dont il était seul à assumer les frais et dont le déficit s'élevait déjà à la somme de 20 000 leva.

Dans sa réponse, Trotsky informe de la confusion qui règne dans le parti en URSS, du grand nombre d'arrestations et du fait que Staline ne tient que grâce à la terreur de la GPU.

La crise

Le 27 décembre, Gatchev signale dans son courrier l'apparition d'une crise au sein du groupe. Il en attribue les causes à des divergences « sur les principes » et en déplore les conséquences sur « la vie normale ». Ainsi, en peu de mots, le nouveau responsable du groupe relève un défaut des groupes trotskystes d'avant-guerre, indépendamment de leur nationalité. Cette « tare » organique ne procédait-elle pas d'une intolérance mutuelle, d'où résultait une incapacité à entretenir des débats sans que cela porte atteinte à leur intégrité organisationnelle ?

Le 31 décembre 1932, Trotsky fait d'abord état des disputes qui sévissent au sein de l'organisation en Allemagne puis se penchant sur les moyens d'y remédier, il conseille à Gatchev l'institution d'une feuille « interne » [un Bulletin intérieur] uniquement consacrée aux débats, sans doute pour ne pas perturber la sérénité de l'alliance entre militants et sympathisants. [...].

La correspondance du 24 janvier 1933 signée de Gatchev ressemble à un arrêt mécanique, énuméré point par point et définissant l'exclusion des groupes de Vel et de celui de Bordiga. Par son caractère tranché et péremptoire, il ne faisait que reposer la question de savoir comment épargner à une organisation révolutionnaire, qui a l'ambition, de gagner les masses par la diffusion de la bonne parole — le marxisme, tout en assumant ses obligations en tant que fraction — de définir sur les principes des positions claires et de s'y tenir

fermement. C'est entre ces écueils qu'il s'agissait de trouver la voie C'est contre ce genre d'obstacles que les trotskystes de tous les pays ont eu à lutter.

La lettre suivante, du 24 janvier 1933, est envoyée par Gatchev et contient un exposé élargi sur la situation politique de la classe ouvrière en Bulgarie et en particulier l'état de l'opposition de gauche.

La politique du PC bulgare avant le 9 juin 1923 est jugée opportuniste, après cette date instable et sinueuse. La situation objective est décrite comme révolutionnaire, alors que le facteur subjectif serait défaillant. On mentionne le nombre d'adhérents, 73, dont très peu d'ouvriers d'industrie. Cette composition, ne serait pas différente de celle du PC officiel où les ouvriers sont noyés parmi les artisans. Malgré l'effet corrupteur de la pratique politique dans le Parti ouvrier officiel, le rapport fait l'éloge de l'honnêteté et du dévouement de la base. Le rapporteur exprime le regret que les militants du groupe de l'Opposition de gauche n'aient pas choisi de militer en fraction au sein du parti ouvrier.

Les thèses sur la situation en Bulgarie

Gatchev inaugure la nouvelle année 1933 avec l'annonce du lancement de la bibliothèque *L'Aube*, destinée à éditer les œuvres de Trotsky et, pour commencer, *Le Socialisme dans un seul Pays*.

Les thèses de l'Opposition de gauche bulgare sur la situation en Bulgarie, écrites par le nouveau groupe constitué par Gatchev et ses partisans, datent d'avril 1933. La première affirme que la concentration du capitalisme en Bulgarie met toute l'économie sous la domination du capital financier, les gouvernements étant réduits au rôle d'organes politiques. Cependant les impôts qui grèvent les petits producteurs et les paysans ne rapportent pas assez et on augmente les taxes sur les produits de grande consommation.

Le fascisme n'est pas encore au pouvoir, mais son ascendant sur la petite bourgeoisie s'affirme. Les appels à l'unité entre les différents courants se font sous le signe de la lutte contre le « danger communiste ».

Un tiers du budget est consacré à l'armée, le quart à la police.

En Yougoslavie, les luttes inter-ethniques accaparent l'attention des ouvriers et des paysans. En Roumanie, qui réunit aussi pas mal d'ethnies différentes, l'oligarchie des grands propriétaires opprime ouvriers et paysans. Ces circonstances, jointes à la proximité de l'URSS ont renforcé la conscience

de la classe ouvrière. Les événements récents ont, selon les thèses, fait ressortir les dégâts causés par les manœuvres politiques des staliniens.

La Révolution d'Octobre a stimulé les mouvements nationaux et révolutionnaires dans les Balkans. Les luttes déclenchées dans cette partie de l'Europe devraient peser sur le devenir de la révolution bolchevique. L'arrivée de Hitler au pouvoir a impulsé une concentration des forces dans les Balkans. La crise touche tous les secteurs de l'économie bulgare, Les conditions objectives sont mûres pour la révolution, seul le « facteur subjectif » fait défaut. Le Parti ouvrier jouit d'une grande influence mais l'organisation souffre des méfaits et des incohérences de la politique stalinienne.

Dans les villes, 18% des adhérents sont ouvriers mais seulement 6% ouvriers d'industrie.

Il existe depuis peu des syndicats, mais ils sont isolés dans la masse d'ouvriers et employés. L'Union paysanne est une organisation qui regroupe petits et moyens agriculteurs. Elle est actuellement divisée mais on devrait pratiquer un front uni avec les paysans qui sont dans l'opposition.

Le mouvement macédonien n'est plus national-révolutionnaire, il a été corrompu et récupéré par la bourgeoisie pour servir de masse de manœuvre contre le mouvement révolutionnaire. La minorité macédonienne vivant en Bulgarie se sent opprimée par l'organisation macédonienne officielle. La dramatisation des divergences au sein de cette minorité ethnique a fait des ravages jusque dans le groupe trotskyste.

Les thèses s'achèvent sur une conclusion quelque peu artificielle puisqu'elles taisent les faits et les tensions qui ne vont pas tarder à surgir. Les thèses sont présentées comme ayant été adoptées par « une majorité », mais ne portent pas de signature.

Vers la scission

Dès le 18 avril, Manov adresse [à Trotsky] une lettre strictement confidentielle dans laquelle il l'informe de la réunion du comité exécutif, sans ordre du jour, alors que celui-ci aurait dû normalement être défini par le bureau politique. Il rapporte que cette réunion, qui aurait adopté ces thèses, se serait tenue à son insu. Il conclut en proposant la convocation du comité exécutif avec un ordre du jour régulièrement arrêté. C'est le début des hostilités ouvertes entre

Gatchev et lui. Ce sera bientôt la fin du groupe *Osvobodjénié*. Non sans qu'auparavant Trotsky et le centre international aient été sommés de prendre parti pour l'un ou l'autre camp.

De toute façon, on sentait déjà qu'il y avait entre les deux hommes une très nette différence de tempérament qui allait finir par les diviser. Rappelons que Manov, intellectuel, publiciste, était subjugué par la puissance théorique et littéraire, la pensée et les écrits de Trotsky. S'il l'avait pu, il aurait traduit toutes les œuvres du maître. Il a même entrepris de sa propre initiative de traduire à ses frais des ouvrages qui sont restés jusqu'à présent à l'état de manuscrits inédits. Sa passion pour la diffusion de la bonne parole qui devait jeter une lumière dans l'obscurité provoquée par l'esprit de « *discipline de caserne* » et d'intolérance établi par les hommes de Staline, devait franchir tous les obstacles. La conjoncture politique et le climat régnant au sein des masses de la classe ouvrière bulgare en particulier, lui donnaient le sentiment de devoir être le héraut, le continuateur du siècle bulgare des Lumières, qui signifiait « *le siècle de l'instruction et de l'éducation du peuple* ».

Ce sont ces connotations de « *l'âme du prophète* » que Manov appréciait et chérissait chez Trotsky, alors que, pour Gatchev, le « prophète » était présent sous un autre aspect — celui du lutteur, du vainqueur de la révolution d'Octobre, du meneur d'hommes, de l'éveilleur d'aspirations et de rêves, de l'agitateur des idées et des foules. Manov était un homme d'idées, Gatchev, un homme d'action. Celui-là appréciait la force de l'esprit, pour celui-ci, la rigueur d'esprit n'était utile que pour muscler la volonté tendue vers le but. C'est d'ailleurs pourquoi le mot de « *discipline* » revient souvent dans ses lettres. La première réaction de Trotsky fut de calmer le jeu. Il rappelle aux antagonistes que ce genre de querelles constitua la maladie infantile par laquelle sont passées presque toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale.

[L'auteur s'attache alors à un résumé de l'argumentation de Lénine contre les « *communistes de gauche* » du début des années 1920 et de Trotsky contre Lénine en 1904 dans *Nos Tâches politiques*].

Dans cet ouvrage, Trotsky évoque le sens sous-jacent aux notions d'organisation, unanimité, centralisation rigoureuse, discipline de fer soulignées par Lénine. Ainsi, concernant l'exercice de la démocratie dans le parti, il écrit :

« Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne peuvent être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique, par de longues discussions, que par la lutte économique et politique, non seulement du monde socialiste contre le monde capitaliste, mais luttés des différents courants et tendances à l'intérieur du socialisme, qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera par dizaines et centaines de nouveaux problèmes, insolubles à l'avance. Aucune "organisation forte et puissante" ne pourra, pour accélérer ou simplifier le processus, écraser ces tendances et ces divergences : il n'est que trop clair qu'un prolétariat capable d'exercer sa dictature sur la société ne souffrira aucune dictature sur lui-même » (*op. cit.* p. 214).

Et comme la question est posée de l'usine en tant qu'école de la discipline, il écrit :

« Sans crainte de trahir notre "psychologie d'intellectuel bourgeois", nous affirmons avant tout que les conditions qui poussent le prolétariat à des méthodes de lutte concertées et collectives ne se trouvent pas dans l'usine mais dans les conditions sociales générales de son existence » (pp. 157-158).

Par ailleurs traitant toutes les questions qui touchent le parti, la classe et la révolution, il aborde aussi celle de l'avant-garde. Car la notion de discipline qui les sous-tend toutes nous paraît étroitement liée à celle d'avant-garde. Cette dernière, d'origine militaire, utilisée sans précautions, peut facilement dégénérer en « esprit de caserne » que Trotsky opposait à la discipline consciemment politique. Pour lui, insister sur la discipline, avec l'esprit d'« unité », voire d'« *unanimité* », « dans un parti rigoureusement centralisé », associé par des glissements successifs à l'esprit avant-gardiste, peut dériver jusqu'au mode militaire d'organisation où les ordres descendent toujours du haut vers le bas, et où il n'y a pas de démocratie car les cadres de l'armée sont toujours désignés et jamais élus.

De sorte que ce qui, dans le langage de Lénine, était une ébauche à risques a dégénéré chez Staline en pathologie pernicieuse. Ce n'est pas par hasard qu'en Europe de l'Est, avant l'effondrement, l'économie des pays du « socialisme réel » était « à commandement administratif ».

Trotsky affirmait :

« Les tâches organisationnelles sont pour nous totalement soumises aux méthodes de tactique politique » (p. 123).

Et puisque l'action politique devient l'objet d'une discipline consciente, Trotsky revient à plusieurs reprises sur la nécessité d'éveiller la conscience du prolétariat, ce « for intérieur » du sujet sans lequel les conditions objectives ne sont pas suffisantes pour la révolution, cette dialectique dans l'articulation du sujet et de l'objet, que Marx appelait la « *praxis* » et qui est aux yeux de Trotsky une des conditions pour assurer la permanence de la révolution.

[L'auteur consacre ici deux brefs paragraphes au livre de Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, sans pour autant démontrer sa place dans la discussion de la conception du parti, malgré l'admiration que l'auteur nourrit pour lui.

Quant aux destinées du groupe trotskyste bulgare, on peut se demander quelles étaient les raisons du conflit qui a mis fin à son existence politique ; Manov évoque précisément ce type de divergences politiques ; la cause la plus probable semble être la différence de tempérament déjà signalée. Avec celle de l'âge et du passé social-démocrate de Manov, l'aîné, qui n'y est peut-être pas étrangère. Le Centre international a-t-il répondu aux nouvelles inquiétantes provenant de Bulgarie ? Les archives trouvées que nous connaissons ne le disent pas.]

La collaboration de Semnaliev, l'ancien secrétaire du groupe, le plus sérieux de tous, gagné par Gatchev, a fait pencher la majorité du comité exécutif en faveur de ce dernier. Quelques essais avaient été timidement amorcés en vue d'une conciliation. Mais en vain. La querelle avait été trop violente. Des termes d'une grossièreté inimaginable ont été proférés. La sensibilité de Manov semble en avoir pris ombrage de façon irréparable. Il entreprit de fonder son propre groupe, opposé à celui de Gatchev.

« *Les méthodes staliniennes sont devenues un bien national* », écrivit-il dans sa dernière lettre à Trotsky le 27 octobre 1933, dans un accès d'accablement. C'est sur cette note pessimiste que nous arrêtons cette chronique du premier groupe trotskyste bulgare.

Crosne, 28 décembre 1998.

Agustin Guillamón

Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull

**La critique interne de la politique du Comité Exécutif
du POUM pendant la Révolution espagnole
(1936-1939)**

A. Guillamón nous a autorisés à reproduire son article sur Josep Rebull tel qu'il est paru dans Balance. Nous nous sommes permis de petites compressions dans les notes notamment ainsi que leur intégration dans le texte, en particulier les notes bibliographiques, pour des raisons de longueur. Nos lecteurs en retrouveront les éléments dans les annexes que nous nous proposons de publier ensuite.

1. Ebauche biographique et contexte historique

Josep Rebull Cabré est né à Tivissa (Tarragone), en 1906. Il s'est lancé dans les luttes sociales à l'exemple de son frère aîné, le fameux militant du POUM **Daniel Rebull** dit **David Rey**, combattant des luttes sociales de 1915 au franquisme, qui purgea au total 19 années de prison. Il a subi son premier

emprisonnement à onze ans, au domicile de son frère, à Barcelone, à cause de la grève générale de 1917, ce qui produisit un énorme scandale. Il a fait des études d'expert industriel. Sous la dictature de **Primo de Rivera**, en 1927, alors qu'il faisait son service militaire, il a adhéré au Parti Communiste d'Espagne, à Tarragone.

En 1932, il fut l'un des fondateurs puis militants du Bloc Obrer i Camperol (Bloc ouvrier et paysan), le BOC, à Tarrasa. Responsable salarié du travail des publications du BOC à partir d'octobre 1934, il obtint d'excellents résultats grâce à une distribution bien conçue et réalisée de la presse de son parti. Il participa à la fondation du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, le POUM, à Las Planas en septembre 1935.

Il était ami intime de **Manuel Maurín**. En février 1936, il figura sur les listes du POUM pour Tarragone. Au cours des journées révolutionnaires du 19 juillet, il prit part aux combats de rue à Barcelone, sur la Place de Catalogne, dans le groupe d'une centaine de militants dont **Carmel Rosa**, dit **Roc**, **Josep Rovira**, **Algemir**, **Germinal Vidal**, etc.

Josep Rebull sortit indemne de l'affrontement avec un peloton militaire avec lequel il était en train de parlementer, bien qu'il fût là au côté de Germinal Vidal, secrétaire de la Juventud Comunista Ibérica (JCI) qui fut abattu à coups de feu sur la Place de l'Université le 19 juillet.

Après réquisition des presses du *Correo catalan*, il organisa la presse du POUM et les éditions de l'Editorial Marxista, dont il était administrateur.

Gaston Davoust, dirigeant du groupe français « Union communiste », passa trois semaines à Barcelone en août-septembre 1936, pendant lesquelles il maintint divers contacts et entretiens avec des dirigeants anarchistes et du POUM et commença son amitié avec Josep Rebull.

On n'avait pas de nouvelles de **Joaquín Maurín**, lequel se trouvait en Galice le 11 juillet et fut donné pour mort. Le 22 juillet, la CNT et le POUM appuyèrent la formation en Catalogne du Comité Central des Milices Antifascistes, le CCMA, auquel participaient aussi des représentants des partis bourgeois, du gouvernement bourgeois de la Généralité et les staliniens.

Andreu Nin, secrétaire politique du POUM, sans consulter les militants de son parti, accepta la charge de ministre de la Justice dans le gouvernement de la Généralité, qu'il assura du 26 septembre au 13 décembre 1936, où il en fut exclu

sous la pression des staliniens. Le 1^{er} octobre 1936 se produisit l'autodissolution du CCMA, le 9 octobre, le gouvernement de la Généralité — avec la participation du POUM et de la CNT — avait adopté un décret sur la dissolution des comités locaux, qui devaient être remplacés par des municipalités de Front populaire ; le 13 octobre, un décret préparé et signé par Nin en personne détruisit l'œuvre réalisée par **Eduardo Barrioberro** (1880-1939) avec les tribunaux de justice populaire (ce qui lui valut la prison républicaine et l'exécution par les franquistes) ; le 24 octobre furent approuvés les décrets de militarisation des Milices Populaires et de contrôle de l'ordre public par une Junte de Sécurité intérieure.

Le 27 janvier 1937, Nin écrivit au CE du PSOE en proposant la participation du POUM aux conférences d'unification du PSOE et du PCE. Quelques jours plus tard seulement commença la répression contre les poumistes à Madrid (*La Batalla* 9 février 1937). Le chef du Conseil de la Généralité de Catalogne, **José Tarradellas**, promulgua une batterie de décrets économiques et financiers, connus sous le nom de décrets de S'Agaro qui marquèrent le début de l'offensive de la Généralité pour s'emparer du contrôle des entreprises collectivisées.

Au début de mars, le décret de contrôle de l'Ordre Public, rejeté par la CNT, ouvrit une profonde et grave crise de gouvernement de la Généralité. La vie quotidienne des travailleurs était affectée par le coût de la vie, les queues du rationnement et la pénurie de produits de base. En mars et avril 1937 il se produisit nombre d'affrontements, dans diverses localités de Catalogne, entre les militants anarchistes et les forces de la Généralité et du PSUC, parmi lesquels celui qui se déroula à Bellver de Cerdagne. Une lutte sourde commença à opposer, entreprise après entreprise, entre les militants de la CNT, ceux qui voulaient maintenir la collectivisation et leur contrôle ouvrier, et ceux qui soutenaient l'interventionnisme de la Généralité préparée par les décrets de S'Anaro¹.

1. Anna Monjo Omedes, *La CNT durant la II República a Barcelona : lidees, militants, afiliats*. Thèse de doctorat Barcelone, 1994 ; Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil*. Historia d'una empresa catalana collectivizada, Empuries, Barcelona 1986.

Nombre d'assemblées ouvrières eurent à subir dans les usines la présence et la pression des forces de l'ordre public.

En mars 1937, un vaste secteur de militants du POUM manifesta ses protestations devant l'absence de discussion interne et le nouveau report du congrès, déjà reporté à décembre 1936, en février 1937, puis de nouveau à mars. En mars et avril 1937, les réunions hebdomadaires des secrétaires politiques et d'organisation des comités de district, canalisèrent le mécontentement des militants de base. C'est ainsi que le Comité Local de Barcelone, le CL du POUM devint un organisme d'opposition, ferme, à la direction du POUM : le Comité exécutif (CE) et le Comité Central (CC), lequel, outre sa revendication de la convocation du congrès, commença un débat sur le travail politique au front qui rencontra l'opposition des chefs militaires à la formation de cellules parmi les miliciens, et aussi sur la participation du parti à un gouvernement bourgeois, ce qui semblait désavouer la stratégie suivie jusque là par le CE.

Le 13 avril, comme point culminant de ces actions de protestation, produit d'un malaise profond dans la base militante poumiste, fut convoquée une réunion commune du CL de Barcelone et du Comité central, dans laquelle **Josip Marti**, du CL et Josep Rebull, obtinrent l'approbation et la décision de diffuser largement un manifeste du CL de Barcelone, publié dans *La Batalla* du 15 avril sur la crise de la Généralité, qui critiquait la présence du POUM dans ce gouvernement bourgeois et appelait à la formation d'un Front Ouvrier Révolutionnaire qui fasse des Conseils ouvriers des organes de pouvoir.

On annonça aussi la nouvelle convocation du IIe congrès pour le 8 mai, ainsi que d'importantes facilités pour publier et diffuser dans des bulletins intérieurs les contretextes des différentes cellules, opposés aux thèses officielles du CE. Le 16 avril, Nin assista à une réunion du CL de Barcelone dans laquelle il réussit à empêcher la publication d'une brochure contraire à la ligne du parti. Selon Nin, il ne fallait pas parler de soviets mais de gouvernement syndical.

Josip Rebull était secrétaire de la cellule 72 du POUM à Barcelone. Les contrethèses signées par cette cellule (12 militants environ) qui furent publiées dans le *Boletín de discusión del II Congreso del POUM* édité par le comité local de Barcelone, étaient son œuvre et ne faisaient que réunir, approfondir et théoriser les controverses et revendications de la base militante du POUM hostile à la stratégie politique du CE. La raison pour laquelle ces contrethèses

furent signées par la cellule 72, au lieu de Josep Rebull, était due aux exigences du règlement du IIe congrès.

Pendant les Journées de mai, Josep Rebull a été retenu pendant plusieurs jours en otage par une unité stalinienne. Son intervention dans les Journées de mai touchait à trois points importants mais n'appelait pas à prendre le pouvoir les camarades de la CNT, comme on l'affirme dans « **The Spanish Civil War** » dans *Revolutionary History*, vol. 4, car il s'était borné à poser cette question au CE de son parti.

Il s'agissait des trois points suivants ; a) une entrevue entre la cellule 72 et les Amis de Durruti, dans la nuit du 4 mai, dans laquelle on décida de ne prendre aucune initiative, étant donné le caractère minoritaire des deux organisations et parce qu'on considérait que l'action décidée par la CNT serait décisive.

b) une entrevue avec le CE du POUM : Nin, Andrade et Gorkin au cours de laquelle, plan de Barcelone à la main, il démontra que la victoire militaire était certaine si le POUM se décidait à attaquer les bâtiments gouvernementaux du centre de la ville, à quoi il fut répondu qu'il ne s'agissait pas d'une question militaire, mais politique : la prise du pouvoir signifiait la rupture de l'unité antifasciste et elle précipiterait la victoire rapide des armées de Franco.

c) il céda l'imprimerie du POUM aux Amis de Durruti pour le 8 mai afin que ces derniers, désavoués par la CNT, puissent lancer un manifeste qui fasse le bilan des récentes journées de mai.

Les graves événements survenus pendant les Journées de mai à Barcelone du 3 au 8 mai 1937, rendirent impossible la tenue du congrès qui fut de nouveau déplacé, cette fois au 19 juin, en même temps que l'on convoquait une conférence internationale pour le 19 juillet. Face à la répression, contre le POUM, déchaînée le 16 juillet 1937, le parti resserra les rangs et les critiques contre la politique collaborationniste du POUM, étant donné l'impossibilité de convoquer le IIe congrès, se turent provisoirement.

Rebull, par ailleurs, se retrouvait isolé, puisque les autres membres de la cellule 72 ne le suivirent pas sur ses positions. Ainsi, une fois écartée définitivement la possibilité de tenir un congrès du parti, ce qu'on appelait « la gauche » du POUM à Barcelone, au début de 1938, ne comptait qu'un seul militant : Josep Rebull. Pendant l'année de clandestinité qu'il vécut à Barcelone, il occupa alternativement l'étage de Joaquín Maurín dans la rue Padua et

une maison, louée dans la rue Llibreteria. *La Voz Leninista* de février 1938, l'attaqua sévèrement sous la plume de **Munis**, Tout en reconnaissant que ces positions théoriques et sa critique du CE du POUM étaient justes, il ne songea jamais à la rupture organisationnelle. Munis assure qu'il manqua alors de décision pour aller jusqu'au bout de sa cohérence et du courage de rompre avec le POUM et de rallier la IVe Internationale.

Il militait toujours activement dans l'édition et la diffusion de la presse clandestine du POUM — et ce jusqu'en avril 1938 —, ainsi que dans la solidarité et l'aide aux prisonniers, par des visites assidues au ministre de la Justice Irujo pour obtenir le transfert des militants du POUM des Tchékas staliniennes, d'où l'on pouvait disparaître sans laisser de trace, aux prisons républicaines. Mais l'omniprésence de la répression stalinienne contre les militants du POUM et les difficultés croissantes à tromper le service de recrutement militaire le décidèrent à s'engager sous un faux nom à la fin de 1938.

Josep Rebull ne fut jamais gagné au trotskysme. La preuve est qu'il milita au POUM de façon ininterrompue et appartint à son CE en exil jusqu'en 1953, quand il présenta sa démission. L'épisode du Comité de Défense du IIe Congrès du POUM, en juillet 1939, à cheval entre la fin de la guerre civile et la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'il supposât le surgissement d'un groupe bolchevik-léniniste à l'intérieur du POUM, et le fait que Rebull y collabora d'une certaine manière, ne fut pas assez profond ni prolongé pour pouvoir gagner Rebull à la IVe Internationale.

Les thèses défendues par la cellule 72, qu'on ne peut qualifier ni de trotskystes ni de conseillistes, s'insèrent dans la contradiction existante au Comité exécutif du POUM entre la théorie et la pratique, car selon Rebull, le CE du POUM théorisait la formation d'un gouvernement ouvrier et, en même temps, soutenait et renforçait le gouvernement bourgeois de la Généralité.

Au séminaire d'études historiques, commémoratif du 50^e anniversaire de la fondation du POUM, qui s'est tenu à Barcelone à Ca l'Ardiaca, le 27 septembre 1985, **Josep Rebull** intervint dans le débat passionné qui dressait la majorité des militants poumistes qui accusaient, injustement selon moi, **Pierre Broué** (dans un texte d'Ignacio Iglesias qu'a reproduit la Fundacion Andreu Nin : *Los*

Acotaciones para la Historia del POUM, 1989), de donner une vision trotskyste du POUM :

« Broué n'est pas venu ici pour flatter qui que ce soit, mais pour indiquer l'échec du POUM comme organisation révolutionnaire, car, s'il naquit avec beaucoup d'illusions, au fil des années, il se défit, perdant à chaque coin de son histoire des morceaux de son programme ; rien n'est plus têtue que les faits et le POUM en tant que parti révolutionnaire a fait faillite. Je suis d'accord avec l'analyse qu'une organisation révolutionnaire ne peut aller au-delà de ce que permet la situation révolutionnaire et le courage révolutionnaire des masses. Mais le POUM, comme la cellule 72 en son temps, a fait faillite en tant qu'avant-garde révolutionnaire ».

Ces paroles de Josep Rebull résonnèrent comme un coup de heurtoir qui invitait à une critique révolutionnaire des erreurs du POUM pendant la Guerre civile ; pourtant, dans l'in vraisemblable tohu-bohu de cet affrontement personnel passionné entre les vieux militants poumistes favorables ou opposés à l'entrée dans le PSOE, elles furent à peine écoutées et furent ressenties comme un peu excentriques au milieu d'une telle déraison.

La personnalité de Josep Rebull, qui ne renonça jamais à ses critiques de 1936-1937 et la très grande valeur politique de sa pensée se reflètent dans une phrase prononcée dans le cours de son intervention à Ca L'Ardiaca :

« Il aurait été mieux que nous, militants du POUM, soyons exécutés comme **révolutionnaires** devant un peloton d'exécution, que d'avoir été jugés comme **traîtres** à la République ».

Josep Rebull a été pendant quelques mois logé dans la maison de Gaston Davoust dit Chazé. Après l'invasion nazie, il resta deux ans à Marseille, clandestinement, faute de papiers, vivant avec des bordiguistes italiens exilés, d'une solidarité extraordinaire et d'une intransigeance non moindre dans son analyse politique.

Pendant quelques mois, comme tant d'autres exilés de l'extrême-gauche, de toutes nationalités, il travailla à l'usine de confitures Croque-Fruit, dirigée par des trotskystes. Pendant son séjour à Marseille, il a rencontré l'amitié de l'écrivain **Jean Malaquais**, son voisin à Air-Bel. Au printemps de 1943, il commença à participer à la Résistance française, jusqu'à ce qu'il fût arrêté par la Gestapo et enfin libéré en 1944. Dans son long exil français, il survécut comme administrateur d'une petite maison d'édition et journaliste de *Franc-Tireur*, plus tard *Paris-Jour*.

Josep Rebull fut membre du CE du POUM en exil jusqu'au 19 mai 1953, où il présenta sa démission pour des désaccords politiques avec le reste des membres du CE dont il faisait partie¹. Depuis, il continua dans le POUM mais seulement comme militant de base et s'éloigna toujours plus du militantisme actif, bien que toujours intéressé dans l'analyse de l'actualité économique et politique.

Josep Rebull a bénéficié d'une grande longévité. Retiré depuis de nombreuses années à Banyuls-sur-Mer, il est mort nonagénaire, le 22 mai 1999, dans ce beau village de Rosellon.

2. Les exagérations sur Rebull dans les bulletins étrangers

Josep Rebull était fier de ses possibilités de changer ce qui était pour lui une politique stratégique erronée et catastrophique du CE du POUM (Nin, Andrade, Molins, Gorkin, etc.) dans une saine réaction des militants contre cette stratégie et leur adhésion massive à ses positions dans les discussions du IIe congrès.

Les positions politiques de Josep Rebull et sa propre activité militante sont profondément personnelles et originales. Il n'existe aucune preuve rigoureuse et déterminante qu'il faille rechercher sa critique du CE du POUM dans l'influence idéologique d'**Edward Oler** dit *Hugo Oehler* et de **Russell Blackwell**, dit *Rosalio Negrete* ou bien de **Davoust Chazé**, comme s'est acharnée à le pontifier une certaine historiographie anglo-française.

Le POUM était le résultat de la fusion de deux partis en septembre 1935 ; le Bloc Obrer i Camperol de Maurín et la Izquierda Comunista de Espana (ICE) de Nin et Andrade. Josep Rebull avait milité dans le BOC, était un mauriniste convaincu, fidèle disciple de Joaquin Maurín et de son frère David Rey, et ami intime de Manuel Maurín, qui critiquait en Nin ce qui était à ses yeux l'usurpation par la ICE de la direction du POUM.

Il n'était pas le premier cas de militants du BOC plus radicalisés et plus « gauchistes » que ceux de l'ancienne ICE. Il n'y a aucun doute que les critiques de Rebull contre Nin étaient influencées par son « maurinisme », bien qu'il serait sans doute plus précis et approprié d'affirmer que, pour lui, il était impossible

1. Josep Rebull, « Lettre au Comité exécutif du POUM », Paris 19 mai 1953.

d'éviter d'affronter ce qu'il considérait comme un abandon des principes marxistes fondamentaux du POUM par sa direction.

Josep Rebull était le principal point de référence d'Oehler et de Negrete, ainsi que de Chazé, pour le POUM, mais surtout, pour ces groupes étrangers, quant à une « régénération » révolutionnaire du parti. C'était eux qui avaient besoin de croire en l'influence de Rebull dans le POUM, eux qui publiaient dans les bulletins anglais et français les articles de Josep Rebull, eux qui se faisaient des illusions sur les « énormes possibilités » qu'avait la gauche du POUM à Barcelone pour « redresser » le parti.

De fait, quand Josep Rebull découvrit la publication de ses articles dans des bulletins étrangers qui le représentaient comme la gauche révolutionnaire du POUM, capable de « sauver » la révolution espagnole, il ne manqua pas de manifester sa surprise et son opposition, ainsi qu'à ceux qui qualifiaient de « trotskystes » ses positions politiques, et à la manipulation intéressée et démesurée des possibilités réelles d'action. C'est ainsi que Trotsky semble avoir réellement cru que le groupe Rebull se rapprochait du trotskysme, si l'on en croit un texte produit par Broué dans *La Révolution espagnole*, de Trotsky, pp. 297-298.

Il est nécessaire que la critique historique ramène à leur juste proportion les exagérations et attentes démesurées que ces groupes et bulletins trotskystes étrangers, publiés en français et en anglais, ont construit autour de Josep Rebull et de la gauche du POUM à Barcelone pendant la guerre civile. Des attentes que Munis, comme Rebull lui-même, considérait comme infondées.

Car Josep Rebull était secrétaire d'une cellule de 12 membres qu'il contrôlait à peine. Sa plus grande influence politique, avait son fondement dans l'administration de la presse et des publications du POUM et son appartenance au Comité local du POUM dont il n'était même pas secrétaire. Et bien entendu il ne contrôlait pas la majorité des militants du Comité local de Barcelone : semblable affirmation de revues étrangères « proches » de la gauche du POUM et de celle qui devait lui faire plus tard écho sans fondement et sans critique est une exagération démesurée, pour ne pas dire une invention totale.

Cela ne signifie pas qu'il n'avait aucune influence. Si on lit avec attention et soin le Rapport du Comité local de Barcelone sur les Journées de mai 20, on peut apprécier, d'une part, une importante coïncidence avec les contre-thèses

exposées par Rebull et surtout avec l'analyse de son article intitulé « Les Journées de mai », mais avec **une divergence fondamentale** : en mai 1937, comme disait le CE du POUM, le moment n'était pas venu de prendre le pouvoir, comme le lui proposait Josep Rebull.

3. Evaluation de la pensée politique de Josep Rebull sur la Révolution espagnole

Le principal apport théorique de Josep Rebull réside dans son analyse du problème central et fondamental de toute révolution et donc de la Révolution espagnole de 1936 : la question du pouvoir et des organes du pouvoir ouvrier.

En avril 1937, Josep Rebull caractérisait la question de la dualité de pouvoirs établie principalement en Catalogne et moins nettement dans d'autres parties de la zone républicaine, à travers l'insurrection ouvrière de juillet 1936, comme une situation transitoire qui ne dura que quelques semaines. Cette situation de double pouvoir avait déjà disparu selon Josep Rebull, avec la participation de la CNT et du POUM aux institutions bourgeoises, à commencer avec le Conseil de l'Economie au début août.

Aussi Rebull considérait-il, qu'en avril 1938, la dictature du prolétariat et la conquête du pouvoir devaient passer d'abord par le rétablissement d'une situation (perdue) de double pouvoir ?

Josep Rebull fut l'unique militant révolutionnaire espagnol qui, en analysant la Révolution espagnole, établit les énormes limitations et imperfections des organes de pouvoir ouvrier surgis partout en juillet 1936 : les comités.

Et nous trouvons ici la clé des critiques de Josep Rebull au CE du POUM, dans l'analyse erronée de ce CE sur le caractère des comités révolutionnaires surgis en juillet 1936. Pour Rebull, c'étaient des organismes incomplets et imparfaits, incapables de se transformer en authentiques organes de pouvoir ouvrier. Rebull indiquait que ces comités différaient des conseils ouvriers surgis comme organismes du pouvoir ouvrier dans les révolutions prolétariennes d'Allemagne et de Russie, en ce que :

1/ ce n'étaient pas des organes démocratiquement élus dans de grandes assemblées par les travailleurs de base et ainsi indépendants des bureaucraties des syndicats et des partis ;

2/ ce n'étaient pas des organismes unitaires de la classe ouvrière et ils étaient en outre incapables de se coordonner entre eux, de façon à pouvoir créer des organismes supérieurs centralisant le pouvoir ouvrier.

La différenciation opérée par Rebull entre comités et conseils nous paraît fondamentale pour comprendre la révolution de juillet. Nin croyait que le rôle des conseils allemands serait joué en Espagne par les syndicats. La nouveauté de l'analyse était dans le fait qu'il proposait une tactique qu'il considérait comme nécessaire, de partir de ces comités, déficients et imparfaits, surgis en juin, **pour les transformer en conseils ouvriers** démocratiquement élus à la base, coordonnés et centralisés, de façon à pouvoir devenir les organes du pouvoir prolétarien.

Josep Rebull, de façon entièrement opposée aux thèses du CE, niait que les syndicats puissent suppléer les conseils ouvriers comme organes de pouvoir ouvrier. Il critiqua, dans une période de discussion d'avant congrès et un bulletin intérieur de discussion, la direction du POUM parce qu'elle ne lutta pas et encore moins pour la nécessaire transformation de ces comités en organismes élus par la base, en conseils basés sur une large démocratie ouvrière.

Le CE du POUM ne sut pas trouver la solution à cette situation difficile, et, à défaut de l'avoir trouvée, collabora avec la CNT à la liquidation de ces organismes imparfaits de pouvoir ouvrier, liquidant en même temps la situation de dualité de pouvoir en faveur du vieil appareil d'Etat bourgeois, le Gouvernement de la Généralité.

Pour Josep Rebull, tant le POUM que la CNT se convertirent en appendice d'extrême gauche du Front populaire. Après la victoire de l'insurrection révolutionnaire du 19 juillet il ne restait que deux options : l'option révolutionnaire passait par la fortification, le renforcement, la coordination et la centralisation des comités révolutionnaires en tant qu'organes de pouvoir ouvrier, les transformant en conseils ouvriers ; l'option front populaire ou réformiste passait par l'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie républicaine et par conséquent l'affaiblissement, l'isolement et, plus tard, la dissolution de ces comités. Aussi bien la CNT que le POUM optèrent pour l'option réformiste.

Quand Josep Rebull dit que les comités sont des organes bureaucratiques et non démocratiques, il indique que les délégués ne sont pas élus

démocratiquement par la base ouvrière au cours de grandes assemblées, mais nommés par les bureaucraties syndicales ou politiques.

Cela suppose d'une part une séparation entre les comités et la base ouvrière et de l'autre, leur dépendance à l'égard de la bureaucratie. D'où provient aussi leur incapacité à se coordonner entre eux pour créer des organes de classe centralisés et unitaires ; la coordination est faite par les différents partis et syndicats, et la problématique unité ainsi que la centralisation, sur les plans économique, militaire, productif, du ravitaillement, etc.

Cela devient une espèce de casse-tête de parlements multicolores, de toute dimension, des différentes organisations antifascistes, aussi bien ouvrières que bourgeoises et staliniennes.

Selon Rebull, le gouvernement de **Largo Caballero**, malgré son apparence ouvrière et révolutionnaire, reposait sur le vieil appareil d'Etat de la bourgeoisie et avait pour objectif d'absorber toutes les organisations et institutions révolutionnaires pour les neutraliser peu à peu jusqu'au moment où, se sentant assez forte, la fraction bourgeoise de ce gouvernement pourrait les écraser ouvertement. Josep Rebull disait qu'en Allemagne, après la guerre, les conseils ouvriers ont été absorbés par la Constitution de Weimar de la même manière, à la grande satisfaction de la bureaucratie réformiste.

Rebull considérait que les mots d'ordre occasionnellement lancés par la POUM pour la création des conseils d'ouvriers, de paysans et de combattants n'est jamais allée au-delà d'une propagande platonique. Le CE n'a jamais pris de mesures pratiques destinées à la création des conseils dans ses propres milices, permettant au contraire que les commandants de ces dernières s'efforcent d'empêcher toute action en ce sens des miliciens de base.

José Rebull en venait à accuser le CE d'avoir marché dans le sens contraire à la création des conseils comme organes de pouvoir de la révolution, puisqu'en mars 1937, il avait lancé un nouveau mot d'ordre en faveur d'une Assemblée Constituante sur la base de délégations de syndicats ouvriers et paysans avec des délégués du front.

José Rebull affirmait catégoriquement que les syndicats ne pouvaient jouer le rôle de soviets, parce qu'ils n'avaient pas la flexibilité nécessaire comme instruments de la révolution prolétarienne, ni ne pouvaient accepter, enchaînés qu'ils étaient par leurs traditions, la démocratie ouvrière qui était nécessaire pour

que le parti marxiste révolutionnaire puisse conquérir la majorité dans les masses.

Rebull disait pour finir que les syndicats, groupés par industries nationales, constituaient une organisation verticale, tandis que les conseils dans chaque localité étaient essentiellement des organisations de caractère horizontal. Les syndicats, dans une étape révolutionnaire, ne pouvaient être que les organismes de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organismes techniques et administratifs. Josep Rebull affirmait carrément, en opposition totale aux thèses de Nin, que c'était une erreur très grave de donner aux syndicats la fonction d'organes du pouvoir prolétarien.

Josep Rebull constatait en outre le caractère stalinien et réactionnaire de l'UGT, organisation syndicale qui sabotait ouvertement la révolution. Il affirmait donc qu'après la prise du pouvoir, au cas où celle-ci se serait faite sous les mots d'ordre prosyndicaux du POUM, elles ne pourraient d'aucune façon remplir efficacement les fonctions d'un Etat ouvrier.

Josep Rebull repoussait donc la possibilité que les syndicats se changent en organes du pouvoir ouvrier. De la même façon, il refusait que les comités fussent ces organes de pouvoir. Les comités ne sont pas des conseils et, pour cela, se montrent incapables de se coordonner entre eux, de créer des organes supérieurs capables de centraliser, unifier et créer un pouvoir ouvrier face à l'Etat capitaliste.

Rebull allait plus loin encore quand il affirmait que la mission irremplaçable et nécessaire d'un parti révolutionnaire — il affirmait que le POUM ne l'était pas — aurait été précisément d'impulser la transformation des comités en conseils ouvriers. Le POUM, selon lui, fit faillite en tant que parti révolutionnaire et les comités furent incapables de se transformer (par eux-mêmes) en conseils. Ce fut la principale limitation et la cause déterminante de la rapidité de la dégénérescence de la Révolution espagnole qui rendit possible la récupération rapide de l'Etat bourgeois espagnol.

Les contrethèses de Josep Rebull sont sans aucun doute l'analyse marxiste la plus cohérente, rigoureuse, claire et précise qui existe sur la Révolution de 1936. Cette analyse n'est pas le fruit du génie philosophique de l'individu appelé Josep Rebull, frappé par l'inspiration divine, mais de ce que ce dernier a recueilli

et théorisé l'affrontement militant de la base du POUM contre la politique de sa direction, qui a atteint son point culminant en mars et avril 1937.

Dans ces mêmes contrethèses, Rebull annonçait deux semaines à l'avance l'affrontement qui se produirait dans les Journées de mai :

« La classe ouvrière de Catalogne et d'Espagne devrait rapidement choisir entre deux chemins : ou bien être éliminée en tant que facteur politique indépendant ou bien organiser la lutte ouverte, armée, pour le renversement de l'Etat bourgeois qui se consolide un peu plus chaque jour. Pour cette lutte, un nouvel instrument est nécessaire : les conseils d'ouvriers, de paysans et de combattants ».

4. Ni conseillisme, ni trotskysme : la profonde originalité de la thèse de Josep Rebull

Au risque de répéter quelques idées exprimées auparavant je veux insister sur la profonde originalité de la pensée politique de Josep Rebull et surtout sur le gouffre qui les sépare de celles du conseillisme et du trotskysme, que seuls le manque de rigueur ou la mauvaise foi ont pu déformer avec une certaine facilité.

Josep Rebull a défendu en avril-juin de 1937 la création de Conseils ouvriers, et c'est en outre un point fondamental de sa pensée politique et par conséquent de ses critiques de la tactique lancée par le CE du POUM dès juillet 1936.

Ce serait un manque total de rigueur, possible seulement sur la base de l'ignorance ou de la déformation de la définition donnée par Josep Rebull des « comités » et des « conseils ouvriers », que d'affirmer que le mot d'ordre qu'il défendait était totalement utopique, abstrait et irréel, puisqu'il appelle à la formation de conseils ouvriers qui n'existent pas et par conséquent applique à la révolution espagnole les schémas théoriques de la révolution russe, etc.

Josep Rebull dit exactement ceci :

« On entend par Conseil Ouvrier — de fabrique ou d'atelier — la réunion des ouvriers de la fabrique ou de l'atelier en assemblée pour discuter démocratiquement des positions des diverses tendances révolutionnaires face aux problèmes de la révolution, et élire en conséquence les délégués aux congrès des conseils, ou leurs représentants aux conseils supérieurs (conseils de pouvoir local, régional ou national) ; des représentants qui seront les mandataires de la volonté des Conseils de leur usine ou atelier.

On comprend également que le Conseil de Paysans d'une localité est la réunion des paysans locaux en assemblée pour les mêmes fins. Et finalement les conseils de Combattants seraient constitués par les assemblées de compagnie, batterie, escadron. Dans la marine, par unité navale.

Les syndicats seront les organismes de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organismes éminemment techniques et administratifs à la place des entreprises de propriété privée. Ce serait une erreur fondamentale que d'attribuer aux syndicats la représentation du pouvoir prolétarien : a) parce qu'ils ont une organisation verticale, c'est-à-dire par industrie nationale, tandis que les conseils sont dans chaque localité une organisation horizontale qui fait abstraction de la profession de chaque prolétaire, b) Les directions bureaucratiques des syndicats pourraient exercer une influence néfaste sur l'expression de la pensée libre de la base comme c'est le cas en Catalogne avec l'UGT. Dans la mesure où les Conseils se fortifieront, ils en assumeront dans chaque unité ou localité les fonctions de direction accélérant ainsi la décomposition du système qu'essaient de rétablir les réformistes et la petite-bourgeoisie.

4. Campagne d'agitation tendant à séparer les masses travailleuses et combattantes des Gouvernements de Valence et Barcelone, les gagnant à la cause de la révolution socialiste, en leur expliquant le rôle véritable de ces gouvernements défenseurs du capitalisme et ennemis de la révolution prolétarienne ».

Josep Rebull a ensuite distingué avec précision, rigueur et clarté entre comités, conseils ouvriers et syndicats. Ce sont des organes distincts avec des fonctions différentes.

Les syndicats, dans une étape révolutionnaire, seraient les organismes économiques de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organes techniques et administratifs. Mais ils ne pourraient remplir des fonctions de représentativité politique ou des organismes de pouvoir ouvrier. Comme disait avec beaucoup de pédagogie Rebull : « *Ce serait une erreur fondamentale d'attribuer aux syndicats la représentation du pouvoir prolétarien* ».

Les Conseils sont précisément ces organes de pouvoir ouvrier qui, à cause de leur élection démocratique en assemblée, sont indépendants des bureaucraties de syndicats et de partis. Le renforcement des conseils suppose qu'ils assument des fonctions de direction dans chaque localité, accélérant la décomposition du système capitaliste. Ils sont donc antagonistes de l'Etat capitaliste et leur défense est incompatible avec les partis qui participent aux gouvernements de la bourgeoisie.

La divergence fondamentale de Rebull avec les conseillistes a son origine dans l'importance qu'il accorde à cette mission du parti révolutionnaire qu'il considère comme irremplaçable pour la victoire de la révolution parce que la classe ouvrière ne pourrait y arriver spontanément.

Les divergences de Josep Rebull avec les trotskystes sont nombreuses et il suffit de lire le très dur article critique de Munis — à tort ou à raison, incarnation du « trotskysme » en Espagne à cette époque — pour rejeter toute définition ou accusation de « trotskysme ». Mais il faudrait peut-être en mentionner quelques-unes.

En premier lieu, Josep Rebull a appuyé la participation du POUM aux élections de Front Populaire de 1936, et il faut se souvenir que son nom figurait sur les listes de candidats du POUM pour Tarragone.

En second lieu, ce qu'on appelle son « maurinisme » ou son « bloquisme », à savoir la confirmation du caractère révolutionnaire du BOC et du POUM avant juillet 1936. Ce maurinisme serait aussi un formidable vaccin contre ce que Rebull n'a jamais cessé de considérer comme le « sectarisme » trotskyste.

Les thèses « conseillistes » de Rebull elles-mêmes, c'est-à-dire la prise en considération du caractère incomplet et imparfait des comités, et de la nécessité qu'un parti révolutionnaire impulse leur transformation en conseils ouvriers, est une analyse **originale** de Rebull, tout à fait étrangère à Munis et aux trotskystes.

Enfin, la conception propre du combat politique de Josep Rebull, parfaitement conforme à la norme de discussion précongrès au sein du POUM, et totalement étrangère aux conceptions de lutte fractionnelle des trotskystes, comme Munis le lui reproche dans les brutales critiques qu'il lui consacre dans *La Voz Leninista*.

En conclusion, on peut et on doit affirmer la profondeur, la cohérence et l'importance absolues des analyses de Josep Rebull sur la Révolution espagnole dans un moment historique crucial. De la même manière, on doit confirmer et c'est juste, ses très profondes divergences avec les thèses trotskystes ou conseillistes, et donc avec celles du CE du POUM où précisément est née sa critique et son opposition loyale. Par conséquent avec celles du CE du POUM, là où sa critique à son égard et son opposition loyale ont pris naissance. Par conséquent à la profondeur, la cohérence et l'importance de la pensée politique de Josep Rebull, il nous faut ajouter son absolue originalité. Les circonstances

historiques postérieures y ont ajouté, surtout en Espagne, un cinquième qualificatif que ce numéro de *Balance* veut détruire : la fait qu'il est méconnu.

Barcelone, mai 2000.

Boris Karlinsky

Quand la presse russe parle de Trotsky

La presse russe continue à parler de Trotsky au compte-gouttes. Tout en annonçant des nouvelles qui n'en sont pas. Voici un de ces articles, paru dans Nezavisimaia Gazeta du 22 juin 2000.

Pour complaire à Staline, les Britanniques ont refusé le visa à Trotsky

Vladimir Katine

Six décennies après l'assassinat de **Léon Trotsky**, l'intérêt que lui porte l'Occident non seulement ne s'est pas tari, mais tend plutôt à grandir. C'est ainsi que l'historien français **Pierre Broué** a publié chez Fayard une étude monumentale de la vie et l'œuvre de Trotsky, après avoir consacré pratiquement toute son existence à rassembler les éléments de son livre.

Ce n'est pas sa théorie, infirmée dans les faits, de la révolution permanente, qui est à l'origine de l'éveil d'intérêt dont bénéficie Trotsky. On trouve en effet dans ses œuvres une série d'idées particulièrement originales ainsi que des précisions concernant l'Europe qui trouvent aujourd'hui leur confirmation.

Dans son *Histoire de la Révolution russe*, traduite d'ailleurs dans toutes les langues européennes, Trotsky écrivait :

« D'une façon ou d'une autre, le temps aidant, les Etats-Unis d'Europe verront le jour. Ce sera l'un des deux axes selon lesquels sera organisée l'économie mondiale, l'autre étant les USA ».

La biographie de Trotsky est bien connue et on pourrait croire qu'il n'y reste plus de taches blanches. Néanmoins de temps en temps émergent des faits nouveaux.

L'ouverture des archives du ministère britannique des Affaires étrangères a révélé des documents totalement inconnus en leur temps, où apparaît le nom de Trotsky.

Expulsé d'URSS par Staline, il a longtemps erré de par le monde à la recherche d'une terre d'asile à la fois sûre et pas trop éloignée de l'Union soviétique.

Et voilà que nous est ouvert soudain l'accès à un ensemble important de documents de la main de Trotsky : ces demandes de séjour qu'il a adressées au gouvernement britannique. En marge de ces documents figure la mention « refusée », apposée par les représentants de l'Intérieur et des Affaires étrangères de l'époque, donc du gouvernement alors dirigé par le Labour Party.

Ce qui étonne dans cette correspondance, c'est l'insistance de Trotsky qui persiste, malgré quatre refus consécutifs que lui ont opposés les dirigeants anglais, alors que lui-même voyait dans la Grande-Bretagne celui de tous les pays qui lui aurait le mieux convenu.

Les documents déclassifiés nous présentent comme dans un film la séquence répétitive, demande, refus, demande, etc., quatre demandes consécutives entrecoupées d'intervalles d'un an, déposées entre 1929 et 1934.

Les documents ministériels qui les accompagnent dévoilent l'unique raison du refus persistant d'accorder à Trotsky un visa de séjour en Grande-Bretagne : la crainte qu'éprouvait le gouvernement du Labour d'indisposer Staline et de compliquer les rapports avec lui.

L'épais dossier de notes du Ministère des Affaires étrangères qui accompagne les demandes de Trotsky comporte aussi d'autres pièces curieuses, comme les plaidoyers personnels d'écrivains mondialement célèbres, adressés au Premier ministre anglais, par **George Bernard Shaw** ou **H. G. Wells**. Désirant appuyer les démarches de Trotsky en vue d'une autorisation de séjour en Grande-Bretagne, ces deux écrivains faisaient appel au sentiment de justice et recommandaient aux autorités d'accomplir un geste d'humanité.

Le célèbre auteur de science-fiction disait dans sa lettre :

« Léon Trotsky a le droit de se rendre dans ce pays qui, tout au long de son histoire, a su faire preuve d'hospitalité à l'égard de dirigeants politiques qui, s'étant trouvés dans la même situation, avaient fait appel à lui ».

Les démarches successives de ces écrivains célèbres ont été vaines et la même mention laconique a été apposée en marge de leurs missives : « refusé ».

A ce propos il convient d'ajouter que Londres s'est toujours abstenue de quelque démarche que ce soit qui eût pu provoquer un froncement de sourcils chez **Staline**.

Après l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, les Anglais, pour complaire à Staline, lui ont livré de force près de 20 000 prisonniers de guerre soviétiques qui redoutaient de revenir en URSS.

Au cours du siècle écoulé, la diplomatie britannique a accompli des actes dont le souvenir restera à jamais.

Pierre Broué

Témoins et acteurs : camarades français de Trotsky

Yvan Craipeau et Fred Zeller

Ces deux livres¹ ont paru presque coup sur coup, bien que des chapitres de celui de Zeller datent de plusieurs années. Yvan Craipeau et Fred Zeller ont été, tout jeunes, gagnés à Trotsky en même temps qu'à la révolution. Ils ont milité sur des trajectoires peu différentes. Ce sont aujourd'hui des survivants d'une époque ancienne et Craipeau se qualifie de « dinosaure » dans son titre.

A la différence de Jean van Heijneort, l'homme qui a pendant sept ans partagé la vie de Trotsky et consacré un livre à ces quelques années, tous deux racontent aussi **leur vie**. Ce n'est pas un reproche de le relever. Mais cela distend, plus encore chez Craipeau que chez Zeller, le lien politique essentiel qui fit d'eux ce qu'ils sont.

Au lecteur de ne pas le perdre de vue, surtout dans l'autobiographie d'Yvan, sa famille, ses amis, son métier, tous ces détails qui font un livre grouillant de vie

1. Yvan Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste*, l'Harmattan, 1999 ; Fred Zeller, *Témoin du Siècle*, Grasset, 2000.

mais nous donnent parfois le sentiment erroné d'être indiscrets et, même parfois, en tant qu'historien de son époque, de s'être trompé de volume.

Yvan Craipeau et **Fred Zeller** sont nés en 1912, et se sont engagés en politique en 1929, Craipeau directement chez les trotskystes, à l'époque opposition de gauche du PC, Zeller à la SFIO. Tous deux furent en même temps membres des Jeunesses socialistes, de la SFIO, du POI, la section française de la IVe Internationale, et du PCI pendant la guerre et l'immédiat après-guerre.

Premières rencontres de Craipeau dans l'Opposition

Du livre de Craipeau, nous ne retiendrons ni le récit de sa vie personnelle, ni ce qu'il dit de son métier, de ses amours et de sa sexualité, ni même de son esquisse historique du mouvement trotskyste en France qui mérite pourtant un examen sérieux. Nous avons jugé plus utile pour notre revue de relever ses « vignettes », brève caractérisation des personnages que nos lecteurs ont des chances d'avoir rencontrés, ne serait-ce que dans les notes des *Œuvres*.

De ses camarades de khâgne d'Henri IV, il mentionne **André Domercq**, fils d'officier, « *calme et remarquablement équilibré* », le vicomte **Albert Lastérad de Chavigny**, dont l'humour s'accorde au sien, son jumeau **Jean**, étudiant en médecine, **Louis Rigaudias**, avec qui il n'a « *guère d'atomes crochus* ». Parmi les plus anciens qu'il connaît plus tard, il admire **Edouard Labin**, « *son éloquence, son savoir, le dédain dont il m'écrase* » en tant que néophyte. Son grand ami **Jean Atlan**, enfin, « *jeune gars au type méditerranéen, aux longs cheveux noirs, au teint sombre, avec de grands yeux vifs* », futur grand peintre.

Au passage on pourra sourire avec lui de la « perquisition dans son armoire » effectuée aux ordres des staliniens par **Jean Rabaut**, futur historien de Jaurès et des gauchistes.

Au local de La Villette, il rencontre « les leaders » : **Pierre Naville**, « *le théoricien quelque peu distant* », **Gérard Rosenthal**, « *chaleureux et sentimental* », **Raymond Molinier**, « *robuste gaillard, [...] une tornade vivante qu'aucun obstacle n'arrête, surtout aucun obstacle financier* ». Même quand on sait de quoi il s'agit, on est tout de même surpris de cette dernière caractérisation en forme d'insinuation. Mieux vaut dire les choses avec leur exacte dimension. Pourquoi se contente-t-il par ailleurs d'écrire qu'[**Alfred**] **Rosmer** est « *le vétéran* », précisant cependant – ce qui peut avoir plusieurs sens – qu'il paraît

« incroyablement vieux » à ses yeux et ceux de ses camarades. Du « groupe juif » composante capitale de la constellation trotskyste, qu'il appelle « émigrés au deuxième degré », il mentionne **Emile**, « au visage fin et émacié », **Félix**, « plus fruste »¹.

Il manifeste très tôt un vrai penchant pour la bagarre ; souvent l'un des premiers à frapper, il se faisait souvent amocher, mais aimait. On permettra au jeune militant qui le rencontra quelques années plus tard de dire que, ne connaissant à l'époque ni son vrai nom, ni son « pseudo » ou « blase », il l'appelait pour son compte « le boxeur ». Il nous donne de ses bagarres des récits colorés, sentant la poudre et l'enthousiasme juvénile.

Membre du groupe oppositionnel de gauche, et ne pouvant adhérer au PC, il tenta sa chance aux JC. Il n'y traîna pas longtemps après la rentrée de 1931, et fut très rapidement exclu à l'initiative et sur l'insistance – les ordres – de sa responsable de rayon, Danielle Casanova, dont il nous rappelle que le PCF fit, à la Libération, après sa mort en déportation, « la Jeanne d'Arc de notre époque », mais dont il ne dit rien sur ce qu'elle était alors.

Exclu des JC il se lance avec ardeur dans la bataille pour le Front unique. Il rencontre et fait adhérer **Jean van Heijenoort** (et non pas comme il l'écrit Jean Van Heijenoort), taupin à Saint-Louis, « un garçon extraordinaire, long comme un jour sans pain, avec des cheveux en brosse et de grands yeux clairs, gauche et timide, énigmatique, en apparence froid, mais comme brûlant d'un feu intérieur ». Craipeau assure que c'est lui qui fit envoyer van Heijenoort à Trotsky mais van Heijenoort m'a assuré avoir été proposé par Raymond Molinier.

On regrette un peu que, présentant Heijenoort tel qu'il était en 1932, il prenne le droit de le projeter dans l'avenir et d'écrire du garçon qui laissa tout, études, carrière et famille, qu'il avait pour Trotsky « des sentiments complexes où l'admiration se mêlera peu à peu à l'hostilité à l'égard d'un père dominateur et exclusif ». D'abord parce que c'est un anachronisme qui devient ici un procédé blâmable, ensuite parce que les caractéristiques du père qu'il présente n'étaient pas celles de Trotsky avec ses jeunes camarades.

1. Emile était le pseudo d'Elija Rosijansky et Félix de Michel Mazliak.

Combats pour le Front unique

Il consacre des pages passionnantes à la campagne sur l'Allemagne, pour le Front unique ouvrier. De petites erreurs ici ou là. Ainsi mentionne-t-il [**Eugène Devreyer**] en le qualifiant de « *vieux militant* » alors qu'il n'avait que 34 ans. La manifestation contre la politique française en Indochine devant l'Élysée lui permet un bon récit où il ne fait que mentionner **Ta Thu Thau**, fondateur du trotskysme en Indochine, que de toute évidence il ne connut pas ou peu, et son successeur, **René**¹.

Au lycée Chaptal, où il est une sorte de répétiteur, il gagne mais pour peu de temps son collègue **Jean Maitron**. Puis il nous entraîne de nouveau dans la campagne pour le Front unique, les meetings avec JC et JS, la naissance des Jeunesses Léninistes. Nous entrevoyons à ses côtés **Jean Beaussier**, qui vient du PC, **Pietro Tresso (Blasco)** qu'il présente comme « *son ami* ». Vie personnelle et vie politique s'enchevêtrent. Voici **Maria [Rothenberg]**, qu'on appellera sa vie durant **Maria Craipeau**, jeune femme d'une exceptionnelle beauté, juive polonaise avec qui il contracte un mariage « blanc » qui deviendra très vite vrai. Il cite seulement le nom de **Léon Sedov**. Il parle évidemment de Trotsky dont il fut garde du corps/secrétaire à Saint-Palais à l'été 1933, mentionne au passage le nom de **Rudolf Klément [Klement]** assassiné par le GPU et dont on connaît depuis peu les assassins (**Korotkov** et **Taubman**), ce qu'il semble ignorer.

Pour les visiteurs de Trotsky, quelques erreurs : **Fenner Broakway** pour **Fenner Brockway**. Des erreurs aussi sur les noms des localités ou leur cadre géographique. Ainsi il fait de Domène « *un village perché dans les montagnes qui dominant Grenoble* ». A croire qu'il n'y est pas allé, car Domène est dans la vallée de l'Isère, mais il est vrai que Craipeau s'y est rendu dans le coffre fermé d'une auto et qu'il confond peut-être avec St-Pierre de Chartreuse ! En tout cas il n'a oublié ni ses discussions avec Trotsky ni que Trotsky le respectait malgré ses désaccords.

1934 a été marqué par le tournant de « l'entrisme », conçu à Domène. Les trotskystes entrent à la SFIO, leurs jeunes aux jeunesses socialistes. Il nous présente **Robert Bresler**, « *énergique et fort en gueule, petit, gouaillieur, rôleur* »,

1. René était le pseudo de Nguyen van Linh.

David Rousset, responsable des Etudiants socialistes, « *déjà corpulent avec son rire gras et son intelligence* », **Fred Zeller**, « *grand et mince, un peu voûté, à la chevelure romantique [...] la parole facile et un grand rire de gosse* », **Mathias Corvin**, « *d'une laideur sympathique, un gros travailleur qui adore les manœuvres tortueuses* ». Il n'aime toujours pas celui qu'il appelle **Rigal**, **Rigaudias**, « *très intellectuel, qui [...] apparaît surtout comme un théoricien* », **Marcel Hic**, « *calme et paisible [qui] déteste la bagarre, mais, quand c'est nécessaire, s'y engage à fond* ». Il mentionne aussi le lycéen **André Essel** (mais cette fois il ne parle pas de son avenir, qui est de diriger la FNAC). Ce n'est qu'en passant qu'il mentionne la visite des jeunes chefs des Komsomol soviétiques qui décidera les dirigeants des JS de la Seine, dont Zeller, jusque là méfiants à l'égard des trotskystes, à se tourner justement vers les trotskystes. Nous y reviendrons.

Craipeau passe rapidement, sauf pour les vacances et le rôle des Auberges de Jeunesse, sur les années de l'immédiat avant-guerre et même sur 1936. Relevons tout de même sa rencontre avec un ouvrier électricien d'une grande culture et d'une profonde humanité, aimé et respecté de tous ceux qui l'ont connu, **Roland Filiâtre**. Il le gagne au PCI à Conflans Ste-Honorine. Notons aussi qu'il dit que c'est à son initiative qu'a eu lieu en juin 36 une unification éphémère entre les deux groupes, divisés depuis l'exclusion des moliniéristes pour la publication de *La Commune*. Il va, lui, militer au POI.

En 1938, la Gauche de la SFIO qu'animent Marceau Pivert et Daniel Guérin, scissionne et fonde le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan). Trotsky appelle ses camarades du POI à le rejoindre. Craipeau en est partisan, derrière l'homme de Trotsky, **Jean Rous**, dont il écrit qu'il était « *un homme intelligent, cultivé et généreux mais toutes les lignes en lui étaient molles* ». Ces trotskystes-là quitteront le PSOP au moment de la guerre.

La Guerre

Une scission de longue portée passe alors presque inaperçue : **Claire Feygenbaum**, dite **Louise**, compagne de Barta, responsable du secteur est parisien « *déclare à ses ouailles qu'elle n'a plus de contact avec le national, édite son propre bulletin et kidnappe l'organisation comme on vole une voiture* ». C'est le point de départ de LO.

Sur l'été 1940, Craipeau parle de « *situation loufoque ! Vrai ou faux souvenir ? [...] Fred Zeller a pris en mains la direction des opérations. Il a chauffé à blanc nos camarades [...] Puisque la défaite est imminente, la révolution ne l'est pas moins [...] A grand peine, nous douchons l'enthousiasme, expliquons que la défaite ne signifie pas nécessairement la révolution ...* »

Les forces se regroupent ; il a avec lui Marcel Hic, David Rousset, **Paul Parisot**, **Marcel Baufrière**, **Lucienne Abraham (Michèle Mestre)**, **Maurice Laval**, **Emile Guikovaty (Swann)**, le postier **Marcel Gibelin**, **Henri Souzin**. Quant à Jean Rous, suivi par Fred Zeller, il fonde un Mouvement National Révolutionnaire, ce que ses anciens camarades, dit Craipeau, dénoncent alors comme une trahison. Craipeau ne dit pas ce qu'il en pense aujourd'hui...

Les années de guerre enchaînent succès et des revers tragiques : les trotskystes s'implantent dans les Auberges de Jeunesse, mais les Allemands détruisent le groupe *Arbeiter und Soldat*, arrêtent et tuent **Martin Monat**, déportent **David Rousset**, **Roland Filiâtre**, **Marcel Baufrière**, le Roumain **Marcoux (Nicolas Spouber, Neli Grünberg)**.

La conférence européenne de fin janvier 1944, dans un château de **Dalmas de Polignac** voit l'unification des anciens POI (Craipeau) et CCI des ex-moliniéristes. Craipeau, qui dit aujourd'hui qu'il était alors opposé à cette unification, ne s'exprime à aucun moment contre elle dans la conférence et signe la « Déclaration d'Unité ». Mis à l'écart quelque temps à la suite de mesures de précaution, il revient au temps de la Libération.

La grande désillusion

Il a des désaccords profonds dont la justesse frappe aujourd'hui. Avec le dernier éditorial de *La Vérité* du POI, écrit par Marcoux, titré : « *Quand les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* » et avec l'édition de juin de *La Vérité* « *Ils se valent* », renvoyant dos à dos fascistes et démocrates.

Il souhaite que le PCI ne s'enterre pas mais au contraire mène au grand jour une lutte pour sa légalisation et le droit d'avoir son activité. L'occasion, assure-t-il, fut manquée dans les jours même de la Libération. C'est en portant à un imprimeur décidé à faire le journal les 300 000 francs qu'il avait récupérés qu'**Henri Molinier** fut écrasé par une bombe allemande. L'inquiétude des staliniens français de l'ambassadeur d'Union soviétique qui insista auprès de de

Gaulle pour la non-légalisation de *La Vérité*. La frilosité des dirigeants PCI fit le reste.

Craipeau revendique l'appui qu'il apporta à André Essel pour entrer dans les Jeunesses socialistes sous son identité de résistant d'André Dunoyer : il s'y retrouva à la tête d'une fraction qui comprit très vite la majorité de leur bureau national et plusieurs membres adultes de la direction du parti lui-même.

Au congrès du PCI d'octobre 1944, malgré une autocritique de la direction sortante, il refuse d'être candidat à la nouvelle. Le PCI est désormais dirigé par « la tendance Frank », qui lui fait d'importantes concessions et, notamment, officialise, dit-il, « *son rôle de responsable auprès des jeunes socialistes dont la direction [nous] est désormais acquise* ». Elle est soutenue par l'Internationale et son SI, avec Michel Pablo et son représentant à Paris, Patrice, le journaliste **Sherry Mangan**.

Craipeau est retourné dans l'enseignement à Taverny et fait en octobre 1946 une campagne électorale étourdissante aux législatives, échouant de peu avec 14 152 voix. Ses camarades s'organisent dans une fraction qui ne rejettera pas l'appellation que lui donnent les camarades de Frank : « la droite ».

Il revient dans son livre à la méthode des brèves caractérisations, des flashes-portraits, et ce n'est pas encourageant ; avoir dans ses rangs « *de vieux militants, un grand intellectuel, un homme d'action* » ne garantit pas la victoire d'une direction. Or « *Baufrère est un sentimental romantique* », « *Chauvin est resté un adolescent* », « *Demazière affecte un scepticisme [...] qui n'est pas affecté* », « *Parisot est prêt à défendre à une heure d'intervalle des thèses opposées avec la même fougue* », « *Dalmas [m]'inquiétait par son pragmatisme et son cynisme* ».

Pourtant ses proches et lui-même ont jugé excellente pour les trotskystes la situation dans le Parti socialiste confié désormais à **Guy Mollet** « *qu'ils croient de gauche et qui a comme adjoint Yves Dechézelles [...] avec Jean Rous et Suzanne Clair (Charpy), ils constitueront la tête de la fraction trotskyste dans la SFIO* ». Craipeau témoigne :

« Quand je serai secrétaire national du PCI, je présiderai des réunions de fraction avec la totalité de la direction nationale des JS et trois membres – sur, il me semble, une douzaine – de la direction, du PS et avec la totalité de la direction nationale du PS ».

Il évoque le rêve qu'il chérissait :

« Compte tenu des pertes inévitables, nous estimons que le nouveau parti révolutionnaire comptera au moins 10 000 membres. Par rapport aux 1 200 militants du PCI, c'est un changement de qualité ».

Mais il indique aussi le cauchemar qui a mis fin au rêve : la ridicule histoire de la « serviette de Dunoyer », oubliée sur une murette près de chez Craipeau, transmise par la police locale au ministre de l'Intérieur socialiste, l'exclusion de Dunoyer et de tous les membres de la « fraction », la nième crise/débandade.

« Les JS et l'AJS, sans compter les militants communistes qui hésitent [...] encore à franchir un pas : l'unification avec le PCI. Or le seul PCI avec lequel ils sont prêts à s'unir est celui que dirige l'actuelle direction. Ils éprouvent une allergie totale envers nos dogmatiques ; ils n'entendent pas entrer dans une secte ».

Il l'écrit comme il l'a vu :

« Avec l'appui du secrétariat international, les "gauchistes" font le forcing pour arracher la direction au IV^e congrès en novembre 1947. La coalition de toutes les tendances "de gauche" met notre direction en minorité [...] Le congrès affirme bien sa volonté de poursuivre le regroupement révolutionnaire : il est devenu impossible ».

C'est pour Craipeau, « *la débâcle des espoirs* ». Il démissionne du PCI. Nous ne le suivrons pas à la Nouvelle Gauche, au PSU et dans son enseignement en Guadeloupe : ce serait sortir du sujet.



L'autobiographie comparable à celle de Craipeau, Fred Zeller l'a déjà écrite, sous le titre *Trois points, c'est tout*. L'auteur, « *témoin du siècle* », évoque questions et épisodes, cherche à comprendre, analyser et trier le bon grain de l'ivraie pour expliquer, pour éclairer. Le livre a un tout autre ton et pèsera sans doute plus lourd pour le lecteur distancié.

Au nom d'une vie

Soulignons d'abord l'avant-propos où Fred parle au nom de sa génération pour l'expliquer à celles qui l'ont suivie :

« C'est le spectacle de la grande misère humaine et de l'injustice sociale qui aura décidé de la conduite de toute ma vie. Et malgré tant de déceptions supportées, je ne suis jamais revenu sur cet engagement de ma jeunesse. Pour la plupart, nous avons donné notre adhésion au socialisme parce qu'écœurés par la cruauté de la guerre de 14-18 et par haine du capitalisme [...] Dans l'ensemble, nous espérions tous pouvoir participer de notre vivant à l'élaboration d'un monde neuf ».

Il explique la prise de conscience par la jeunesse travailleuse de l'opportunisme parlementaire des chefs socialistes, de leur orientation capitularde, qu'elle partage en Allemagne, face à Hitler, avec le stalinisme. Mais il fait aussi un constat vrai autant que désespérant !

« C'est la raison pour laquelle, après Jaurès et Léon Blum, nous avons rejoint Trotsky et Lénine, passant ainsi au-dessus du stalinisme. Au moment où nous cherchions un support à notre lutte et tournions les yeux vers l'Internationale communiste, celle-ci avait cessé de remplir les grandes tâches historiques qu'elle s'était fixées [...] Il est malhonnête d'attribuer à Marx et Engels la responsabilité des désastres auxquels nous avons assisté. Non seulement la bourgeoisie reproche avec un certain cynisme à Lénine et Trotsky d'avoir entraîné des millions de travailleurs dans une "tragique impasse", mais il nous faut encore lire sur ce sujet d'infâmes articles d'intellectuels ex-staliniens et même socialistes.

Nous avons vécu suffisamment longtemps pour obtenir la confirmation que le choix de notre jeunesse était en partie justifié. Il ne nous avait pas semblé possible que même – et surtout – au nom du socialisme, ou du communisme, on puisse parvenir à renier ce qui était notre raison d'être. Il ne nous a pas semblé d'avantage envisageable [...] d'oser réviser jusqu'à l'Histoire elle-même [...] ou de calomnier des adversaires [...], car je pense que si l'on admet ce choix, il n'y a plus rien sur cette terre qui vaille qu'on y consacre sa vie ».

Nous ne commenterons pas. C'est le bilan de sa vie que fait ci-dessus Fred Zeller. Nous allons relever quelques-unes des expériences qui l'étayent.

Des Jeunesses socialistes au trotskysme

D'abord étudiant socialiste, Fred Zeller, dont la jeunesse a été marquée par l'anticléricalisme et la haine de la guerre, étudiant aux Arts déco, peintre de talent, rejoint les Jeunesses socialistes en plein essor et fait l'expérience des bandes monarchistes et des nervis staliniens. La politique sectaire du PC qu'il appelle « classe contre classe », qui consiste à diviser systématiquement le front des travailleurs en accusant la social-démocratie de devenir fasciste, provoque une grave crise dans le PC. Les militants qui veulent se battre et gagner se tournent vers le maire de St-Denis, Jacques Doriot. Zeller et ses amis socialistes et trotskystes voient que ce dernier a compris la trahison des staliniens et lui dit qu'il faut recréer un parti révolutionnaire ; Doriot lui répond que c'est le travail des jeunes. Doriot finira fasciste, mais Zeller n'a pas oublié.

C'est que les jeunes commencent à se tourner vers les socialistes ; la Fédération de la Seine des JS passe en quelques mois de 100 à 10 000 adhérents. Zeller est élu à la Commission exécutive puis part au service militaire et découvre à son retour une organisation qui a quadruplé ses effectifs, édite l'hebdo *Révolution* entre 15 et 20 000 exemplaires. Ses membres se sont faits connaître en luttant contre les « néos », admirateurs du fascisme qu'ils ont contribué à faire exclure de la SFIO. Ils ont subi l'influence des mots d'ordre des trotskystes qui préconisent le front unique pour l'unité d'action entre PC et SFIO, mais se méfient d'eux à cause des mises en garde des staliniens. Ils essaient surtout à partir de 1934 de secouer le joug de la bureaucratie SFIO et de conquérir leur indépendance.

En fait, il était temps, car ils s'orientaient de plus en plus vers un accord avec les JC contre la volonté de leur propre appareil quand la politique d'unité l'emporte dans les états-majors. L'accord se fait en 1934 entre le PC et de la SFIO. Zeller écrit que ce n'est qu'à ce moment-là que lui et ses camarades commencèrent à réaliser que « *l'unité d'action prise en mains par les directions stalinienne et socialiste était en fait un nœud coulant passé au coup des jeunes et de la gauche socialiste révolutionnaire* ».

Puis il raconte, en une dizaine de pages, la visite que firent à Paris les dirigeants des JC, les Komsomol russes Kossarev et Tchémoudanov, venus faire des offres de services mais en insistant pour une rupture immédiate avec les

trotskyistes et l'abandon total de toute activité antimilitariste, au nom de la défense nationale de la France dans la guerre préparée contre elle et la Russie par l'Allemagne hitlérienne.

Zeller et ses camarades sont surpris et indignés, constatent que les trotskystes qui avaient raison de les mettre en garde contre cette politique de ralliement à l'union sacrée depuis la signature du traité franco-soviétique entre Staline et Pierre Laval. Ils en tirent la conclusion bien simple qu'en dépit de leurs évidents défauts, les trotskystes sont des gens aux idées claires et, à la différence des stalinien, mus seulement par la conscience qu'ils ont des intérêts de leur classe.

Refusant toutes les propositions de compromis ou de carrière qui ne lui manquèrent pas, Zeller garda le cap. Quelques mois plus tard, au congrès de Lille, la fédération de la Seine tout entière, et, un peu plus tard, les trotskystes entrés dans la SFIO furent exclus à l'instigation du secrétaire du parti Paul Faure que Léon Blum couvrit par de grandes phrases. Zeller refusa l'abandon de *Révolution* qu'on exigeait pour prix de sa réintégration avec une muselière. Au cours des mois suivants, il fit le voyage de Norvège jusqu'à Hønefoss, et écrivit le texte reproduit dans le livre « *Le Socialisme menait au Vieux* » que l'on retrouvera dans le livre.

A propos des grèves de juin 1936, de ce soulèvement ouvrier dans lequel Trotsky vit le début de la révolution, Fred Zeller avance une explication du formidable bond en avant des voix du PC, qui inquiète Dimitrov et Staline. Il écrit :

« Pour ma part, j'ai toujours pensé que les travailleurs n'avaient pas oublié la "troisième période : classe contre classe" et le courage des jeunes militants communistes. Au fil des combats de rue contre les forces de l'ordre, dans leur lutte têtue contre la misère, le colonialisme, contre l'armée bourgeoise, ils avaient su imposer confiance. Cette jeunesse avait senti confusément la possibilité d'une revanche sociale ».

Dirigeant de la JS devenue JSR et du POI, récemment fondés, Zeller décrit ce juin des militants inconnus et assure :

« Ce sont bien ces "minorités" trotskystes, pivertistes, anarchistes, communistes fidèles à Lénine, qui ont fourni aux grèves l'essentiel de leurs "cadres" »

Il cite un rapport qu'il fit sur l'Espagne en septembre 1937 où il assurait que les premières grandes victoires des travailleurs espagnols ne venaient pas seulement des armes dont il s'étaient emparés mais des premières conquêtes sociales qu'ils avaient réalisées. C'est dans ce domaine qu'il commet quelques erreurs : Maurín ne fut pas abattu par les staliniens, mais, prisonnier des franquistes, moralement brisé, fut libéré longtemps après et mourut aux Etats-Unis. Andrés Nin ne mourut pas d'une rafale de mitraillette dans la rue, mais aux mains de staliniens des services qui l'avaient enlevé en prison, torturé à mort dans une maison d'Alcalá de Henarès qui appartenait à un couple d'aristocrates espagnols alliés au PC (Constancia de la Mora Maura et Ignacio Hidalgo de Cisneros y López y Montenegro).

La charnière de 1940

Il dresse en grand peintre un tableau de la France de cet été 1940 :

« Le bordel, la gabegie, la mauvaise nourriture, la pétaudière, l'incompétence, le je m'en foutisme [...] régissent en maîtres [...] Tous les cadres traditionnels de la nation – université, magistrature, clergé, armée – et tous les administrateurs participaient à une gigantesque désagrégation matérielle et morale, sociale et politique du pays, tous étaient complices d'un personnel politique corrompu, médiocre, borné, égoïste, sans audace ni grandeur [...] Ils se serraient les coudes pour défendre leurs privilèges. Ils jouissaient de la défaite de la France et de sa maudite République. Tous se mettaient en tête d'administrer à ce pauvre pays et à son peuple déboussolé un "traitement de cheval" ».

On est saisi par ses réflexions sur 1940 :

« Il est minuit dans le siècle.

Le pays où nous sommes nés, où nous nous sommes formés, où nous avons combattu pour des idées généreuses, est aujourd'hui écrasé par une soldatesque étrangère, commandée par des fascistes sans états d'âme ni scrupules. Ces hommes en vert-de-gris, ici, chez nous, sont accueillis et aidés par nos ennemis de toujours, les Versaillais de 1940. [...] Nous aurions dû le sentir plus tôt, le sentiment patriotique qui existait à l'état latent dans le cœur des masses, et nous aurions dû être les premiers à nous soucier d'un véritable intérêt national sans pour autant cesser d'être des internationalistes [...] Du reste, que ce soient Marx, Engels, Jaurès bien sûr, mais aussi Lénine, ils ont tous insisté sur la nécessité de ne pas négliger la question nationale et les problèmes militaires. Or nous nous sommes égarés dans un pacifisme bêlant et un internationalisme abstrait ».

C'est sur cette base, assure-t-il, qu'a été fondé le Mouvement national révolutionnaire et qu'ont été publiés les journaux clandestins *La Révolution française* et *Combat national révolutionnaire*. Unique survivant du MNR, il proteste avec une indignation véhémement contre ce qu'il appelle « le livre assez misérable » de Christophe Bourseiller sur Blondel, qui défend sur le MNR une interprétation proche de celle de Craipeau, mais ne cite pas Craipeau.

En 1944, il entend sans étonnement le général de Gaulle, « *cet homme d'acier qui malheureusement n'est pas de notre paroisse* », s'inquiéter de savoir « où sont les corps constitués », et le bruit selon lequel, apercevant le colonel Rol-Tanguy, membre du PC et ancien Interbrigadiste, venu signer avec lui la capitulation des troupes allemandes, le général Leclerc (Philippe de Hauteclouque) aurait susurré : « *Diable ! La canaille est en armes !* »

Il est peu question ensuite du mouvement trotskyste. On trouve cependant quelques indications sur 1946 :

« Après une dure et longue bataille de tendances au PCI, mes amis Craipeau, Demazière, Parisot, Filiâtre, Guikovaty [Swann], Raphaël [Valensi], Dalmas, ont reconquis la direction du mouvement trotskyste et ont obtenu l'autorisation de faire reparaître leur journal *La Vérité* ; ils me demandent de revenir les soutenir. A nouveau et pour la nième fois, les Jeunesses socialistes flirtent avec la IVe Internationale, et le font savoir dans leur journal *Le Drapeau rouge*.

Bien des réunions de fraction se tiennent chez moi, rue Corvetto. Il y a là André Essel, Max Théret, Robert Pontillon, Roger Fajardie, Marcel Rousseau, le secrétaire général des JS, et Yvan Craipeau, chef du PCI (trotskyste) ».

Vit-on après avoir été trotskyste ?

La suite, et notamment le rôle de Fred Zeller qui fut plus tard Grand Maître du Grand Orient, ne manque pas d'intérêt, pas plus que les coups de projecteur qu'il lance sur le PS avant et sous François Mitterrand, dont il fustige dans une « Lettre ouverte » le régime qu'il a instauré au PS, mais cela sort de notre thème et nous laisserons là ce travail en disant combien il est attachant.

On vit, après avoir été trotskyste et en l'étant encore un peu, au fond. Apparemment sans aucune rancœur personnelle, Fred Zeller s'est efforcé d'être, au moins pour la mémoire collective, un rassembleur de tous ces combattants et son livre doit avoir une place à part chez tout « militant » et « ancien militant »,

comme on dit chez ceux que les modernistes, vieux comme le monde, appellent les « ringards ».

Notes polémiques

Pierre Broué

Notes sur des éléments nouveaux de l'histoire de l'IC

Nadjati Sidqi

Les travaux du colloque de Lausanne sur les Brigades internationales ont fait apparaître le personnage du Palestinien Nadjati Sidqi. Il était cité longuement dans la communication d'A. Benjelloul et *Libé* a publié peu après le colloque une interview d'A. Bensalem où il est question de lui.

Outre le grand intérêt qu'il présente pour l'histoire du PC palestinien, cet ancien employé des Postes, d'abord syndicaliste, puis diplômé de l'Ecole Lénine de Moscou est presque symbolique à lui tout seul du rôle joué en Espagne par le stalinisme.

Il travaillait en 1936 au secrétariat de Manouïlsky quand ce dernier décida de l'envoyer en Espagne afin d'y organiser la fraternisation avec les mercenaires marocains de Franco, les « Maures » qui étaient sa troupe de choc. Il organisa lui-même à Madrid un groupe des « Marocains Amis de l'Espagne » puis un bataillon marocain rattaché au 5^e Régiment et dont l'organisation précéda celle des BI.

Il se heurta tout de suite au PC Espagnol qui désapprouvait ses initiatives en direction des Marocains. Le PC faisait systématiquement fusiller les prisonniers « Maures » et organisa autour de lui un « cercle de sécurité ». Il fut prié de quitter le QG, le jour de l'attaque des Marocains contre la Cité Universitaire car on connaissait, disaient ses accusateurs, ses « liens » avec les Marocains.

Après avoir échoué dans des tentatives plus directes de fraternisation par hauts-parleurs, pour lesquelles il eut, semble-t-il, un certain appui d'un responsable du PCF, il finit par renoncer totalement et partit pour la France afin de financer un nouveau projet : une radio en territoire algérien faisant appel au peuple et aux combattants marocains présents ou à venir.

Les autorités françaises d'Algérie (aux ordres du gouvernement de Front populaire) empêchèrent cette initiative et il repartit donc à Moscou sans avoir rempli une mission qui l'avait enthousiasmé. Il rejoignit alors la masse innombrable des déçus et quitta le PC.

Fort-Whiteman, Lovett (1894-1939)

Ce Noir Américain fut l'un des premiers à rejoindre le CPUS et être choisi, en tant que militant Noir pour être envoyé en 1924 à Moscou afin d'y suivre l'enseignement de l'école Lénine et devenir l'un des dirigeants du CPUS.

A son retour, il fut employé comme permanent pour l'organisation nationale de l'American Negro Labor Congress, qui devait, dans l'esprit des dirigeants du CPUS jouer le rôle d'organisation « de masse » chez les Noirs américains.

Quand, à partir de 1928, le CPUS se lança, sur les directives de Moscou, dans la politique folle des « Etats noirs », dite aux EU, celle de la « Ceinture Noire », il s'y opposa fermement et, à la demande de Moscou, y fut renvoyé. Il épousa une Russe mais se vit refuser dès 1933 la permission de revenir au pays.

En 1936, il fut arrêté, puis déporté à Magadan où il fut condamné à cinq ans de travaux forcés en 1937, à titre du doublement. Il y fit soumis dans une carrière, à un traitement très dur, les policiers l'ayant attribué comme « esclave noir » à des prisonniers de droit commun et il mourut d'épuisement à 44 ans le 13 janvier 1939.

Son sort n'a été connu que très récemment et il n'y a pas eu beaucoup de bruit autour de son destin.

La lettre « de Jacques Duclos » contre Browder

La lettre datée du 19 janvier 1945, signée **Jacques Duclos**, mettant en cause l'auto-dissolution du CPUS et la politique de son dirigeant **Earl Browder**, a été publiée en France et en français par *les Cahiers du Communisme* d'avril 1945.

Or il s'agissait en réalité d'un article de janvier 1945 du Bureau d'information du CC du PCB de janvier 1945, publié et « oublié » dans la revue confidentielle « *The Soviet World* ».

Après une minutieuse comparaison effectuée entre cette copie apparemment initialement identique et les centaines de copies qui ont afflué de partout ensuite, il apparaît que c'est bien ce dernier qui était l'original et a été traduit en français, puis légèrement retouché.

Nous connaissons déjà le cas de l'article de Duclos qui se prononçait dans *l'Humanité* contre la participation des communistes au gouvernement de Léon Blum en 1936, simple copie de la traduction d'une résolution du secrétariat de l'Internationale communiste.

Autrement dit, des faits qui nous montrent que Jacques Duclos était un porte-plume de confiance pour ses patrons de Moscou. Ou un porte-coton, de ceux que fustigeait Molière ?

Michel Wattignies

Terreur rouge et terreur blanche

Finlande 1919

C'est regrettable mais c'est ainsi. Dans le cadre magnifique de Tampere à la fin de juillet, au congrès de spécialistes des pays de l'Est convoqué par l'ICCES, l'absence du généralisateur bondissant, M. **Stéphane Courtois**, n'a pas été ressentie.

Pourtant ce dernier y était invité par la force des choses à une remise en cause de ses postulats et un réexamen de la chronologie qui a vu se déchaîner une période de terreur révélant « la nature criminogène de certains », selon le vocable qu'il affectionne.

Pour lui qui s'est repu d'argumentations à base de Constituante dissoute, la cure aurait été bonne.

La Chambre législative récemment élue en 1917 désigna trois « régents » détenteurs du pouvoir et refusa de reconnaître les autorités révolutionnaires de Petrograd, issues de la révolution. Tandis que le gouvernement bolchevique, lui, reconnaissait l'indépendance de la Finlande.

De l'action comme de l'impuissance des uns et des autres naquit bientôt une dualité de pouvoir : Blancs et Rouges. Les Blancs du Président **Svinhufvud**, les Rouges du Président **Kullervo Manner**, du PS, avec les Gardes civiques

créés dès les grèves du printemps, 40 000 chargés de défendre la propriété et les propriétaires d'une population affamée, et en face, les Gardes rouges, nés des grèves de novembre, de 30 à 60 000, soulevés par la peur qu'ils avaient des premiers.

C'est la bourgeoisie qui, la première, a choisi d'employer force et terreur en déclenchant la guerre civile. Les opérations et la répression seront le fait du lieutenant général Carl Gustav **Emil Mannerheim** (1867-1951). C'est lui qui commence la guerre civile en s'en prenant au « gouvernement révolutionnaire » de **Kullervo Manner** (1880-1936).

Dans le bulletin de l'ICCEES, **Heidi Hekkonen** décrit l'opération menée par Mannerheim, général tsariste, qu'épaulent les officiers du Kaiser comme le colonel **Eduard Ausfeld**, vainqueur de Liège en 1914 ou ceux du roi de Suède comme le comte **Eric von Rosen**, dont les avions arborent la croix gammée.

Les ouvriers sont impuissants devant cette coalition des mercenaires, guerriers professionnels et des voyous qui caractérisera le fascisme.

La bataille décisive se livre à Tampere où les Gardes rouges se sont réfugiés. Le premier jour de l'assaut des Gardes blancs il y a environ 2 000 morts, également partagés. Le lendemain, l'artillerie entre en action La mort du ciel et sur la terre :

« Quand les Blancs viennent finalement à bout de la résistance des gardes rouges dans l'usine de chaussures Attila, le propriétaire dit qu'il y a cinquante soldats rouges cachés au sous-sol. On les aligne contre le mur de l'usine et on les abat [...] La dernière poche de résistance est la tour de la mairie où les ouvrières de l'usine de coton Finlayson toute proche s'emparent des armes de ceux qui ont été tués ou ont lâché pied. »

Bientôt, c'est le débarquement des hommes du général **von der Goltz**, un ancien aide-de-camp du Kaiser : ces soldats de la division *Baltikum*, bêtes de guerre, règlent le sort des Rouges.

Le bilan est atroce. Au total, 7 700 tués au front en deux parts presque égales 7 700 (3 500 Rouges). Officiellement il y a eu 1 600 victimes de la « Terreur rouge », plus de la moitié dans l'affolement initial de la « sortie » des Blancs et plus de 8 000 tués par les Blancs. A Tampere les Gardes civiques ont fait plus de 11 000 prisonniers – qu'on a envoyés dans un « camp » où ils ont péri en quelques jours, de faim, d'épidémies et d'exactions de toute sortes. Pour

ce cas, Seppo Hentilä parle de 18 000 prisonniers dont 15 000 perdirent la vie. A Lahti, on exécute plus de 500 Rouges qui tâchaient de gagner la Russie.

Dans le domaine de la terreur, la supériorité blanche est écrasante, marquée d'une vraie détermination. Le « terrorisme rouge » aurait fait 800 victimes dans les combats des premiers jours pour atteindre 2 600 à la fin de la guerre mais les palmarès des Blancs les éclipsent : 8 000 exécutions sommaires officiellement enregistrées, des massacres indénombrables de prisonniers commencent de Tampere les 500 « Rouges » exécutés à Lahti.

Le coup de grâce fut donné aux Rouges par le Corps Franc allemand du *Baltikum*, commandé par **Rüdiger von der Golz**, junker ancien aide-de-camp du Kaiser, qui prend à revers l'armée des gardes rouges.

Pour nous les choses sont claires : les ouvriers Finlandais ont été écrasés par des forces moindres en nombre soutenues par des guerriers professionnels et de grands moyens matériels, employant systématiquement la terreur. L'historien Franz Borkenau écrira :

« C'est le premier exemple où l'on vit une terreur blanche qui venait quelques centaines de victimes de la classe possédante dans le sang de dizaines de milliers de pauvres ».

C'est peut-être là le secret que M. Stéphane Courtois cherche à dissimuler quand il parle du caractère « criminogène » du communisme. Il faut en effet admettre que tant les conditions objectives – la faiblesse du prolétariat et la pauvreté des paysans – que subjectives – la faiblesse du mouvement socialiste et plus encore de son aile révolutionnaire –, leur incapacité à discipliner le mouvement, ne laissent guère entrevoir une victoire révolutionnaire.

Or la question n'était pas celle de la réaction de défense de la bourgeoisie finlandaise, mais celle des classes dirigeantes européennes venant à son secours en particulier avec leur force militaire, démontrant que l'ère des révolutions commençait par une guerre civile internationale. Cette réaction a été impitoyable.

Elle constituait pour les bolcheviks un avertissement. Lénine l'a compris. D'où ses appels ultérieurs à la répression, à la Terreur rouge. La criminogénie ne se caractérise pas par le seul appel à la Terreur ; si ce dernier n'avait pas été entendu, elle se serait soldée par un suicide collectif, les partisans de Lénine

renonçant ainsi à employer l'arme mortelle dont leurs ennemis les frappaient tous les jours.

Mais bien entendu, ce n'est pas pour Courtois qu'on explique cela, mais pour les naïfs qui pourraient le croire – ce qui risque d'arriver à quiconque ne se sert pas de sa tête.

Documents

Léon Trotsky

Lettre à Bordiga : la situation en Allemagne en octobre 1923

Le 2 mars 1926

Cher camarade Bordiga,

L'exposé des faits que vous m'avez donné repose sans aucun doute sur une série de malentendus évidents qu'on peut sans difficultés dissiper, documents en mains.

1/ Au cours de l'automne 1923, j'ai âprement critiqué le CC dirigé par le camarade Brandler. J'ai plusieurs fois été obligé d'exposer de façon officielle ma préoccupation que ce CC ne soit pas capable de conduire le prolétariat allemand à la conquête du pouvoir. Cette affirmation est enregistrée dans un document officiel du Parti. J'ai eu plusieurs fois l'occasion, en parlant avec Brandler – ou de lui – de dire qu'il n'avait pas compris la spécificité de la situation révolutionnaire, de dire qu'il confondait la révolution avec une insurrection armée, qu'il attendait de façon fataliste le développement des événements au lieu d'aller à leur rencontre, etc.

2/ Il est vrai que je me suis opposé à être mandaté pour travailler avec Brandler et Ruth Fischer, parce que, dans semblable période de lutte à l'intérieur du CC, cela pouvait amener une défaite complète, d'autant que, pour l'essentiel, c'est-à-dire par rapport à la révolution et à ses étapes, la position de Ruth Fischer était pénétrée du même fatalisme social-démocrate : elle n'avait pas compris que, dans une telle période, quelques semaines seulement sont décisives voire pour plusieurs années et même des décennies. J'estimais nécessaire de soutenir le Comité central existant, d'exercer sur lui une pression, de renforcer la fermeté révolutionnaire en mandatant des camarades pour l'assister, etc. Personne ne pensait alors qu'il fût nécessaire de remplacer Brandler et je n'ai pas fait cette proposition.

3/ Quand Brandler, en janvier 1924, est venu à Moscou, et a dit qu'il était plus optimiste quant au développement des événements qu'il ne l'avait été durant ceux de l'automne précédent, il devenu plus clair encore à mes yeux qu'il n'avait pas compris la combinaison particulière de conditions qui créent une situation révolutionnaire. Je lui ai dit qu'il ne savait pas distinguer le devenir de la révolution de son terme : « *A l'automne dernier, la révolution est venue vers vous : vous avez laissé passer le moment. Maintenant la révolution vous tourne le dos ; vous, au contraire, vous croyez qu'elle vient vers vous* ».

Si je craignais plus que tout, à l'automne 1923, que le parti communiste allemand ait laissé passer le moment décisif – comme cela s'est réellement produit après janvier 1924 –, je redoutais que la gauche ne mène une politique comme si l'insurrection armée était encore à l'ordre du jour.

Ainsi que je l'ai expliqué dans une série d'articles et d'exposés, dans lesquels je cherchais à démontrer que la situation révolutionnaire était déjà passée, qu'il y avait inévitablement un reflux de la révolution, que, dans l'avenir immédiat, le parti communiste avait inévitablement perdu de son influence, que la bourgeoisie allait utiliser le reflux de la révolution pour se renforcer économiquement, que le capital américain allait utiliser le reflux de la révolution pour se renforcer économiquement, que le capital américain allait exploiter le renforcement du régime bourgeois pour une large intervention en Europe sous

les mots d'ordre de « normalisation », de « pacifisme », etc. Dans une telle période, je soulignais la perspective révolutionnaire générale en tant que ligne stratégique, pas comme ligne tactique.

4/ J'ai donné par téléphone mon soutien aux thèses de Janvier du camarade Radek. Je n'ai pas pris part à leur rédaction. J'étais malade. J'ai donné ma signature parce qu'elles contenaient l'affirmation que le parti allemand avait laissé passer la situation révolutionnaire et que commençait pour nous en Allemagne une phase favorable, non pour une offensive immédiate mais pour la défense et la préparation. C'était pour moi, alors, l'élément décisif.

5/ L'affirmation que j'aurais faite que le parti allemand n'aurait pas dû conduire le prolétariat à l'insurrection, est entièrement fausse. Ma principale accusation contre le CC de Brandler était en réalité qu'il n'avait pas su suivre pas à pas les événements, ni porter le parti à la tête des masses pour l'insurrection armée des masses populaires dans la période d'août à octobre.

6/ J'ai dit et écrit qu'après que le parti ait, par fatalisme, perdu le rythme des événements, il était trop tard pour donner le signal de l'insurrection armée : les militaires avaient utilisé le temps perdu par la révolution pour occuper les positions importantes et, surtout, il s'était produit une modification dans les masses et une période de reflux commençait. C'est précisément en cela que consiste le caractère spécifique et original de la situation révolutionnaire qui peut en l'espace d'un mois ou deux, se modifier du tout au tout. Ce n'est pas pour rien que Lénine répétait en septembre/octobre 17 : « *Maintenant ou jamais* », c'est-à-dire « *Jamais la même situation révolutionnaire ne se répètera* ».

7/ Si, en janvier 1924, malade, je n'ai pas pris part aux travaux de la Comintern, il est tout à fait exact que j'étais opposé à tout ce que Brandler proposa pour le Comité central [allemand]. Mon opinion était que Brandler avait déjà payé cher l'expérience pratique si nécessaire pour un chef révolutionnaire. En ce sens, j'aurais certainement défendu l'idée que Brandler devait rester membre du Comité central, si je ne m'étais pas trouvé alors hors de Moscou ? De plus je n'avais aucune confiance en Maslow. Sur la base des

entretiens que j'avais eus avec lui, j'estimais qu'il partageait tous les défauts des positions de Brandler par rapport aux problèmes de la révolution, mais qu'il n'avait pas ses qualités, c'est-à-dire le sérieux et la conscience. Indépendamment du fait que je me sois ou non trompé dans cette évaluation de Maslow, cette question était un rapport indirect avec l'évaluation de la situation révolutionnaire de l'automne 1923 – de la modification survenue en novembre-décembre de la même année.

6/ Une des principales expériences de l'insurrection allemande était qu'au moment décisif dont, je l'ai déjà dit, dépendaient pour une longue période, les choix de la révolution, et ce, dans tous les partis communistes, une récurrence social-démocrate était plus ou moins inévitable. Dans notre révolution, cette récurrence, grâce à tout le passé du parti et au rôle sans autre exemple de Lénine fut minime et, malgré tout, à certains moments, le succès du parti sembla mis en question. Il me semblait et il me semble d'autant plus inévitable qu'il y ait de telles récurrences social-démocrates aux moments décisifs, dans les partis communistes européens, plus jeunes et moins trempés. Ce point de vue doit permettre d'évaluer le travail du parti, son expérience, ses offensives, ses retraites à toutes les étapes de la préparation de la conquête du pouvoir. C'est sur la base de cette expérience que l'on peut faire la sélection des cadres dirigeants du parti.

L. Trotsky

Comptes rendus de lecture

Hall Greenland, *The story of Balmain's revolutionary Red Hot. The Life and Time of Nick Origlass.* Wallington Lane Press.

Voici un livre d'une qualité rare. Dommage qu'il ne soit pas d'accès facile en France. Ce n'est pas un biographie mais des séquences de luttes de classe et de vie tout court. Pas le culte d'un chef, des témoignages sur un combattant anguleux autant qu'acharné.

Pas ordinaire le petit Nicolas devenu Nicholas-Mick, l'Italien Origlasso devenu l'Australien Origlass. Né de l'union d'un Italien et d'une Irlandaise, il est fidèle au tempérament national maternel. Paradoxe vivant puisqu'athée, prolo, révolutionnaire dans cette Australie qui se voulait « Israël catholique ».

Le monde, il y entre conscient, c'est celui de la Grande Dépression. Il a 21 ans en 1929 et le chômage cogne dur. Celui que les « Frères », qu'il impressionnait, appelaient « le Professeur », a lancé un avion en papier. Sentence : chômage, car il est jeté de l'école professionnelle pour ce crime.

1929, la même année pour découvrir aussi l'action de masse à Mount-Iso. Dix mois où les prolos ne boivent pas une goutte de bière : trop chère pour leurs salaires ; ils font la grève du gosier. Tous les samedis après-midi, AG au village où l'assemblée des habitants tranche de tout. Action de masse et en plus démocratie.

L'homme est populaire. Grand orateur spontané, c'est un pugiliste entraîné. Son premier adversaire, il le met K. O. Il apprend en même temps les coups de gueule et les coups sur la gueule. En 1943 encore, il met un stalinien KO puis se précipite au tribunal pour témoigner en sa faveur. Y en a qui ne le comprennent pas.

En 1931, long voyage entrecoupé d'arrestations et de séjours en prison ; il n'a ni argent ni billet. Il arrive quand même à Sydney, la ville aux 85% de

chômeurs. Il va au PC mais s'occupe surtout de fonder un grand syndicat unique des chômeurs et fait la rencontre d'un homme de sa trempe, John Sylvester.

En 1933, il en rencontre d'autres, d'abord le professeur **John Anderson**, bête noire de la bourgeoisie. C'est le deuxième tournant de sa vie : Glebe, près de Brisbane, les bagarres de rues, les brutalités policières, les camarades emprisonnés. Le sectarisme du PC, qui isole les combattants, l'enrage : il rejoint le Workers Party (opposition de gauche) une force qu'il unifie lui-même ; faible par le nombre, riche en vaillants. Ici aussi crises, scissions, réunifications etc, on préfère citer ceux qui ont laissé un nom, outre Anderson, **Guido Baracchi**, le premier trotskyste venu en Australie, **Jack Kavanagh** qui fut l'un des premiers communistes en **Amérique du Nord**, **Anatol Kogan**, qui vient de Pétersbourg, **Gil Roper**, ex-conseiller municipal, le métallo **Laurie Short**.

Il est de toutes les batailles, pour le Front unique au début des années 30, contre le Front populaire, les Procès de Moscou et pour la Révolution espagnole en 1936 ; la crise déjà grave en 1939 reprend son élan en 1946. Ils ne sont plus qu'une poignée.

Quand Michel Pablo lance en 1952 la formule de *l'entrisme sui generis* ; Origlass, séduit, entraîne avec lui la majorité de la section australienne : il ressent douloureusement la scission de la IVe. Au risque de blesser les adversaires français de Pablo, je note qu'il semble avoir ignoré jusqu'à leur existence.

Hall Greenland trace un tableau vivant et parfois très drôle des péripéties ultérieures de la crise, vue d'abord du côté de Pablo puis du seul Origlass. A partir du moment où ceux qu'il appelle le trio (Mandel, Maitan et Frank) s'opposent à Pablo, de nouveaux militants sont déposés sur la route à chaque tournant.

Origlass et les siens maintiennent. Ils sont au Labor Party australien. Lui-même est allé en France prendre des contacts. Quand il meurt le 17 mai 1996, il est sourd et aveugle.

Pour qui s'intéresse à l'histoire du mouvement ouvrier en général et du trotskysme en particulier, l'itinéraire de Nick Origlass lui inspirera autant d'admiration que de tristesse : la vie est dure pour les hommes de sa trempe.

[Pour se procurer cet ouvrage : **W. Greenland, 11 Temple Fortune Lane, LONDON NW 11 7UB**. Chèque au nom de Greenland].

Antony Beevor, *Stalingrad, Paris, 1999.*

Ancien officier, le Britannique Antony Beevor, devenu historien, a eu le privilège de consulter tant les archives allemandes que les archives russes, y compris la correspondance de militaires des deux armées jamais parvenue à destination pour cause de décès.

Le mérite de son travail est ainsi d'avoir reconstitué la guerre à Stalingrad, ses conditions, son déroulement, son caractère, à travers des témoignages individuels, parfois même en suivant un acteur sur plusieurs théâtres successifs d'opérations.

Il nous apprend beaucoup sur la plus terrible bataille du siècle écoulé qui en connut tant de sanglantes, atroces boucheries de masse, tout en pénétrant plus profondément que ses prédécesseurs dans la psychologie, l'état d'esprit, la pensée parfois, des combattants.

Ce faisant, il n'est jamais très loin de désigner les responsables véritables et le pur noyau de vérité de cette Deuxième Guerre Mondiale.

C'est qu'il est fort heureusement loin des litanies stupides sur le « totalitarisme » qui présentent cette guerre comme un combat à mort entre jumeaux. Non qu'il ignore le stalinisme, comme le démontrent ses descriptions de Staline terrorisant les meilleurs chefs militaires et de Malenkov dans le même sinistre numéro d'imitation servile. Il n'ignore pas non plus la barbarie hitlérienne et la désigne à travers les scènes où l'on voit se décider les exécutions de masse.

Certaines de ses découvertes auraient pu l'inciter à tracer le signe « = », comme Stéphane Courtois, entre communisme et nazisme. Par exemple la confirmation de ce dont on se doutait, à savoir la présence de la NKVD dans l'arrière immédiat, sa machine de mort tournée contre les soldats russes : 13 500 victimes officielles de la police de Béria, des services spéciaux, pour cette seule bataille, soit l'équivalent d'une division.

C'est pourtant sans doute sous la pression de l'histoire occidentale traditionnelle qu'il écrit :

« L'invasion de l'Union soviétique avait forcé les Russes à défendre le stalinisme et maintenant, la menace de la défaite et de ses conséquences contraignait les Allemands à défendre le régime hitlérien ».

Ce qui peut apparaître comme sa conclusion nous paraît cependant une remarque qui introduit le processus de conclusion par la notation d'une double absurdité. Il lui manque seulement un tout petit élément dialectique qui permet de comprendre qu'il s'agit ici de symétrie plus que d'identité.

Que l'armée allemande et particulièrement ses chefs (dont on nous assure d'ailleurs depuis quelque temps qu'ils ont été les seuls « résistants »), et avec eux une partie du peuple muselé, dopé de nationalisme, aient défendu le nazisme et leur « Führer » contre les « bolcheviks » ne fait aucun doute, mais Beevor oppose sur cette question à une généralisation schématique des exemples et des arguments forts.

D'une part il cite des faits concernant les tentatives de résistance dans la Wehrmacht, comme ce tract appelant à former des « comités de soldats » trouvé sur un soldat mort, et qu'il attribue sans donner d'argument, au *parti* communiste, le fait que nombre de soldats allemands allaient au combat, au sens propre comme au figuré, le revolver sur la nuque – et, tout au long de la guerre, l'accession à la conscience de sa nature qui transforma tant des hommes dont elle était le métier, montre clairement que les « bolcheviks » n'étaient des ennemis aux yeux de millions d'Allemands, que parce qu'ils étaient chargés des pires crimes par la propagande nazie.

Ajoutons que Staline et les siens ont jusqu'au bout œuvré pour lier pieds et poings les soldats allemands aux chefs nazis. Les appels au massacre, « Tuez, tuez », d'un Ilya Ehrenburg, les déclarations des Alliés sur « la capitulation sans conditions », exigence de Staline, tout cela a contribué à livrer à Hitler les combattants et le peuple allemand en leur fermant toute issue. Beevor en a conscience qui écrit sans toutefois souligner la pression de Staline :

« Roosevelt et Churchill avaient proclamé à Casablanca leur intention de combattre jusqu'à la reddition sans condition des pays de l'Axe. Cela renforçait considérablement la position de Goebbels ».

Du côté des soldats russes, les choses sont différentes ; le lien dialectique avec l'adversaire est tout autre, mais, du fait de la politique des dirigeants, aboutit au même résultat. Alors que la guerre renforçait en face le pouvoir

d'Hitler, ici, elle affaiblit le stalinisme. Parlant des nouvelles recrues et de leur surprise devant les expressions *politiques* (c'est moi qui souligne, PB) qu'ils rencontrent chez les anciens, Antony Beevor écrit :

« Bien des vétérans s'exprimaient d'une façon qui conduisait les nouveaux à regarder autour d'eux avec effarement. Ils proclamaient sans se gêner qu'après la terrible expérience de ce genre, beaucoup de choses devraient changer, que la condition de ceux qui travaillaient dans les usines ou dans les fermes collectives devrait être améliorée et que les privilèges de la nomenklatura devraient être réduits ».

Cela signifie que les soldats survivants ont fait une expérience qui les a dressés contre le stalinisme. Beevor l'a bien vu et ajoute :

« Le danger revint dans la zone du front au moment de l'avance de l'Armée rouge en Allemagne [...] Les services spéciaux du NKVD se hâtèrent de réimposer la terreur stalinienne ».

Nous sommes en revanche plus réservés à l'égard de sa croyance dans le « patriotisme viscéral » des soldats rouges. Les images ne manquent pas des soldats se rendant au cours des premières semaines ou de populations acclamant ceux qu'elles prenaient pour des « libérateurs ». Ces illusions-là se sont rapidement dissipées. Il reste qu'au sommet, des renégats, qui se recrutent dans la haute bureaucratie, vont tenter leur chance avec le nazisme et c'est là l'une des dimensions de l'affaire de « l'armée Vlassov », l'autre étant que les prisonniers mourant comme des mouches dans les camps, certains se sont engagés pour survivre. Les commissaires politiques ont beau prêcher le patriotisme le plus pur et le plus viscéral, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont haïs par les officiers et les hommes en tant que représentants du parti.

De façon générale d'ailleurs, au fur et à mesure que l'armée allemande pénètre en Russie, grandit la haine d'un « envahisseur » qui se livre à des pillages et tueries et, comme le lui ont demandé ses chefs, s'efforce de régler le problème du « surplus de population » dans un pays qui va devenir une simple colonie, sans villes importantes.

Le livre d'A. Beevor est un livre politique et un monument d'histoire militaire. L'histoire de l'opération Uranus, à partir de la percée soviétique du 18 novembre 1943 est un modèle du genre épique en histoire contemporaine qui prend le lecteur à la gorge. Les acteurs ne sont pas informés mais leurs chefs ne s'en soucient pas.

Quand la 6^e Armée allemande du général Paulus est encerclée, le monde va l'ignorer quelque temps encore. L'auteur nous montre la vie dans les rangs soviétiques, les défenseurs de Stalingrad dans leurs bunker, des restes d'usines, livrant aux soldats allemands « *une guerre de rats* » dans des sous-sols qu'ils connaissent bien, souvent la rue d'autrefois.

L'agonie sur place de la 6^e Armée est un spectacle cauchemardesque. La reddition de Paulus ne pouvait pas être mieux montrée sans doute que par un militaire de carrière qui connaît et comprend les sentiments du vaincu.

Pour en revenir au thème qui a accaparé notre attention au long de ce compte rendu, c'est une nouvelle étape de la lutte de Staline contre le peuple qui commence avec la fin de la guerre : arrestation en tout premier des anciens prisonniers de guerre, *a priori* suspects de trahison, de ceux qui ont combattu dans des formations de Partisans sans y avoir été affectés par le Parti ou le NKVD, arrestation de tous les suspects de tiédeur – et ils sont légion parmi les anciens soldats.

Pendant ce temps, l'Occident célébrait le chef politique et militaire de cette précieuse puissance alliée, le « maréchal Staline », et participait à son culte, le plus souvent à partir de la bataille de Stalingrad.

Merci donc à Antony Beevor pour le travail de salubrité qu'il a accompli.

P. B.

Eric J. Hobsbawm, *L'Age des Extrêmes : Histoire du Court XXe siècle*, Paris 1999, *Le Monde diplomatique*.

On se souvient que *Le Monde diplomatique* avait pris l'initiative d'assurer, en association avec un éditeur belge, la traduction et l'édition de l'ouvrage d'Eric Hobsbawm, *Age of Extremes : The Short Twentieth Century 1914-1999*, paru en Grande-Bretagne en 1994. Il semble que cet ouvrage ait eu quelques difficultés à voir le jour en français.

Bien que son titre ne soit pas dépourvu d'ambiguïté, la lecture de l'ouvrage, en dépit de sa longueur (870 pages), n'a pas déçu notre curiosité.

Notre attention a cependant été plutôt retenue par le chapitre sur *L'âge d'or*, qui nous paraît presque contenir la richesse des autres.

On s'en doutait. *L'âge d'or* désigne « les trente glorieuses » et l'auteur le situe entre 1950 et 1973. Sur le pourquoi du phénomène, ses raisons intrinsèques, l'auteur se montre prudent :

« Il n'y a pas d'explications réellement satisfaisantes de ce "Grand Bond en Avant" de l'économie capitaliste mondiale », nous dit-il. (p. 355).

On évoque certes les ondes longues de Kondratiev – sous-entendu la dynamique historique, objective – mais les causes profondes seraient encore plus obscures. L'auteur se contente de ne rappeler qu'une période d'expansion analogue, dite « victorienne » qui se situerait dans la deuxième moitié du XIXe.

En revanche les implications humaines de « l'âge d'or » retiennent toute son attention.

Les protagonistes de cette séquence du court XXe, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, avaient en mémoire les suites de la Première – les débats économiques affectant tous les pays belligérants, en particulier l'Allemagne, notamment les suites des destructions de la guerre et les réparations.

Les conséquences socio-politiques énormes, créées par la pénurie, mais aussi par la déstabilisation du pouvoir des classes dominantes. Et si l'ombre du bolchevisme n'était apparue en Europe qu'à la fin de la Première Guerre, cette fois, le syndrome du communisme représenté par Staline et l'Armée rouge paraissait à tous encore menaçant. L'autre hantise, qui pesait lourd sur la mémoire des classes dirigeantes, était la crise économique et financière de 1929. Quelle que fût l'interprétation de ses causes, la concurrence sans limites régnant sur les marchés était qualifiée de fléau à surveiller de près et contrôler.

Quatre éléments semblent clairs :

Premièrement, la catastrophe entre les deux guerres était largement due à l'effondrement du système commercial et financier et à la fragmentation ultérieure du monde en économies nationales.

Deuxièmement, si le système mondial avait jadis été stabilisé par l'hégémonie de l'économie britannique et de sa devise, la livre sterling, entre les deux guerres, celles-ci n'étaient pas assez fortes pour supporter cette charge qui ne pouvait l'être que par les Etats-Unis et le dollar.

Troisièmement, la Grande Crise provenait de l'échec d'un marché de concurrence sans restrictions. Aussi convenait-il de l'encadrer par la planification publique et la gestion de l'économie.

Quatrièmement, pour des raisons tant politiques que sociales, il n'était pas question de laisser le chômage revêtir à nouveau un caractère massif.

Donc la nécessité d'endiguer le chômage et d'assurer le plein emploi exigeaient une forte présence des pouvoirs publics pour en encadrer l'économie : le fameux « dirigisme » rendait le plan populaire et ouvrait la voie vers des économies mixtes.

Or voici comment Hobsbawm commente les idées de planification de l'économie dans laquelle le gouvernement français s'était engagé dès 1946, bien que d'une façon édulcorée, sous la forme d'une « planification indicative » :

« Cette adaptation des idées soviétiques à une économie mixte de type capitaliste a dû avoir un certain effet puisque, entre 1950 et 1979, la France, jusque là synonyme de retard économique, rattrapa la productivité américaine avec plus de succès qu'aucun autre des grands pays industriels, plus encore que l'Allemagne (Maddison, 1982, p. 46) » (p. 362).

Il faut pourtant nous résigner à laisser les économistes, tribu naturellement querelleuse, débattre de mérites et de démérites ou de l'efficacité des diverses politiques pour la plupart associées au nom de Keynes, mort en 1946. Pour l'auteur, ce qui importe, c'est de connaître le rythme de croissance « explosif ». La production mondiale des produits manufacturés quadrupla entre 1950 et 1970 ; la courbe du commerce mondial monta de façon encore plus saisissante, puisque celui-ci décupla son volume ; non moins impressionnante fut la croissance de la production agricole, bien que sur un rythme moins soutenu.

Bien entendu, une pareille exploitation de la nature devait provoquer une pollution et une dégradation colossales, mais à l'époque où cela se produisit, on en parla beaucoup moins. De même, on s'employa à détruire des centre-villes afin de les développer. Il y eut même destruction de cités médiévales comme Manchester ou des capitales coloniales comme Lima.

Quant à l'exploitation de la production d'automobiles, son âge avait commencé de longue date aux USA mais, après la guerre, il gagna l'Europe, puis, plus modestement, le « monde socialiste » et les classes moyennes latino-américaines.

L'auteur, un peu trop sensible aux chiffres, célèbre ensuite la société d'abondance d'Occident, visible par la multiplication des voitures privées, de 469 000 en 1938 à 15 millions en 1975 en Italie (Rostow, 1976, p. 12). A présent que les dégâts sont beaucoup plus manifestes, on est à même d'évaluer mieux que l'auteur ne l'avait fait, le revers de la médaille de l'individualisation à outrance que représentait l'essor de la production des produits chimiques et pharmaceutiques qui « *commencèrent à transformer le monde presque aussitôt après la guerre et dont l'impact sur la démographie du Tiers-Monde fut immédiat* ».

Aussitôt après la guerre, signale l'auteur, furent créés la Banque mondiale (BIRD), le Fonds Monétaire International (FMI) et le GATT, structure visant à réduire les barrières commerciales par des négociations périodiques. On sait l'ampleur que devaient prendre par la suite ces institutions internationales, mais qui furent en fait subordonnées à la politique américaine.

Les résultats de cette subordination ont certes été à même de servir l'essor de « l'âge d'or » du début de ce demi-siècle jusqu'à sa fin, mais nous sommes bien placés pour apprécier le revers de la médaille, les effets néfastes et pervers du marché « globalisé ».

Non moins intéressé fut le fameux Plan Marshall... dont « les immenses largesses » ont certainement aidé à la « *modernisation des bénéficiaires qui voulurent bien s'en servir à cette fin – l'Autriche et la France le firent systématiquement – et l'aide américaine contribua de manière décisive à accélérer la transformation de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon* » (p. 364).

De sorte que le plan Marshall s'avéra un excellent moyen de guerre économique et de guerre froide ; les USA s'engagèrent à doper l'économie japonaise pour qu'elle puisse servir de bouclier dans la guerre de Corée et plus tard dans la guerre du Vietnam. C'est là qu'il faut chercher les causes du « miracle japonais » d'après-guerre. Notons que ce fut une revanche de l'homme d'Etat américain, puisque, envoyé une première fois par Truman en Chine pour venir en aide à Tchiang Kai-chek, Marshall demeura impuissant face à la foudroyante avancée de l'armée de Mao. E. Hobsbawm est souvent tenté d'utiliser le défi comme outil d'analyse. L'effet de stimulant symbolique et psychologique peut être aussi puissant qu'un processus physique ou une cause matérielle. Ainsi l'effet du fascisme sur la Russie de Staline aurait fabriqué un

belligérant et une Armée rouge aptes à vaincre la Wehrmacht. D'autre part, la peur du communisme fut telle que l'effet produit força le capitalisme à se réformer et, à travers l'Etat-Providence, à redistribuer une part des profits sous diverses formes.

Un autre événement que l'historien attribue à l'âge d'or est l'immense exode, des campagnes vers les villes, des régions élevées au sol pauvre vers les plaines. Ainsi, les paysans des régions pauvres d'Italie du Sud ont émigré en masse vers les régions industrielles du Nord-Lombardie et de Padanie. Le même phénomène, avec autant d'ampleur, s'est produit à la même époque, et pour des raisons socio-économiques semblables, en Europe de l'Est. Globalement, au début des années 1970, les pays européens développés avaient accueilli près de sept millions et demi d'immigrés (p. 366).

De manière générale, s'agissant des pays concernés par l'âge d'or, ceux-ci faisaient, d'après l'auteur, l'objet d'un consensus tacite entre le patronat et les principaux syndicats. Il s'agissait pour ces derniers de veiller à ce que les revendications des salariés restent dans des limites à des taux d'exploitation supportables, afin de ménager des profits suffisamment importants pour justifier des investissements permettant une croissance de la productivité propre à l'âge d'or. La paix sociale ainsi obtenue permettait la prévisibilité, ce qui facilitait la planification. Ainsi M. Hobsbawm réitère-t-il donc sa définition de l'âge d'or comme une application des théories de Keynes, faisant reculer le libéralisme par le plein emploi, impliquant la « gauche modérée » et les syndicats « consensuels ». Rappelons qu'il situe sa fin aux environs de 1960. Mais, si, comme le signale l'auteur, les économistes ont prévu cette fin, lui n'a pas davantage expliqué comment cette fin arriva. Il dit tout juste : « *Ce fut la fin d'une ère ; 1973 inaugura de nouveau un âge de crise* ».

Et d'enchaîner une suite de causes à effets qui cherche les racines d'événements présents. Ainsi, la Russie de Staline tient de la révolution bolchevique. Et si le système économique improvisé par Staline, se présenta comme une solution de rechange au capitalisme, c'est la crise de 1929 qui lui donna cette image.

Cette séquence, l'historien l'achève comme suit :

« C'est l'un des paradoxes de cet étrange siècle : le résultat le plus durable de la révolution d'Octobre dont l'objet était le renversement mondial du capitalisme, fut

de sauver son adversaire, dans la guerre comme dans la paix, en l'incitant, après la Seconde Guerre mondiale, à se réformer par peur. Le communisme rendit en effet la planification économique populaire dans le monde capitaliste, en même temps qu'elle lui donna quelques procédures pour se réformer » (p. 27).

Et s'il y eut rebondissement de la révolution en-dehors de son aire d'origine,

« l'impact majeur et durable des régimes inspirés par la révolution d'Octobre fut un puissant accélérateur de la modernisation des pays agraires et arriérés » (p. 29),

M. Hobsbawm d'achever :

« L'âge d'or a perdu sa dorure. Il n'en avait pas moins inspiré et largement accompli la révolution des affaires humaines la plus spectaculaire, rapide et profonde de toute l'histoire » (p. 378).

Conclusion un peu flatteuse et quelque peu dithyrambique. Surtout, s'il fallait situer cet âge d'or dans le temps long, l'auteur nous annonce que le capitalisme de ce temps-là a été réformé. C'est exact, mais cela n'a pas duré longtemps. A présent le capitalisme nous revient tel qu'il n'aurait pas surpris Marx ; il est vrai que ce capitalisme est présent « globalement ».

Or, tirant la leçon des causes de la Première Guerre mondiale, Trotsky avait déjà dit de façon imagée et métaphorique qu'elles résidaient dans la révolte des forces productives contre les frontières nationales. L'autre leçon, positive celle-là, proclamée peu de temps après, disait que l'on ne pouvait pas construire le socialisme dans un seul pays. On veut bien convenir que toutes les précisions du prophète ne se sont pas réalisées, mais il n'en est pas moins vrai que M. Hobsbawm a été particulièrement injuste envers Trotsky, en l'ignorant complètement.

Malgré cela, il faut lire *L'âge des extrêmes*. Il rappelle des faits qu'il ne faut pas oublier, si l'on ne veut pas que le fossé entre générations se creuse, surtout au moment où l'on dit n'importe quoi sur « l'illusion » ou la « légende du siècle » (*Rouge*, janvier 2000).

Tico Jossifort

Courrier

Paris, le 3 septembre 2000

A l'attention de Pierre Broué

Cher camarade,

Je t'écris à propos de la lettre ouverte adressée au directeur d'*Historia*, Alexandre Adler, et publiée dans la dernière livraison des CLT (p. 121-123) que je lis toujours avec très grand intérêt et dont je tiens à souligner ici la très haute tenue et le caractère selon moi irremplaçable dans le panorama affligeant qu'offrent les prétendus spécialistes de l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier et révolutionnaire (voir à titre d'exemple l'article de Stéphane Courtois sur l'assassinat de Trotsky dans la dernière livraison de « L'Histoire »).

Je tiens à dire tout d'abord que si je ne connais pas personnellement Alexandre Adler, j'ai eu néanmoins l'occasion de le croiser à plusieurs reprises à la fin des années soixante-dix, alors que je militais comme lui à l'époque au PCF.

Tu te souviens sans doute, car tu étais alors, je crois, l'un des dirigeants de l'OCI, de la lamentable opération lancée alors par ce parti autour de l'ouvrage collectif *L'URSS et nous* destinée à rendre crédible la très fugace tentation « euro-communiste » de la direction du PCF engagée dans ce que je serais tenté de qualifier de « phase déstalinisatrice de la contre-révolution stalinienne ».

Ce livre qui, fait absolument inédit, avait fait l'objet d'un communiqué officiel du BP en approuvant officiellement le contenu, n'était en fait qu'un tissu de banalités anti-marxistes qui, loin de faire le bilan critique de la politique suivie depuis 1924 par la direction stalinienne et bureaucratique, visait purement et simplement à faire l'impasse sur les racines profondes de l'implication du PCF dans cette dérive, croyant s'acquitter des erreurs et des crimes commis et couverts par une allégeance fondamentale à l'idéologie social-démocrate et

bourgeoise sur les questions de la révolution, de la démocratie ouvrière et de la construction de l'Etat ouvrier. Je me souviens qu'à l'époque, la direction du PCF avait organisé une série de conférences-débats destinés aux militants de base et à laquelle assistait un des co-auteurs du livre flanqué d'un dirigeant local ou national.

Dans mon quartier (le XI^e arrondissement de Paris), ce fut A. Adler qui fut chargé de nous apporter la « bonne » parole et il était accompagné pour ce faire de Jacques Chambaz (alors membre du BP et responsable aux « intellectuels » comme on disait à l'époque).

J'avais pour ma part préparé avec quelques camarades une intervention écrite relevant quelques unes des absurdités contenues selon nous dans cet ouvrage qu'on nous présentait pourtant comme le *nec plus ultra* de la réflexion et de l'analyse politiques.

Eh bien, tu ne seras pas surpris d'apprendre que je ne pus évidemment aller au-delà de deux ou trois minutes d'intervention et que le plus véhément pourfendeur de ce crime de lèse-majesté consistant pour un militant à contester le contenu d'un livre qui n'était pourtant le fruit d'aucune décision statutaire du parti, mais simplement une initiative éditoriale fortement encouragée et voulue par sa direction (plus exactement par une partie de la direction, comme la suite des événements le montrera), fut précisément ce grand démocrate et paladin des droits de l'homme qui nous abreuve dans tous les médias à la mode de ses « analyses » (sur le sérieux desquels tu as mille fois raison de t'interroger) sur l'esprit républicain, la défense des libertés et du droit de parole régnant dans nos « belles » démocraties occidentales malheureusement cernées par un monde obscur, inquiétant et barbare : j'ai nommé M. Alexandre Adler, historien et journaliste comme il s'auto-proclame lui-même pompeusement.

Puis, le temps a passé : je quittai le PCF en 1981 et devint sympathisant de LO.

Adler, lui, pontifiait de plus en plus fréquemment ici et là et on comprenait qu'il avait dû à un certain moment rompre avec le PCF (j'avoue ignorer la date exacte, qui importe peu à mon propos d'ailleurs) et s'était reconverti à la discipline qui faisait fureur alors dans les salons, les salles de rédaction et quelques universités : la soviétologie bourgeoise.

Surpassant avec un aplomb proprement incroyable ses concurrents dans le domaine, notre historien-journaliste multipliait alors les prédictions ou les indiscretions les plus extravagantes, donnant vraiment l'impression qu'il campait sous la table des réunions du BP vieillissant du défunt PCUS.

Tout cela était bien sûr risible et très commun dans un milieu où la charlatanerie et l'esbrouffe deviennent vite fond de commerce, mais même dans une telle compagnie, A. A. parvenait à se distinguer en faisant toujours plus fort dans ce qu'il devait prendre peut-être pour de l'audace intellectuelle. Lors d'une réunion publique organisée à Saint-Denis par la LCR au début des années 1990, je l'ai entendu en effet se définir comme boukharinien tout en prononçant un vibrant plaidoyer pour Teng Tsiao Ping et la bureaucratie chinoise (c'est d'ailleurs une constante chez lui que de minimiser les violations de la démocratie en Chine au nom d'une « real-politik » gaullo-chevènementiste-séguiniste dont il nourrit sans doute l'illusion d'être le génial inventeur).

Mais il y a plus grave.

Dans ses éditoriaux de *Courrier International*, ce sinistre personnage, dans son enflure narcissique et sa frénésie de surpasser ses concurrents et rivaux du petit cénacle universitaire et médiatique qui occupe les colonnes du *Monde* et d'un certain nombre d'autres publications et qui monopolise l'attention des maisons d'édition, ne recule pas parfois devant la pure et simple ignominie, qui devrait à mon sens relever du délit de propos racistes.

Que penser par exemple de ces propos infâmes sur la guerre des Balkans contenus dans un éditorial de *Courrier International* (n° 250 du 23 août 1995), évoquant en ces termes le mitraillage de civils serbes par des troupes croates :

« *On s'aperçoit enfin, non pas que les Serbes sont des victimes – l'atrocité de leurs méthodes de guerre **interdit toute compassion pour leurs civils**¹ – mais que tous les camps sont armés de la même frénésie xénophobe* ».

ou encore de cette analyse très « tendance » (à l'heure où l'on nous rebat les oreilles du matin au soir sur le prétendu courage de Chevènement, ex-premier flic de France et expulseur de sans-papiers), visant à minimiser la politique de terreur des assassins de la Place Tian 'anmen, au nom, comme d'habitude, des

1. C'est nous qui soulignons.

intérêts supérieurs de l'Occident, de la France et d'autres billevesées souverainistes :

*« La faiblesse parfois pathétique des vieillards quelque peu obstinés, mais point du tout hostiles par principe à l'Occident, semble attirer l'agressivité de bon aloi des derniers passagers de la croisade antitotalitaire ... Toute cette agitation est donc fort explicable ... mais est-elle bien honnête ? La Chine, en effet, a accompli dans les vingt dernières années un exploit sans précédent, qui devrait lui valoir la reconnaissance de l'humanité : celui d'avoir freiné sa croissance démographique ... Le résultat a certes été acquis fort brutalement – **mais l'infanticide chinois, notamment des petites filles, n'est pas né avec le communisme**¹ ... bien myopes apparaîtront² ... ceux qui, sans courage véritable, auront refusé de reconnaître ses mérites dans la première expérience réussie du postcommunisme ... »*

Je pourrais poursuivre ce florilège où la vanité le dispute à la sottise et même, je crois l'avoir montré, à la saloperie pure et simple, aussi ne suis-je nullement étonné de ce que dans sa boulimie communicationnelle frénétique, le sieur Adler, devenu directeur de cette grande revue qui fait honneur à la science (*Historia*), s'en prenne de la manière que tu stigmatises à raison à des personnages comme Christian Rakovsky qui devrait lui imposer le respect et le silence.

En revanche, je suis surpris de constater que l'historien confirmé et le militant politique averti que tu es, déclare « apprécier les connaissances et les capacités de M. Alexandre Adler ».

Je pense pour ma part que le parcours intellectuel de ce personnage, si transparent dans son arrivisme et dans son dilettantisme, n'hésitant pas avec une désinvolture outrancière de prononcer des jugements *de omne re scibili et quibusdam aliis* sur tout et n'importe quoi, y compris sur des sujets qui

1. *Courrier International* n° 253 du 7 au 13 septembre 1995, p. 4 (c'est nous qui soulignons).

2. C'est évidemment ici l'Aigle Adler qui nous parle en direct du futur ! Même s'il ne se mouche pas du pied, l'historien-journaliste ne craint en tout cas pas l'hypertrophie cavillaire.

constituent de véritables tragédies humaines dont il fait, lui, un moyen d'auto-promotion, n'appelle que le mépris.

J'ai une très grande admiration (et il n'y a nulle flagornerie, crois-le bien, dans ce propos) pour le travail que tu as accompli et que tu as impulsé dans ton entourage sur Trotsky et le trotskysme qui constituent selon moi les clefs essentielles pour la compréhension du monde contemporain, mais je pense que tu conviendras avec moi que cette somme immense de livres, d'articles, de publications, de recherches (sans parler bien sûr de toute l'activité militante) est méprisée, voire totalement ignorée par ceux qui s'auto-proclament partout « experts », « spécialistes », « conseillers », etc.

Je considère donc que ce que je conçois pour ma part comme un combat pour la vérité, exige la polémique et la dénonciation sans concession des pirouettes et des pitreries de personnages tels qu'Adler dont la crédibilité sur les domaines mêmes dont il se prétend historien, est selon moi proche du zéro absolu.

J'espère que cette lettre pourra être publiée en entier ou en partie¹ dans le prochain CLT, si ce n'était pas le cas, tout en maintenant la position que j'ai exprimée ici, je continuerai à soutenir financièrement cette très belle et, je le répète, indispensable, publication.

En te remerciant par avance de l'attention que tu auras bien voulu accorder à la présente, je te prie d'accepter, cher Camarade, mes fraternelles salutations.

Frank LA BRASCA
Professeur au Centre d'Etudes Supérieures
de la Renaissance (CESR)
de l'Université François Rabelais de Tours.

1. J'ai en effet écrit à plusieurs reprises au *Monde à l'Histoire* et à *Courrier International* pour demander un droit de réponse contre les infâmies de M. Adler, mais bien sûr il n'a jamais été donné suite à ces courriers.

Les départs

Camille Januel dit Laugen (1916-2000)

Camille Januel était né à Saint-Etienne (Loire) le 4 décembre 1916, un endroit et une époque où un enfant de famille ouvrière rencontrait vite la misère et la lutte ouvrière. Il est mort le 20 juillet 2000. Dessinateur industriel, il vint travailler à l'arsenal de Puteaux, et rencontra le PCI qui l'élit à sa fondation en 1936 à son Comité central. Dans le sillage de **Roger Foirier**, dit **Roland**, organisateur de la « colonne Zimmerwald », il fut l'un des fondateurs et dirigeants de la Fédération des Pionniers Rouges fondée le 11 novembre 1936 par les Amis de l'Enfance ouvrière, cible de la droite conservatrice et catholique intégriste, et devint l'un des dirigeants de la JCI, avant d'être isolé de ses camarades par la guerre.

par  Achevé d'imprimer,
d'après les documents fournis,
en octobre 2000
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal octobre 2000

N° d'imprimeur : 2681

Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio. 87. rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**